

TABLE DES MATIERES	N° de page
EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	I-X
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	1
Liste des articles	2
PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	3
<i>Dispositions relatives aux ressources</i>	4
<i>Dispositions relatives aux charges</i>	5
<i>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i>	5-6
DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	7
A- BUDGET GENERAL	7
A-1 Budget de fonctionnement	
<i>Dépenses ordinaires : services votés</i>	7
<i>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</i>	8
A-1 Budget d'investissement	9
<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	9-13
<i>Dépenses en capital sur ressources extérieures</i>	13
B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	14-19
C- : DISPOSITIONS DIVERSES	19-21
TABLEAUX RECAPITULATIFS	22
(Annexés à l'exposé des motifs par article)	
I. Budget Général	23
1 – Recettes 2010 et situation d'exécution recettes 2008	24-26
2 – Dépenses	
<ul style="list-style-type: none"> • Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2010 et ceux prévus dans la loi de finances 2009. 	27-43
<ul style="list-style-type: none"> • Situation d'exécution gestion 2008 et gestion 2009. 	44-66
<ul style="list-style-type: none"> • Comparaison par secteur et par source de financement des autorisations de programme et des crédits de paiements des financements acquis et des prévisions de tirage de 2003 à 2010 	67- 68
IV – Observations générales sur l'évolution des dépenses	69-70
V – Comptes spéciaux du Trésor	71-72
VI – Déficit budgétaire global	73-74
A- PROJET DE LOI	75
Projet de loi	76-81
Annexes législatives	82
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 1 : Budget général – recettes 	83
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 2 : Comptes spéciaux du Trésor 	84
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 3 : Réévaluation des services votés 	85-94
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles 	95
<ul style="list-style-type: none"> • Annexes 5 et 5 bis : Dépenses d'Investissement Répartition des (AP et CP) et (FA et PT) mesures nouvelles 	96-100
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 6 : Taxes parafiscales 	101
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 7 : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs 	102
<ul style="list-style-type: none"> • Annexes 8 et 8 bis : Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances 	103-105
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 9 et 9 bis: liste détaillée des dépenses PPTTE - IADM 	106-108
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 10 et 10 bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences 	109-111
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 11 : Opérations budgétaires des agences bénéficiant d'une subvention de plus de cinq (5) milliards 	112
<ul style="list-style-type: none"> • Annexe 12 : Risques budgétaires 	113

A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Exposé général des motifs

L'environnement économique international devrait être caractérisé en 2010 par le redressement de la croissance économique mondiale amorcé au cours du second semestre 2009 dans les pays industrialisés.

Sur le plan intérieur, la situation économique et financière devrait être marquée en 2010, par la poursuite de l'assainissement du cadre macroéconomique, en particulier des finances publiques et l'accélération de la mise en œuvre des stratégies de croissance accélérée et de réduction de la pauvreté.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait en 2010 redevenir supérieur au taux de croissance de la population à la faveur de l'amélioration de l'environnement international et du climat des affaires sur le plan intérieur à travers notamment l'apurement de la dette intérieure vis-à-vis du secteur privé.

L'Etat entend poursuivre la politique d'assainissement des finances publiques entamée depuis 2008 aussi bien en termes de prévisions que d'exécution budgétaire.

En termes de perspectives, l'objectif à moyen terme est de limiter le déficit budgétaire à 4% du PIB.

Toutefois, il se situerait à un peu plus de 4% du PIB en 2010, en raison notamment de la nécessité de soutenir l'activité économique avec notamment l'appui de nos partenaires au développement.

Pour atteindre cet objectif, l'Etat devrait maintenir la viabilité de la dette en ne contractant pas d'emprunts non concessionnels.

Les mesures ci-après sont également privilégiées en vue de renforcer la crédibilité budgétaire :

- améliorer la planification budgétaire : effectuer des prévisions de recettes et de dépenses réalistes et élaborer des Cadres Sectoriels de Dépenses à Moyen Terme (CDSMT) tenant compte des contraintes budgétaires ;
- limiter la nature des dépenses dotées de crédits évaluatifs ;
- identifier les risques pouvant affecter sensiblement l'exécution budgétaire et définir des mécanismes d'alerte précoce.

En ce qui concerne la gestion des finances publiques, le Gouvernement entend s'appuyer sur les leviers ci-après :

- la régulation de l'exécution budgétaire : il s'agira de renforcer le lien entre les engagements de dépenses et les disponibilités de trésorerie;
- le paiement régulier des dettes de l'Etat pour éviter d'inhiber l'activité économique et de faire ralentir la production ;
- l'accélération des réformes budgétaires et financières avec la récente validation du Plan de Réformes Budgétaires et Financières (PRBF) pour l'amélioration des performances : déconcentration de l'ordonnancement, application stricte de la gestion axée sur les résultats au domaine budgétaire et extension à d'autres ministères.
- L'amélioration du suivi budgétaire sur la base du système d'information existant (SIGFIP).

C'est ce contexte qui servira de base de mise en œuvre du projet de loi de finances 2010 dont la lisibilité et la transparence ont été améliorées.

Toutes les ressources du projet de loi de finances 2010 sont évaluées à **1845,660 milliards F CFA** contre **1888,460 milliards F CFA pour les charges**, ce qui dégage un déficit de **42,800 milliards F CFA** représentant 0,64% de notre produit intérieur brut.

En ce qui concerne les **recettes internes** du projet de budget 2010, elles sont projetées à **1549 milliards F CFA** contre **1443,2 milliards F CFA** dans la loi de finances rectificative 2009 soit une hausse de **105,8 milliards F CFA** en valeur absolue et 4,40% en valeur relative.

Les **dépenses de fonctionnement** sont projetées à **1102,6 milliards F CFA** dont 174,1 milliards F CFA de dette publique, 396,8 milliards F CFA de dépenses de personnel et les autres dépenses courantes estimées à 539,1 milliards F CFA (dont 12,3 milliards de PPTE/IADM). Elles sont en hausse de 23,6 milliards F CFA en valeur absolue et 2,19% en valeur relative par rapport à la loi de finances rectificative 2009 ; cette augmentation résulte principalement de l'augmentation du service de la dette.

Les **dépenses en capital** sur ressources internes sont projetées à **439,5 milliards F CFA** (dont 49,1 milliards de PPTE/IADM) contre 407,8 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative 2009 soit une hausse de 31,7 milliards F CFA en valeur absolue et 7,77% en valeur relative; ces dépenses représentent 35,83% des recettes fiscales prévues en 2010.

* * *
* * *

LES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Globalement les projections de **recettes internes** augmentent par rapport celles de la loi de finances rectificative 2009 passant de **1 443,180 milliards F CFA** à **1549 milliards F CFA** pour la loi de finances 2010 soit, 105,820 milliards F CFA en valeur absolue et 7,33% en valeur relative. En effet après un soutien important et exceptionnel, dans le cadre de la loi de finances rectificative 2009, intervenue suite au ralentissement de l'activité économique intérieure, on enregistre un repli de l'appui des Partenaires Techniques et Financiers qui a été compensé par l'amélioration attendue des recouvrements des recettes fiscales et non fiscales.

1. – LES RECETTES FISCALES :

Les recettes fiscales sont projetées à **1226,3 milliards F CFA** contre **1172 milliards F CFA** dans la LFR 2009 soit une progression de 54,3milliards F CFA en valeur absolue et de 4,63% en valeur relative ; cette progression vient après une baisse de 135 milliards sur cette catégorie de recettes inscrites dans la loi de finances initiale 2009.

2. – LES RECETTES NON FISCALES :

Les recettes non fiscales sont estimées à **42,7 milliards F CFA** contre **30 milliards F CFA** dans la LFR 2009 soit une hausse de 12,7 milliards F CFA en valeur absolue et de 42,33% en valeur relative ; elle est due à une amélioration attendue du recouvrement des produits financiers.

3. – LES AUTRES RECETTES INTERNES

Il s'agit des dons budgétaires, ressources PPTe/IADM, des remboursements de prêts rétrocédés et d'emprunts budgétaires auprès de partenaires comme la Banque Mondiale, le FMI, la BAD et l'AFD. Ces soutiens importants, dont le Trésor est comptable assignataire, sont projetés à **280 milliards F CFA** en 2010 contre **241,2 milliards F CFA** dans la loi de finances rectificative 2009 soit une hausse de 38,820 milliards F CFA en valeur absolue et de 16,10 % en valeur relative. Par ailleurs, il est prévu, notamment, de lancer un emprunt obligataire de 45 milliards F CFA pour couvrir une partie de nos besoins de financement.

Par ailleurs, les projections de **recettes externes** augmentent par rapport à celles de la loi de finances rectificative 2009 passant de 247 milliards F CFA à **273,3 milliards F CFA** pour la loi de finances 2010 soit une hausse de 26,3 milliards F CFA en valeur absolue et de 10,65 % en valeur relative.

LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Elles ont connu globalement une légère hausse par rapport à celles de la loi de finances rectificative de 2009, ce qui implique une réorientation des crédits pour prendre en compte les incidences financières, en année pleine, des mesures sociales prises par l'Etat récemment.

1.- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

1-1.- La dette publique :

Elle est projetée à **174,1 milliards F CFA** contre 150 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative 2009 soit une hausse, en valeur absolue de 24,1 milliards F CFA et 16,06% en valeur relative. Cette hausse provient essentiellement du service de la dette extérieure qui a varié de +22,70 milliards F CFA

1-2.- Les dépenses de personnel :

Elles sont projetées à **396,8 milliards F CFA** contre 389 milliards F CFA en 2009 soit une hausse de 7,8 milliards F CFA en valeur absolue, et une variation relative de 2,01%.

Ces dépenses sont évaluées après mise à jour du fichier de la solde.

Le système de préparation du budget sur SIGFIP a permis de faire le toilettage du fichier du personnel en mettant à jour les imputations budgétaires par agent et précisant les emplois tenus ; il a été également mis à jour les diverses indemnités servies à chaque salarié.

Au total, ces dépenses prennent en compte les incidences financières des dernières hausses indemnitaires conclues avec les organisations syndicales(hors corps émergents qui seront prévus dans les dépenses de fonctionnement) et la prise en charge de nouveaux recrutements suite au remplacement des agents ayant cessé service.

Il est également prévu l'intégration dans la Fonction Publique des diplômés relevant actuellement des corps émergents de l'Education nationale.

1-2.- Les autres dépenses courantes :

Ces dépenses sont projetées à **539,1 milliards F CFA** (dont 12,7 de PPTE/IADM et 7,4 milliards d'appui budgétaire des Pays Bas) contre **540 milliards F CFA** dans la loi finance rectificative 2009, soit une baisse de 0,9 milliard F CFA en valeur absolue et de -0,17% en valeur relative. Elles comprennent les dépenses de fonctionnement hors

personnel, hors transfert et les dépenses de transfert pour respectivement : 289,2 milliards F CFA et 249,9 milliards F CFA.

Après réévaluation des services votés pour un montant de 252,972 milliards, il a été dégagé une marge de **36,228 milliards F CFA** de mesures nouvelles qui ont servi à financer notamment :

- la prise en charge de dépenses d'éducation pour 24,796 milliards F CFA, pour la rémunérations des nouveaux corps émergents (volontaires, maîtres contractuels, vacataires et professeurs contractuels) et servir à couvrir les incidences financières, en année pleine, des accords signés avec les syndicats d'enseignants ;
- le respect de la mesure 'engagement issu de l'Initiative de Soutien de la Politique Economique (ISPE) consistant à mettre 5% de crédit de fonctionnement sur la ligne « dépenses imprévues » soit un montant de 13,167 milliards F CFA ;
- le renforcement de la politique de santé publique pour un montant de 2,637 milliards F CFA dont 190 millions F CFA, pour une contribution partielle à la baisse du coût de l'hémodialyse et 200 millions pour mettre en place le portail de la Santé ;
- l'inscription d'un montant de 2,263 milliards F CFA essentiellement consacré à la satisfaction des demandes de ministères qui n'appliquent pas encore le Cadre Sectoriel de Dépenses à Moyen Terme (CDSMT) notamment pour financer l'émission de nouveaux passeports diplomatiques biométriques, les évacuations sanitaires, la prime d'alimentation des gendarmes et des militaires, la provision pour les procès intentés contre l'Etat et l'équipement de nouveaux cabinets et services.

Quant aux dépenses de transfert, après réévaluation des services votés pour un montant de 228,302 milliards F CFA, un montant de **21,597 milliards F CFA** est prévu notamment pour ouvrir ou renforcer des crédits consacrés à :

- couvrir une partie des demandes des Universités et du COUD pour 5,700 milliards F CFA, à doter avec 2 milliards F CFA les nouveaux Centres des œuvres Sociales des Universités de Thiès, Bambey, Ziguinchor, et de l'Ecole Polytechnique de Thiès.
- renforcer les dotations des hôpitaux en médicaments, fournitures pour 1 milliard FCFA, abaisser le coût de l'opération d'hémodialyse par l'acquisition de kits d'hémodialyse pour un montant de 810 millions de F CFA.
- soutenir les collectivités locales par le paiement des arriérés de ristournes aux communes pour 1,518 milliards F CFA et le renforcement du fonds de Dotation de la Décentralisation d'un montant de 1,3 milliard F CFA pour avoir une allocation conforme au taux assis sur le recouvrement de la TVA de la dernière année connue (2008) ;
- renforcer la bonne gouvernance par l'augmentation de la dotation de la CENA de 300 millions de F CFA ;

2.- LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

Le montant total des ressources affectées à l'investissement dans la Loi de Finances 2010 s'élève à 712,8 milliards de FCFA répartis comme suit :

- 439 milliards 500 millions de FCFA pour les dépenses en capital sur ressources internes (crédits de paiement), soit 61,7% des investissements publics ;
- 273 milliards 300 millions de FCFA pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit 38,3% des investissements publics.

L'enveloppe globale des investissements publics en 2010 est passée de 697 milliards 750 millions de FCFA en 2009 à 712 milliards 800 millions de FCFA en 2010, soit une augmentation de 15 milliards 50 millions de FCFA en valeur absolue et de 2,2% en valeur relative.

Les crédits d'investissement 2010 contribuent pour un montant de 587 milliards 840 millions francs CFA, soit 82,5% à la réalisation du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2). Le reste des investissements prévus, d'un montant de 124 milliards 960 millions francs CFA, soit 17,5% est constitué principalement d'équipements administratifs pour l'amélioration des conditions de travail des services de l'administration, de dépenses de souveraineté nationale, d'impôts et taxes sur les marchés publics financés sur ressources extérieures et de participations financières de l'Etat dans les organisations sous-régionales, régionales et internationales.

Ainsi les allocations de crédits d'investissements s'inscrivent dans la perspective de la réalisation du PAP du DSRP et des orientations de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) qui fait partie intégrante du DSRP. Les investissements programmés par axe stratégique du DSRP se présentent comme suit :

AXES STRATEGIQUES DU DSRP II	Montant en FCFA	%
Création de richesse : pour une croissance pro pauvre	349 298 000 000	59,4%
Accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base	176 820 000 000	30,1%
Protection sociale, Prévention et gestion des risques et catastrophes	23 534 000 000	4,0%
Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif	38 188 000 000	6,5%
TOTAL GENERAL	587 840 000 000	100%

La répartition sectorielle des ressources internes et externes du budget d'investissement est la suivante :

SECTEURS	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
PRIMAIRE	68 717 000 000	86 607 000 000	155 324 000 000	21,8%
SECONDAIRE	15 845 000 000	42 986 000 000	58 831 000 000	8,3%
TERTIAIRE	129 839 000 000	57 843 000 000	186 932 000 000	26,3%
QUATERNAIRE	225 099 000 000	85 864 000 000	311 713 000 000	43,6%
TOTAL	439 500 000 000	273 300 000 000	712 800 000 000	100%

Cette répartition permet de constater que :

- le secteur primaire concentre 21,8% des investissements prévus en 2010, ce qui traduit la priorité que le Gouvernement continue d'accorder : (i) au développement des activités agro-sylvo-pastorales et à l'hydraulique rurale (ii) à la relance de la pêche et (iii) à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Les principaux projets programmés en 2010 sont :

- ✓ Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA III) avec les Programmes agricoles dans ses volets (i) soutien du prix au producteur d'arachide, (ii) subvention des semences et des engrais, (iii) protection des cultures, (iv) réfection et création des aménagements hydro-agricoles et (v) équipement et motorisation agricole ;
- ✓ Programme National d'Insémination Artificielle et de Lutte contre les maladies animales ;
- ✓ Programme de Réalisation des Bassins de Rétention et de gestion des ressources naturelles ;
- ✓ Programme Régional d'Appui à la Pêche Artisanale en Afrique Occidentale (PRAO) ;
- ✓ Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM).
- le secteur secondaire, avec comme principale composante l'énergie, reçoit 8,3% des prévisions d'investissements. Cette allocation est essentiellement destinée à pallier le déficit de production d'électricité et à augmenter le taux d'accès à l'électricité en milieu rural ainsi qu'à appuyer la mise à niveau du secteur industriel.

Les principaux projets programmés en 2010 sont :

- ✓ Projet Diffusion services électriques en milieu rural ;
- ✓ Programme Croissance Economique ;
- ✓ Programme d'Urgence d'Electrification Rurale ;

- ✓ Projet Connectivité électricité Zone Economique Spéciale Intégrée.
- ✓ Plateforme d'Appui au secteur Privé (volet PME)
- le secteur tertiaire bénéficie de 26,3% des dépenses en capital qui seront consacrées essentiellement à la poursuite de l'amélioration de la mobilité urbaine et rurale ;

Les principaux projets programmés en 2010 sont :

- ✓ Projet de construction de l'autoroute à péage ;
- ✓ Programme Spécial Touba ;
- ✓ Aéroport International Blaise Diagne ;
- ✓ Projet de Réhabilitation des routes ;
- ✓ Programme de réalisation de l'Ouvrage d'Accostage et de Gare Maritime Karabane.
- le secteur quaternaire occupe une place prépondérante dans l'allocation des crédits d'investissements avec un poids de 43,6%. Ce secteur englobe tous les investissements relatifs (i) au développement des ressources humaines (éducation, enseignement technique et formation professionnelle, santé, nutrition, etc), (ii) à l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et du cadre de vie (approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu urbain, urbanisme et habitat), (iii) à la promotion socio-économique des femmes, des jeunes et des populations déshéritées, (iv) au développement local et régional et (v) à l'amélioration des conditions de travail des services de l'administration.

Les principaux projets programmés en 2010 sont :

- ✓ Festival Mondial des Arts Nègres (FESMAN) ;
- ✓ Achèvement des programmes de construction et Equipement (cases des tout petits, centres polyvalents de formation des producteurs, centres de réinsertion sociale, espaces jeunes, programme indépendance, maisons de l'outil) ;
- ✓ Construction de Postes de Santé, de Centres de Santé et de l'Hôpital Dalal Jamm ;
- ✓ Programme de construction de salles de classes et d'acquisition de manuels scolaires ;
- ✓ Construction d'amphithéâtres et de bâtiments d'hébergement des étudiants.

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ils sont projetés en ressources et en dépenses à 65,7 milliards F CFA contre 61,1 milliards F CFA en 2009 soit une hausse de 4,6

milliards F CFA qui s'explique notamment par une amélioration du niveau de recouvrement du Fonds National de Retraites.

L'Etat continue de soutenir l'acquisition de logement par ses agents à hauteur de 6 milliards annuellement, compte non tenu des recouvrements effectués à la source sur les prêts antérieurs et dont le produit sert de crédit revolving.

LISIBILITE ET TRANSPARENCE BUDGETAIRE

Les modifications suivantes sont apportées à la documentation budgétaire associée à la présente loi de finances :

- présentation dans la première partie de la loi de finances de la notion de déficit budgétaire global (hors ressources d'emprunt et remboursement de dette en principal) ;
- présentation, dans des tableaux détaillés de recettes et de dépenses, des données d'exécution budgétaires relatives à l'année 2008 et celles relatives aux six (6) premiers mois de 2009 ;
- augmentation de la flexibilité de l'exécution budgétaire par la réservation, sur la ligne dépenses imprévues ou accidentelles de la section charges communes (par commodité il été retenu la ligne crédits globaux), de 5% du total de crédits ouverts (hors dépenses de personnel et dépenses en capital financées sur ressources extérieures) ;
- la facilitation de l'information et le contrôle du Parlement par la présentation des opérations d'exécution et de prévision budgétaire (dépenses recettes) de chacune des agences, entreprises du secteur parapublic, et tout autre entité publique bénéficiant d'une dotation budgétaire au dessus de cinq (5) milliards de F CFA.

En outre, en vue de limiter les pressions sur les dépenses, assurer un meilleur contrôle des dépenses publiques, et faciliter le respect des équilibres budgétaires, il a été décidé de limiter les crédits évaluatifs aux dépenses visées par l'article 11 de la loi organique relative aux loi de finances.

* *
*

Comparativement aux lois de finances 2007, 2008 et 2009, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances, pour l'année 2010, sont présentés dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2007	2007	2008	2008	2009	2009	2010	ECARTS
	LF	LFR	LFI	LFR	LFI	LFR	LFI	LF08-LF07
								%
BUDGET GENERAL								%
Recettes du budget général	1452,4	1558,7	1579,0	1647,5	1755,5	1690,2	1780,0	5,31%
Recettes internes	1126,9	1201,9	1255,8	1307,6	1495,5	1443,2	1506,7	4,40%
Recettes ordinaires hors dons	1048,0	1057,5	1172,7	1087,5	1337,0	1202,0	1269,0	5,57%
Re cetttes exceptionnelles	0,1	0,1	0,1	137,1	70,1	70,1	61,9	-11,70%
Autres recettes	0,0	0,5	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,00%
Emprunt	78,8	143,8	75,0	75,0	61,8	111,9	125,0	11,71%
Dons budgétaires					18,6	51,2	42,8	-16,41%
Recettes externes	325,5	356,8	323,2	339,9	260,0	247,0	273,3	10,65%
Dons budgétaires	13,7	39,7	14,0	14,0	0,0	0,0	0,0	
Emprunt programme	50,2	50,2	34,2	34,2	0,0	0,0	0,0	
Ressources affectées	261,6	266,9	275,0	291,7	260,0	247,0	273,3	10,65%
Charges du budget général hors CST	1465,9	1575,7	1591,5	1663,3	1776,8	1733,8	1822,8	5,13%
Dépenses de fonctionnement	814,3	825,1	887,5	966,2	1079,0	1079,0	1110,0	2,87%
Dette publique	88,2	88,2	83,2	83,2	150,0	150,0	174,1	16,07%
Traitements et salaires	310,0	310,0	347,0	347,0	389,0	389,0	396,8	2,01%
Autres dépenses courantes	416,1	426,9	457,3	536,0	540,0	540,0	539,1	-0,17%
Dépenses en capital	651,6	750,6	704,0	697,1	697,8	654,8	712,8	8,86%
- sur ressources internes	390,0	483,7	429,0	405,4	437,8	407,8	439,5	7,77%
- sur ressources externes	261,6	266,9	275,0	291,7	260,0	247,0	273,3	10,65%
Solde du Budget général	-13,5	-17,0	-12,5	-15,8	-21,3	-43,6	-42,8	-1,83%
COMPTES SPECIAUX TRESOR								
Ressources propres	44,8	44,8	51,8	51,8	52,2	61,1	65,7	7,53%
Charges	53,3	49,8	61,3	61,3	58,2	61,1	65,7	7,53%
Solde des comptes spéciaux	-8,5	-5,0	-9,5	-9,5	-6,0	0,0	0,0	#DIV/0!
dont Avals et garanties +/- prêts log	8,5	5,0	9,5	9,5	9,5	6,0	6,0	0,00%
SOLDE GLOBAL								
Y compris dons	-22,0	-22,0	-22,0	-25,3	-27,3	-43,6	-42,8	-1,83%

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2010 soumis à votre adoption.



B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE



LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	LIBELLES	N° de page
	PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	
1	Dispositions relatives aux ressources	4
2	Dispositions relatives aux charges	5
3	Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges	5-6
	DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	
	A- BUDGET GENERAL	
	A-1 Budget de fonctionnement	
4	Dépenses ordinaires : services votés	7-8
5	Dépenses ordinaires : mesures nouvelles	8
	A-1 Budget d'investissement	
6	Dépenses en capital sur ressources internes	9-13
7	Dépenses en capital sur ressources extérieures	13-14
	B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	
8	Comptes d'affectation spéciale	14-16
9	Dispositions relatives aux soldes des comptes d'affectation spéciale	16
10	Comptes de commerce	16
11	Comptes de prêts	17
12	Comptes d'avances	17-18
13	Affectations comptables	18
	C- : DISPOSITIONS DIVERSES	
14	Taxes parafiscales	19
15	Crédits évaluatifs	19
16	Dispositions relatives au respect des règles organisant les dépenses publiques	20
17	Autorisation de régulation des dépenses	20-21



PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2010 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2010, à la somme de 1.549.500.000. 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2010, à la somme de 273.300.000.000 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Est annexé à cet article un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2009 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier. Les prévisions de recettes internes sont de 1.549.500.000.000 de francs CFA dont un appui budgétaire des Pays-Bas pour 7.4 milliards de F CFA.

Les prévisions de recettes externes sont de 273.300.000.000 de francs CFA financés notamment par des dons projet, des tirages sur des dons et emprunts pour un même montant.



B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2010, à la somme de 1.822.800.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives à l'amortissement des charges de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement, aux dépenses d'investissement et une subvention de 6 milliards aux comptes spéciaux du Trésor

Par rapport à l'année 2010, ces charges progressent de 46.050.000.000 francs CFA en valeur absolue et 2,59% en valeur relative.

C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

I - Pour l'année 2010, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :



En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses financées sur recettes internes</i>		
<i>A 1 - 1 Recettes hors emprunt</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 226 300	<i>Dettes publiques</i>	174 100	
<i>Recettes non fiscales</i>	42 700	<i>Dépenses de personnel</i>	396 800	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	61 900	<i>Autres dépenses courantes</i>	539 100	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	8 000	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	439 500	
<i>Dons budgétaires</i>	42 800			
<i>Total recettes internes hors emprunt</i>	1 381 700	<i>Total dépenses sur recettes internes</i>	1 549 500	167 800
<i>A 1 - 2 Emprunt</i>				
<i>Emprunts</i>	125 000			
<i>Total emprunt</i>	125 000			
<i>Total A = (A-1-1 + A1-2)</i>	1 506 700	<i>Total A = (A-1-1)</i>	1 549 500	-42 800
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
<i>B - Recettes externes</i>				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	273 300	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	273 300	
<i>Total B</i>	273 300	<i>Total B</i>	273 300	
TOTAL I = (A+B)	1 780 000	TOTAL I = (A+B)	1 822 800	-42 800
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
<i>Recettes</i>	65 660	<i>Titre 7 Dépenses</i>	65 660	0
TOTAL C = (1+2)	1 845 660	TOTAL C = (1+2)	1 888 460	-42 800

II. – Pour l'année 2010, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 441.100. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à court et moyen terme, à des emprunts à long terme et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

Exposé des motifs

1- Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général, des Comptes spéciaux du Trésor.



2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 441.100.000.000 de francs CFA. Le montant des emprunts correspond au déficit budgétaire évalué à 42.800.000.000 de francs CFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement (273.300.000.000 de francs CFA), des dons budgétaires de 80.000.000.000 de francs CFA et de l'emprunt obligataire de 45.000.000.000 de francs CFA.

3 - Comme chaque année, cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.

4 - Conformément au point 16a du mémorandum de politique économique et financière, du 5 juin 2009, la notion de déficit budgétaire global a été mise en relief. En effet, il s'agit du calcul du déficit budgétaire (hors ressources d'emprunt et remboursement de dette en principal) tel qu'il ressort du tableau n°VI, porté en annexe de la présente loi.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme assorties de leurs échéanciers, les opérations des comptes spéciaux du trésor et énonce les dispositions diverses.

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES ORDINAIRES

ARTICLE 4 : Services votés

Texte de l'article :



« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2010, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 1.046.721.858.000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	174 100 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	391 358 908 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	252 960 120 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	228 302 830 000 francs CFA

Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances 2010 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2010, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par les tableaux II et III annexés au présent exposé des motifs ;
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	174 100 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	391 358 908 000 francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	481 262 950 000 francs CFA
total	1 046 721 858 000 francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2010, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 63.278.142.000 francs CFA ainsi répartis :



- Titre 2 dépenses de personnel	5 441 092 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	36 239 880 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	21 597 170 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.»

Exposé des motifs

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finance 2010 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2010, au

titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2010.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe IV.

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour l'année 2010, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 439.500.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	309 833 100 000 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	129 666 900 000 francs CFA



II – Il est ouvert pour la loi de finances 2010, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 3.437.695.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds et projets ci-dessous :

Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA)	22 500 000 000 francs CFA
Fond national de l'Hydraulique	745 000 000 francs CFA
Fond d'équipement des collectivités locales	12.500.000.000 francs CFA
Fond national de l'entrepreneuriat féminin	300.000.000 francs CFA
Fond de Solidarité Nationale	250.000.000 francs CFA
Fond national de développement agro-sylvo-pastoral	500.000.000 francs CFA
Fond d'Appui à la stratégie de croissance accélérée	400 000 000 francs CFA
Fond d'appui à la stabulation	574 000 000 francs CFA
Fond de Solidarité Nationale	250 000 000 francs CFA
Fonds Spécial de lutte contre les inondations	2 000 000 000 francs CFA
Fonds d'appui à l'artisanat	20 000 000 francs CFA
Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur	250 000 000 francs CFA
Fonds de Développement des Transports Urbains (FDTU)	400.000.000 francs CFA
Fonds d'Appui à la Mise à Niveau des Entreprises	250.000.000 francs CFA
Fonds redéploiement Pêche Industrielle	150 000 000 francs CFA
Fonds de Promotion des Exportations	100 000 000 francs CFA

Exposé des motifs

Le financement interne du Budget d'Investissement est de 439.500.000.000 de francs CFA.

Le financement intérieur d'un montant de 439 milliards 500 millions francs CFA prend en charge : (i) les contreparties aux financements extérieurs qui s'élèvent à la somme de 66 milliards 143 millions 900 francs CFA ; (ii) les engagements financiers portant notamment sur la dotation de certains fonds, les lettres de mission, les impôts et taxes sur marchés publics, les participations financières et les indemnités d'expropriation et de préemption et (iii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat.

Principales contreparties aux financements extérieurs :

- PRIMAIRE

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Projet de Développement Agricole de Matam, phase II (PRODAM 2)	1.000.000.000



Appui Développement Rural en Casamance	432 000 000
Programme Services Agricoles et Organisation des Producteurs (PSAOP 2)	950.000.000
Projet d'Aménagement Hydro-Agricole de Ndiawar	500.000.000
AEP villages Ndiosmone Palmarin	1.772.000.000
Projet Acquisition Matériel d'Exhaure, d'Ateliers de Forages et de Camions Grue	358.000.000
PEPAM BAD phase 2	1.024.000.000
Projet AEP de Touba	385.000.000
Projet Développement Sénégal Oriental et Casamance	116.000.000
Gestion Intégrée des Ressources Marines et Côtières	95.000.000
Programme Régional d'Appui à la Pêche Artisanale en Afrique Occidentale (PRAO)	370.000.000

- SECONDAIRE

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Plates Formes multifonctionnelles	300.000.000

- TERTIAIRE

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Projet construction autoroute à péage Dakar-Diamniadio	25.000.000.000
Projet Route Linguère-Matam	3.751.000.000
Travaux routes Mamelles Aéroport	600.000.000
Entretien périodique routes revêtues	1.722.000.0000
Acquisition de rames réversibles	257.000.000
Route tamba- Médina Gounass- Frontière Guinée	2.000.000.000
Rhéhabilitation infrastructures ferroviaires entre Dakar et Thiès	500.000.0000
Développement du Tourisme Communautaire dans les régions de Saint-Louis, Kolda et Tambacounda	114.000.000

QUATERNAIRE

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Projet Assainissement Pikine	400.000.000
Projet assainissement ville de Diourbel	134.000.000
Plan Stratégique Lutte SIDA	675.000.000
Programme Santé Luxembourg	298.000.0000
Appui au Programme Paludisme/ BID	241.000.000
Programme Santé Maternelle Infantile	471.000.000
Programme Renforcement de la Nutrition	1.172.000.000
Construction Hôpital Dallal Jamm	2.056.000.000
Programme Santé / BAD	1.125.000.000
Projet Education de Qualité pour Tous, phase II	364.000.000
Projet Education Quatre PDEF	736.000.000
Projet de Construction Collèges de proximité	2.960.000.000
Projet Alphabétisation et Apprentissage Lutte contre la	397.000.000



pauvreté	
Projet Lutte contre Pire Forme de Travail des Enfants	521.000.000
Programme Art Gold	300.000.000
Projet de Renforcement et d'Equipement des Collectivités Locales	300.000.000
Programme National de Bonne Gouvernance	200.000.000

Les projets et actions entièrement financés par l'Etat est constitué de :

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Assainissement et Réhabilitation de la RN1	5.000.000.000
Achèvement Programme Indépendance	4.000.000.000
Plan « JAXAAY »	5.000.000.000
Equipement espaces Jeunes Centre Polyvalents et Centre de Réinsertion Sociale	3.000.000.000
Achèvement et Equipement Nouveau Palais de Justice	2.093.000.000
Acquisition Bâtiments, villa SICAP, immeubles et terrain	10.950.000.000
Programme Spécial Touba	10.000.000.000
Projet de Construction de Salles de Classe	8.155.000.000
Projet manuels scolaires PDEF	3.700.000.000
Construction et Equipement Lycées Techniques	2.139.000.000
Construction et Equipement de CETF et CRETEF	859.000.000
Construction d'amphithéâtres et de bâtiments d'hébergement des étudiants	2.830.000.000
Programme grande muraille verte	500.000.000
Programme de réalisation des Bassins de Rétention	850.000.000
Complément Hôpital Fatick et Ziguinchor	1.500.000.000
Construction, Réhabilitation et Equipement Postes de Santé	1.635.000.000
Construction Hôpital Pédiatrique de Pikine	250.000.000
Autonomisation Hôpitaux en Oxygène	824.000.000
Fond national de l'entreprenariat féminin	300.000.000
Fond de Solidarité Nationale	250.000.000
Appui groupements féminins	500.000.000
Réadaptation Base Communautaire Handicapés	300.000.000
Projet d'Implantation de Magasins de Référence	500.000.000
Prévention/Maîtrise Catastrophe	1.580.000.000
Fonds Spécial de lutte contre les inondations	2.000.000.000
Fond d'Appui à la Stabulation	574.000.000
Programme National d'Insémination Artificielle	1.750.000.000
Programme de Renforcement Protection Zoosanitaire	695.000.000
Reconstitution Stock sécurité Alimentaire	1.000.000.000
Programme agricole/volet engrais	5.000.000.000
Programme agricole/volet semences (arachide, maïs, etc)	5.243.000.000
Programme agricole/volet soutien prix arachide	11.250.000.000
Appui au processus de syndicalisation des agriculteurs	500.000.000
Programme pluies provoquées (acquisition avions)	2.000.000.000

Par rapport à la loi de finances rectificative 2009 ,

- Les autorisations de programme augmentent de 343.302.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 11,49 % en valeur relative.
- Les crédits de paiement augmentent de 1.750.000.000 de francs CFA en valeur absolue et 0,40 % en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget d'Investissement augmentent de 10,07% en valeur relative.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

« I Pour la loi de finances de l'année 2010, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 273.300.000.000 de francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt	156 331 000 000 francs CFA
- Subvention	116 969 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2.514.157.000.000 de francs CFA. ainsi répartis :

- Emprunt	1 525 121 000 000 francs CFA
- Subvention	989 036 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »

Exposé des motifs

L'exécution de ces opérations se fera conformément aux différents accords conclus avec les bailleurs de fonds.

Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe V consacrée au budget d'investissement.

Par rapport à la loi de finances rectificative 2009 :

- Les financements acquis sur emprunts et subventions augmentent globalement de 550.061.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 28,01% en valeur relative ;
- Les Prévisions de Tirage augmentent globalement de 13.300.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 5,12 % en valeur relative.

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

I – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 : Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2010 sont évaluées à 53.410.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2010, s'élèvent à 53.410.000.000 francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»*

Exposé des motifs

I- L'article 41 alinéa 1^{er} de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau V fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2010 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2009.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances de l'année 2010 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2010.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale ci après:

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

ARTICLE 9 : Autorisation de report

Texte de l'article :

« les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2010, ne sont pas reportés à l'exception du solde du compte « Fonds national de Retraite. »

Exposé des motifs

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2010, seul le solde du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes spéciaux du Trésor.

II – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

Texte de l'article :

«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2010 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2010, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.»

Exposé des motifs

L'article 27 alinéa 1^{er} de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2010, il n'est pas accordé de découvert pour les comptes de commerce.

III – COMPTES DE PRETS.

ARTICLE 11:

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2010, sont évaluées à 11.300.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2010, s’élèvent à 11.300.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

Les plafonds sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités locales 800.000.000 francs CFA ;
- Prêts à divers particuliers 10.500.000.000 francs CFA ;

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, ce dernier compte est subventionné à hauteur de 6 milliards de F CFA par le budget général en sus de ses ressources ordinaires.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2010 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2009.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 12:

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2010, s’élèvent à 800.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

Ce plafond concerne les avances consenties aux Collectivités locales.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2010 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2009.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

ARTICLE 13: Affectations comptables

Texte de l'article :

«Compte tenu des dispositions des articles 8 à 14, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 65.660.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2010 sont évaluées à la somme de 65.660.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 19 alinéa 2 et suivants de la loi organique relative aux lois de finances stipule toutefois que, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances de l'année 2010, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances 2009, les affectations augmentent en valeur absolue de 7,5 milliards de Francs CFA et de 12,90 % en valeur relative.

C- : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Taxes parafiscales

Texte de l'article :

« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2010. »

Exposé des motifs

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Texte de l'article :

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII. »

Exposé des motifs

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Texte de l'article :

« Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.

De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances.»

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques et de préciser les conditions d'application des dispositions pertinentes du Code des Obligations de l'Administration.

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Texte de l'article :

« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital»

Exposé des motifs

Cet article a pour objet d'habiliter le gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la



situation financière de l'Etat. En d'autres termes il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.



C - TABLEAUX RECAPITULATIFS



- BUDGET GENERAL



- RECETTES

I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2010.



TABLEAU 1 : Prévisions des recettes par article et par paragraphe

Article	Paragraphe	NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFR2009	Réalisations au 30/08/2009	TAUX réalisat.	PREVISIONS LF2010	ECARTS LF 2010/LFR 2009	TAUX PROG.
		RECETTES INTERNES						
		RECETTES FISCALES						
		IMPOTS DIRECTS						
71		Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	120 200 000 000	92 400 000 000	76,87%	147 300 000 000	27 100 000 000	22,55%
71	1	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	171 100 000 000	125 800 000 000	73,52%	189 300 000 000	18 200 000 000	10,64%
71	2	Impôts sur le patrimoine	18 700 000 000	16 769 486 000	89,68%	15 000 000 000	-3 700 000 000	-19,79%
71	3	autres impôts directs CGU	2 700 000 000	198 324 000	7,35%	1 200 000 000	-1 500 000 000	-55,56%
71	4	total impôts directs.....	312 700 000 000	235 167 810 000	75,21%	352 800 000 000	40 100 000 000	12,82%
							0	
		IMPOTS INDIRECTS					0	
71		Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	594 800 000 000	369 386 842 000	62,10%	632 200 000 000	37 400 000 000	6,29%
71	5	Droits de timbre et d'enregistrement	41 700 000 000	29 400 000 000	70,50%	35 200 000 000	-6 500 000 000	-15,59%
71	6	Droits et taxes à l'importation	170 600 000 000	102 951 853 000	60,35%	171 100 000 000	500 000 000	0,29%
71	7	Autres recettes fiscales	52 200 000 000	17 600 000 000	33,72%	35 000 000 000	-17 200 000 000	-32,95%
71	9	total impôts indirects.....	859 300 000 000	519 338 695 000	60,44%	873 500 000 000	14 200 000 000	1,65%
							0	
71		TOTAL RECETTES FISCALES	1 172 000 000 000	754 506 505 000	64,38%	1 226 300 000 000	54 300 000 000	4,63%
		RECETTES NON FISCALES						
72		Revenu de l'entreprise et du domaine	5 700 000 000	3 950 674 000	69,31%	5 400 000 000	-300 000 000	-5,26%
72	1	Droits et frais administratifs	100 000 000	5 400 000	5,40%	100 000 000	0	0,00%
72	2	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	82 708 000	82,71%	100 000 000	0	0,00%
72	3	produits financiers	22 000 000 000	8 780 219 000	39,91%	35 000 000 000	13 000 000 000	59,09%
72	4	Autres recettes non fiscales	2 100 000 000	871 234 000	41,49%	2 100 000 000	0	0,00%
72	5							
72		TOTAL RECETTES NON FISCALES	30 000 000 000	13 690 235 000	45,63%	42 700 000 000	12 700 000 000	42,33%
		TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72	1 202 000 000 000	768 196 740 000	63,91%	1 269 000 000 000	67 000 000 000	5,57%
74		Dons budgétaires	51 200 000 000	26 238 280 000	51,25%	42 800 000 000	-8 400 000 000	-16,41%
76		Recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM)	70 080 000 000	183 875 000	0,26%	61 900 000 000	-8 180 000 000	-11,67%
17		Autres emprunts				87 800 000 000	87 800 000 000	
29		Remboursement Prêts rétrocédés	8 000 000 000	2 223 380 000	27,79%	8 000 000 000	0	0,00%
16		Emprunts Programme	111 900 000 000		0,00%	80 000 000 000	-31 900 000 000	-28,51%
		TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29	241 180 000 000	28 645 535 000	11,88%	280 500 000 000	39 320 000 000	16,30%
		TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29	1 443 180 000 000	796 842 275 000	55,21%	1 549 500 000 000	106 320 000 000	7,37%
		RECETTES EXTERNES						
12		Dons Projet et leg	130 844 000 000	23 765 240 000	18,16%	116 969 000 000	-13 875 000 000	-10,60%
15		Tirage sur Dons et emprunt projets	116 156 000 000	60 259 781 000	51,88%	156 331 000 000	40 175 000 000	34,59%
		TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 74	247 000 000 000	84 025 021 000	34,02%	273 300 000 000	26 300 000 000	10,65%
		TOTAL GENERAL DES RECETTES	1 690 180 000 000	880 867 296 000	52,12%	1 822 800 000 000	132 620 000 000	7,85%



TABLEAU 1 bis : Exécution recettes 2008

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFR 2008	REALISATIONS AU 31 /12 /2008	TAUX REALISA
RECETTES INTERNES			
RECETTES FISCALES			
IMPOTS DIRECTS			
Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	120 500 000 000	127 572 184 460	105,87%
Impôts sur les salaires et autres rémunérations	143 500 000 000	140 187 066 127	97,69%
Impôts sur le patrimoine	19 000 000 000	19 470 896 978	102,48%
autres impôts directs CGI	4 500 000 000	587 491 668	13,06%
total impôts directs.....	287 500 000 000	287 817 639 233	100,11%
IMPOTS INDIRECTS			
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	667 100 000 000	536 554 575 369	80,43%
Droits de timbre et d'enregistrement	30 000 000 000	26 384 501 023	87,95%
Droits et taxes à l'importation	176 400 000 000	188 900 784 077	107,09%
Autres recettes fiscales		8 719 930 165	
total impôts indirects.....	873 500 000 000	760 559 790 634	87,07%
TOTAL RECETTES FISCALES	1 161 000 000 000	1 048 377 429 867	90,30%
RECETTES NON FISCALES			
Revenu de l'entreprise et du domaine	3 900 000 000	4 836 413 723	124,01%
Droits et frais administratifs	700 000 000	1 113 154 694	159,02%
Amendes et condamnations pécuniaires	3 100 000 000	202 797 844	6,54%
produits financiers	36 700 000 000	23 783 023 936	64,80%
Autres recettes non fiscales	3 600 000 000	8 604 715 740	239,02%
TOTAL RECETTES NON FISCALES	48 000 000 000	38 540 105 937	80,29%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72	1 209 000 000 000	1 086 917 535 804	89,90%
Dons Programmes	43 800 000 000	20 700 363 028	47,26%
Recettes exceptionnelles	113 307 000 000	208 105 286 116	183,66%
Remboursement Prêts rétrocédés	8 000 000 000	7 284 966 889	91,06%
Autres Emprunts Intérieurs	36 389 000 000	25 000 000 000	68,70%
TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29	201 496 000 000	261 090 616 033	129,58%
TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29	1 410 496 000 000	1 348 008 151 837	95,57%
RECETTES EXTERNES			
Dons Projet et leg	109 060 000 000	96 936 874 595	88,88%
Tirage sur Dons et emprunt projets	116 940 000 000	127 222 880 203	108,79%
Emprunt programme	0		
TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 74	226 000 000 000	224 159 754 798	99,19%
TOTAL GENERAL DES RECETTES	1 636 496 000 000	1 572 167 906 635	96,07%



**II . COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE
DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES 2010 ET CEUX
PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES RECTIFCATIVE 2009.**

**RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE**

	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
BUDGET GENERAL						
Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	150.000.000.000	174.100.000.000	0	174.100.000.000	24.100.000.000	16,07%
Titre 2 - Dépenses de personnel	389.000.000.000	391.358.908.000	5.441.092.000	396.800.000.000	7.800.000.000	2,01%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	269.140.000.000	252.960.120.000	36.239.880.000	289.200.000.000	20.060.000.000	7,45%
Titre 4 - Dépenses de transfert	270.860.000.000	228.302.830.000	21.597.170.000	249.900.000.000	-20.960.000.000	-7,74%
TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES	1.079.000.000.000	1.046.721.858.000	63.278.142.000	1.110.000.000.000	31.000.000.000	2,87%
Dépenses d'investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	429.356.100.000	402.746.900.000	0	402.746.900.000	-26.609.200.000	-6,20%
Titre 6 - Transfert en capital	268.393.900.000	310.053.100.000	0	310.053.100.000	41.659.200.000	15,52%
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	697.750.000.000	712.800.000.000	0	712.800.000.000	15.050.000.000	2,16%
TOTAL BUDGET GENERAL	1.776.750.000.000	1.759.521.858.000	63.278.142.000	1.822.800.000.000	46.050.000.000	2,59%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	58.160.000.000	65.660.000.000	0	65.660.000.000	7.500.000.000	12,90%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	58.160.000.000	65.660.000.000	0	65.660.000.000	7.500.000.000	12,90%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	1.834.910.000.000	1.825.181.858.000	63.278.142.000	1.888.460.000.000	53.550.000.000	2,92%
dont total hors dépenses de personnel et dette	540.000.000.000	481.262.950.000	57.837.050.000	539.100.000.000	-900.000.000	-0,17%
Dotation internes(transferts courants) (1)						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	6.000.000.000	6.000.000.000	0	6.000.000.000	0	0,0%
Total dotations internes(Transferts courants)	6.000.000.000	6.000.000.000	0	6.000.000.000	0	0,0%
Dont Budget Gén à CST						
Total Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	150.000.000.000	174.100.000.000	0	174.100.000.000	24.100.000.000	16,07%
Titre 2 - Dépenses de personnel	389.000.000.000	391.358.908.000	5.441.092.000	396.800.000.000	7.800.000.000	2,01%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	269.140.000.000	252.960.120.000	36.239.880.000	289.200.000.000	20.060.000.000	7,45%
Titre 4 - Transferts courant	264.860.000.000	222.302.830.000	21.597.170.000	243.900.000.000	-20.960.000.000	-7,91%
TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE	1.073.000.000.000	1.040.721.858.000	63.278.142.000	1.104.000.000.000	31.000.000.000	2,89%
Dépenses d'investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	429.356.100.000	402.746.900.000	0	402.746.900.000	-26.609.200.000	-6,20%
Titre 6 - Transfert en capital	268.393.900.000	310.053.100.000	0	310.053.100.000	41.659.200.000	15,52%
Total Dépenses d'Investissement	697.750.000.000	712.800.000.000	0	712.800.000.000	15.050.000.000	2,16%
Total Budget Général	1.770.750.000.000	1.753.521.858.000	63.278.142.000	1.816.800.000.000	46.050.000.000	2,60%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	58.160.000.000	65.660.000.000	0	65.660.000.000	7.500.000.000	12,90%
Total Comptes Spéciaux du Trésor	58.160.000.000	65.660.000.000	0	65.660.000.000	7.500.000.000	12,90%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	1.828.910.000.000	1.819.181.858.000	63.278.142.000	1.882.460.000.000	53.550.000.000	2,93%

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
10 Dette Publique						
DETTE PUBLIQUE						
Dette Publique						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	150.000.000.000	174.100.000.000	0	174.100.000.000	24.100.000.000	16,07
Total Dette Publique	150.000.000.000	174.100.000.000	0	174.100.000.000	24.100.000.000	16,07
TOTAL DETTE PUBLIQUE	150.000.000.000	174.100.000.000	0	174.100.000.000	24.100.000.000	16,07
Total Général Section 10	150.000.000.000	174.100.000.000	0	174.100.000.000	24.100.000.000	16,07
21 Présidence de la République						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	3.984.032.540	3.708.417.320	0	3.708.417.320	-275.615.220	-6,92
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9.235.171.000	12.406.086.000	0	12.406.086.000	3.170.915.000	34,34
Titre 4 - 21 Transferts courants	13.058.474.000	16.075.958.000	2.319.912.000	18.395.870.000	5.337.396.000	40,87
Total Budget de Fonctionnement	26.277.677.540	32.190.461.320	2.319.912.000	34.510.373.320	8.232.695.780	31,33
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 21 Investissements executés par l'état	10.959.000.000	10.092.000.000	0	10.092.000.000	-867.000.000	-7,91
Titre 6 - 21 Transfert en capital	27.305.000.000	29.371.000.000	0	29.371.000.000	2.066.000.000	7,57
Total Budget d'Investissement	38.264.000.000	39.463.000.000	0	39.463.000.000	1.199.000.000	3,13
TOTAL BUDGET GENERAL	64.541.677.540	71.653.461.320	2.319.912.000	73.973.373.320	9.431.695.780	14,61
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210.000.000	210.000.000	0	210.000.000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	210.000.000	210.000.000	0	210.000.000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	210.000.000	210.000.000	0	210.000.000	0	0,0
Total Général Section 21	64.751.677.540	71.863.461.320	2.319.912.000	74.183.373.320	9.431.695.780	14,57
22 Assemblée Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	6.294.381.860	6.294.320.660	0	6.294.320.660	-61.200	0,0
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7.528.750.000	5.930.168.000	350.000.000	6.280.168.000	-1.248.582.000	-16,58
Titre 4 - 22 Transferts courants	96.800.000	96.800.000	0	96.800.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	13.919.931.860	12.321.288.660	350.000.000	12.671.288.660	-1.248.643.200	-8,97
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 22 Transfert en capital	500.000.000	500.000.000	0	500.000.000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	500.000.000	500.000.000	0	500.000.000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	14.419.931.860	12.821.288.660	350.000.000	13.171.288.660	-1.248.643.200	-8,66
Total Général Section 22	14.419.931.860	12.821.288.660	350.000.000	13.171.288.660	-1.248.643.200	-8,66



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
23 Commission Electorale Nationale Autonome						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 4 - 23 Transferts courants	1.400.000.000	1.400.000.000	300.000.000	1.700.000.000	300.000.000	21,43
Total Budget de Fonctionnement	1.400.000.000	1.400.000.000	300.000.000	1.700.000.000	300.000.000	21,43
TOTAL BUDGET GENERAL	1.400.000.000	1.400.000.000	300.000.000	1.700.000.000	300.000.000	21,43
Total Général Section 23	1.400.000.000	1.400.000.000	300.000.000	1.700.000.000	300.000.000	21,43
24 Conseil Economique et Social						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	0	1.782.000.000	0	1.782.000.000	1.782.000.000	
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	0	837.263.000	554.737.000	1.392.000.000	1.392.000.000	
Titre 4 - 24 Transferts courants	0	0	50.000.000	50.000.000	50.000.000	
Total Budget de Fonctionnement	0	2.619.263.000	604.737.000	3.224.000.000	3.224.000.000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	2.619.263.000	604.737.000	3.224.000.000	3.224.000.000	
Total Général Section 24	0	2.619.263.000	604.737.000	3.224.000.000	3.224.000.000	
25 Conseil Constitutionnel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	127.704.800	145.858.980	0	145.858.980	18.154.180	14,22
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	73.761.000	72.016.000	0	72.016.000	-1.745.000	-2,37
Total Budget de Fonctionnement	201.465.800	217.874.980	0	217.874.980	16.409.180	8,14
TOTAL BUDGET GENERAL	201.465.800	217.874.980	0	217.874.980	16.409.180	8,14
Total Général Section 25	201.465.800	217.874.980	0	217.874.980	16.409.180	8,14
27 Cour Suprême						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	918.030.400	763.414.140	0	763.414.140	-154.616.260	-16,84
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	224.148.000	218.843.000	500.000.000	718.843.000	494.695.000	220,70
Titre 4 - 27 Transferts courants	2.100.000	2.100.000	0	2.100.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1.144.278.400	984.357.140	500.000.000	1.484.357.140	340.078.740	29,72
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état	0	844.000.000	0	844.000.000	844.000.000	
Total Budget d'Investissement	0	844.000.000	0	844.000.000	844.000.000	
TOTAL BUDGET GENERAL	1.144.278.400	1.828.357.140	500.000.000	2.328.357.140	1.184.078.740	103,48
Total Général Section 27	1.144.278.400	1.828.357.140	500.000.000	2.328.357.140	1.184.078.740	103,48



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
28 Cour des Comptes							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	702.340.520	697.501.560	0	697.501.560	-4.838.960	-0,69	
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	314.250.000	306.815.000	0	306.815.000	-7.435.000	-2,37	
Total Budget de Fonctionnement	1.016.590.520	1.004.316.560	0	1.004.316.560	-12.273.960	-1,21	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	2.125.000.000	1.125.000.000	0	1.125.000.000	-1.000.000.000	-47,06	
Total Budget d'Investissement	2.125.000.000	1.125.000.000	0	1.125.000.000	-1.000.000.000	-47,06	
TOTAL BUDGET GENERAL	3.141.590.520	2.129.316.560	0	2.129.316.560	-1.012.273.960	-32,22	
Total Général Section 28	3.141.590.520	2.129.316.560	0	2.129.316.560	-1.012.273.960	-32,22	
29 SENAT							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3.062.777.000	3.062.777.000	0	3.062.777.000	0	0,0	
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	2.445.805.000	1.009.101.000	100.000.000	1.109.101.000	-1.336.704.000	-54,65	
Total Budget de Fonctionnement	5.508.582.000	4.071.878.000	100.000.000	4.171.878.000	-1.336.704.000	-24,27	
Budget d'Investissement							
Titre 6 - 29 Transfert en capital	2.300.000.000	2.300.000.000	0	2.300.000.000	0	0,0	
Total Budget d'Investissement	2.300.000.000	2.300.000.000	0	2.300.000.000	0	0,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	7.808.582.000	6.371.878.000	100.000.000	6.471.878.000	-1.336.704.000	-17,12	
Total Général Section 29	7.808.582.000	6.371.878.000	100.000.000	6.471.878.000	-1.336.704.000	-17,12	
30 Primature							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1.453.340.180	1.449.712.340	0	1.449.712.340	-3.627.840	-0,25	
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3.985.359.000	3.973.465.000	80.000.000	4.053.465.000	68.106.000	1,71	
Titre 4 - 30 Transferts courants	4.334.979.000	4.334.979.000	600.000.000	4.934.979.000	600.000.000	13,84	
Total Budget de Fonctionnement	9.773.678.180	9.758.156.340	680.000.000	10.438.156.340	664.478.160	6,80	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	15.864.000.000	8.533.000.000	0	8.533.000.000	-7.331.000.000	-46,21	
Titre 6 - 30 Transfert en capital	5.259.000.000	4.825.000.000	0	4.825.000.000	-434.000.000	-8,25	
Total Budget d'Investissement	21.123.000.000	13.358.000.000	0	13.358.000.000	-7.765.000.000	-36,76	
TOTAL BUDGET GENERAL	30.896.678.180	23.116.156.340	680.000.000	23.796.156.340	-7.100.521.840	-22,98	
Total Général Section 30	30.896.678.180	23.116.156.340	680.000.000	23.796.156.340	-7.100.521.840	-22,98	



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
31 Ministère des Affaires Etrangères						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	16.457.535.680	16.969.480.020	0	16.969.480.020	511.944.340	3,11
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	13.718.313.558	14.021.307.000	300.000.000	14.321.307.000	602.993.442	4,40
Titre 4 - 31 Transferts courants	4.958.636.000	4.958.636.000	0	4.958.636.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	35.134.485.238	35.949.423.020	300.000.000	36.249.423.020	1.114.937.782	3,17
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 31 Investissements executés par l'état	10.231.000.000	5.015.000.000	0	5.015.000.000	-5.216.000.000	-50,98
Titre 6 - 31 Transfert en capital	235.000.000	150.000.000	0	150.000.000	-85.000.000	-36,17
Total Budget d'Investissement	10.466.000.000	5.165.000.000	0	5.165.000.000	-5.301.000.000	-50,65
TOTAL BUDGET GENERAL	45.600.485.238	41.114.423.020	300.000.000	41.414.423.020	-4.186.062.218	-9,18
Total Général Section 31	45.600.485.238	41.114.423.020	300.000.000	41.414.423.020	-4.186.062.218	-9,18
32 Ministère des Forces Armées						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	61.259.778.220	62.315.716.000	0	62.315.716.000	1.055.937.780	1,72
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	20.760.926.000	20.089.042.000	281.800.000	20.370.842.000	-390.084.000	-1,88
Titre 4 - 32 Transferts courants	2.307.279.000	2.307.279.000	55.000.000	2.362.279.000	55.000.000	2,38
Total Budget de Fonctionnement	84.327.983.220	84.712.037.000	336.800.000	85.048.837.000	720.853.780	0,85
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 32 Investissements executés par l'état	16.202.000.000	11.419.000.000	0	11.419.000.000	-4.783.000.000	-29,52
Titre 6 - 32 Transfert en capital	907.000.000	474.000.000	0	474.000.000	-433.000.000	-47,74
Total Budget d'Investissement	17.109.000.000	11.893.000.000	0	11.893.000.000	-5.216.000.000	-30,49
TOTAL BUDGET GENERAL	101.436.983.220	96.605.037.000	336.800.000	96.941.837.000	-4.495.146.220	-4,43
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150.000.000	150.000.000	0	150.000.000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	150.000.000	150.000.000	0	150.000.000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	150.000.000	150.000.000	0	150.000.000	0	0,0
Total Général Section 32	101.586.983.220	96.755.037.000	336.800.000	97.091.837.000	-4.495.146.220	-4,42



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
33 Ministère de l'Intérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	22.909.667.320	23.173.660.280	0	23.173.660.280	263.992.960	1,15
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	11.540.098.800	6.738.023.000	180.564.000	6.918.587.000	-4.621.511.800	-40,05
Total Budget de Fonctionnement	34.449.766.120	29.911.683.280	180.564.000	30.092.247.280	-4.357.518.840	-12,65
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 33 Investissements executés par l'état	6.601.630.000	7.800.000.000	0	7.800.000.000	1.198.370.000	18,15
Titre 6 - 33 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
Total Budget d'Investissement	6.601.630.000	7.800.000.000	0	7.800.000.000	1.198.370.000	18,15
TOTAL BUDGET GENERAL	41.051.396.120	37.711.683.280	180.564.000	37.892.247.280	-3.159.148.840	-7,70
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	300.000.000	300.000.000	0	300.000.000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	300.000.000	300.000.000	0	300.000.000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	300.000.000	300.000.000	0	300.000.000	0	0,0
Total Général Section 33	41.351.396.120	38.011.683.280	180.564.000	38.192.247.280	-3.159.148.840	-7,64
34 Ministère de la Justice et Garde des Sceaux						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	15.036.426.680	16.035.573.660	0	16.035.573.660	999.146.980	6,64
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	6.372.809.000	6.352.154.000	60.000.000	6.412.154.000	39.345.000	0,62
Titre 4 - 34 Transferts courants	885.700.000	885.700.000	0	885.700.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	22.294.935.680	23.273.427.660	60.000.000	23.333.427.660	1.038.491.980	4,66
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état	4.411.000.000	2.150.000.000	0	2.150.000.000	-2.261.000.000	-51,26
Titre 6 - 34 Transfert en capital	0	400.000.000	0	400.000.000	400.000.000	
Total Budget d'Investissement	4.411.000.000	2.550.000.000	0	2.550.000.000	-1.861.000.000	-42,19
TOTAL BUDGET GENERAL	26.705.935.680	25.823.427.660	60.000.000	25.883.427.660	-822.508.020	-3,08
Total Général Section 34	26.705.935.680	25.823.427.660	60.000.000	25.883.427.660	-822.508.020	-3,08
35 Ministère de la Fonction Publique de l'Emploi et des Organisations Professionnelles						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1.414.565.020	1.403.597.320	0	1.403.597.320	-10.967.700	-0,78
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	424.230.000	402.373.000	144.959.000	547.332.000	123.102.000	29,02
Titre 4 - 35 Transferts courants	1.218.629.000	1.218.629.000	0	1.218.629.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	3.057.424.020	3.024.599.320	144.959.000	3.169.558.320	112.134.300	3,67
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	809.000.000	827.000.000	0	827.000.000	18.000.000	2,22
Titre 6 - 35 Transfert en capital	235.000.000	0	0	0	-235.000.000	-100,0
Total Budget d'Investissement	1.044.000.000	827.000.000	0	827.000.000	-217.000.000	-20,79
TOTAL BUDGET GENERAL	4.101.424.020	3.851.599.320	144.959.000	3.996.558.320	-104.865.700	-2,56
Total Général Section 35	4.101.424.020	3.851.599.320	144.959.000	3.996.558.320	-104.865.700	-2,56



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
36 Ministère des affaires sociales et des relations avec les institutions						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	0	573.480.520	0	573.480.520	573.480.520	
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	0	293.072.000	49.831.000	342.903.000	342.903.000	
Titre 4 - 36 Transferts courants	0	255.000.000	0	255.000.000	255.000.000	
Total Budget de Fonctionnement	0	1.121.552.520	49.831.000	1.171.383.520	1.171.383.520	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 36 Investissements executés par l'état	0	247.000.000	0	247.000.000	247.000.000	
Titre 6 - 36 Transfert en capital	0	328.000.000	0	328.000.000	328.000.000	
Total Budget d'Investissement	0	575.000.000	0	575.000.000	575.000.000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1.696.552.520	49.831.000	1.746.383.520	1.746.383.520	
Total Général Section 36	0	1.696.552.520	49.831.000	1.746.383.520	1.746.383.520	
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	785.851.000	246.366.980	0	246.366.980	-539.484.020	-68,65
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	380.254.760	199.925.000	186.303.000	386.228.000	5.973.240	1,57
Titre 4 - 39 Transferts courants	609.250.000	61.474.000	0	61.474.000	-547.776.000	-89,91
Total Budget de Fonctionnement	1.775.355.760	507.765.980	186.303.000	694.068.980	-1.081.286.780	-60,91
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 39 Investissements executés par l'état	728.000.000	95.000.000	0	95.000.000	-633.000.000	-86,95
Titre 6 - 39 Transfert en capital	650.000.000	250.000.000	0	250.000.000	-400.000.000	-61,54
Total Budget d'Investissement	1.378.000.000	345.000.000	0	345.000.000	-1.033.000.000	-74,96
TOTAL BUDGET GENERAL	3.153.355.760	852.765.980	186.303.000	1.039.068.980	-2.114.286.780	-67,05
Total Général Section 39	3.153.355.760	852.765.980	186.303.000	1.039.068.980	-2.114.286.780	-67,05
40 Ministère de l'Economie Maritime de la Pêche et des Transports Maritimes						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1.481.152.720	1.294.788.140	0	1.294.788.140	-186.364.580	-12,58
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	750.424.000	741.345.000	18.000.000	759.345.000	8.921.000	1,19
Titre 4 - 40 Transferts courants	71.600.000	171.600.000	0	171.600.000	100.000.000	139,66
Total Budget de Fonctionnement	2.303.176.720	2.207.733.140	18.000.000	2.225.733.140	-77.443.580	-3,36
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état	11.552.000.000	9.551.000.000	0	9.551.000.000	-2.001.000.000	-17,32
Titre 6 - 40 Transfert en capital	3.722.000.000	240.000.000	0	240.000.000	-3.482.000.000	-93,55
Total Budget d'Investissement	15.274.000.000	9.791.000.000	0	9.791.000.000	-5.483.000.000	-35,90
TOTAL BUDGET GENERAL	17.577.176.720	11.998.733.140	18.000.000	12.016.733.140	-5.560.443.580	-31,63
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	900.000.000	900.000.000	0	900.000.000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	900.000.000	900.000.000	0	900.000.000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	900.000.000	900.000.000	0	900.000.000	0	0,0
Total Général Section 40	18.477.176.720	12.898.733.140	18.000.000	12.916.733.140	-5.560.443.580	-30,09



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
41 Ministère de la Coopération Internationale de l'Aménagement du Territoire des Transports Aériens et des Infrastructures						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	1.091.774.560	982.634.380	574.584.000	1.557.218.380	465.443.820	42,63
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	602.232.000	721.250.000	41.600.000	762.850.000	160.618.000	26,67
Titre 4 - 41 Transferts courants	200.000.000	200.000.000	0	200.000.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1.894.006.560	1.903.884.380	616.184.000	2.520.068.380	626.061.820	33,05
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 41 Investissements exécutés par l'état	63.448.000.000	49.020.000.000	0	49.020.000.000	-14.428.000.000	-22,74
Titre 6 - 41 Transfert en capital	74.787.000.000	90.774.000.000	0	90.774.000.000	15.987.000.000	21,38
Total Budget d'Investissement	138.235.000.000	139.794.000.000	0	139.794.000.000	1.559.000.000	1,13
TOTAL BUDGET GENERAL	140.129.006.560	141.697.884.380	616.184.000	142.314.068.380	2.185.061.820	1,56
Total Général Section 41	140.129.006.560	141.697.884.380	616.184.000	142.314.068.380	2.185.061.820	1,56
42 Ministère de l'Agriculture et de la pisciculture et des Biocarburants						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	3.053.332.760	2.920.488.360	0	2.920.488.360	-132.844.400	-4,35
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1.471.839.000	1.468.964.000	34.250.000	1.503.214.000	31.375.000	2,13
Titre 4 - 42 Transferts courants	5.121.317.000	5.121.317.000	0	5.121.317.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	9.646.488.760	9.510.769.360	34.250.000	9.545.019.360	-101.469.400	-1,05
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 42 Investissements exécutés par l'état	37.385.000.000	41.432.100.000	0	41.432.100.000	4.047.100.000	10,83
Titre 6 - 42 Transfert en capital	35.865.000.000	38.132.200.000	0	38.132.200.000	2.267.200.000	6,32
Total Budget d'Investissement	73.250.000.000	79.564.300.000	0	79.564.300.000	6.314.300.000	8,62
TOTAL BUDGET GENERAL	82.896.488.760	89.075.069.360	34.250.000	89.109.319.360	6.212.830.600	7,49
Total Général Section 42	82.896.488.760	89.075.069.360	34.250.000	89.109.319.360	6.212.830.600	7,49
43 Ministère de l'Economie et des Finances						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	16.972.776.860	17.521.243.420	0	17.521.243.420	548.466.560	3,23
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7.062.969.280	7.566.078.000	559.350.000	8.125.428.000	1.062.458.720	15,04
Titre 4 - 43 Transferts courants	3.240.480.000	3.690.480.000	147.949.000	3.838.429.000	597.949.000	18,45
Total Budget de Fonctionnement	27.276.226.140	28.777.801.420	707.299.000	29.485.100.420	2.208.874.280	8,10
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 43 Investissements exécutés par l'état	31.486.970.000	26.486.300.000	0	26.486.300.000	-5.000.670.000	-15,88
Titre 6 - 43 Transfert en capital	24.765.900.000	19.780.700.000	0	19.780.700.000	-4.985.200.000	-20,13
Total Budget d'Investissement	56.252.870.000	46.267.000.000	0	46.267.000.000	-9.985.870.000	-17,75
TOTAL BUDGET GENERAL	83.529.096.140	75.044.801.420	707.299.000	75.752.100.420	-7.776.995.720	-9,31
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	56.600.000.000	64.100.000.000	0	64.100.000.000	7.500.000.000	13,25
Total Comptes Spéciaux du Trésor	56.600.000.000	64.100.000.000	0	64.100.000.000	7.500.000.000	13,25
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	56.600.000.000	64.100.000.000	0	64.100.000.000	7.500.000.000	13,25
Total Général Section 43	140.129.096.140	139.144.801.420	707.299.000	139.852.100.420	-276.995.720	-0,20



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
44 Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation Alimentaire des Produits agricoles et des PME						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	491.331.880	519.951.000	0	519.951.000	28.619.120	5,82
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	307.312.000	278.152.000	34.700.000	312.852.000	5.540.000	1,80
Titre 4 - 44 Transferts courants	1.532.137.000	1.652.537.000	100.400.000	1.752.937.000	220.800.000	14,41
Total Budget de Fonctionnement	2.330.780.880	2.450.640.000	135.100.000	2.585.740.000	254.959.120	10,94
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 44 Investissements executés par l'état	7.948.000.000	10.636.000.000	0	10.636.000.000	2.688.000.000	33,82
Titre 6 - 44 Transfert en capital	3.567.000.000	1.007.000.000	0	1.007.000.000	-2.560.000.000	-71,77
Total Budget d'Investissement	11.515.000.000	11.643.000.000	0	11.643.000.000	128.000.000	1,11
TOTAL BUDGET GENERAL	13.845.780.880	14.093.640.000	135.100.000	14.228.740.000	382.959.120	2,77
Total Général Section 44	13.845.780.880	14.093.640.000	135.100.000	14.228.740.000	382.959.120	2,77
45 Ministère du Commerce						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1.280.613.780	1.327.538.220	0	1.327.538.220	46.924.440	3,66
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	424.810.000	413.191.000	27.500.000	440.691.000	15.881.000	3,74
Titre 4 - 45 Transferts courants	814.620.000	814.620.000	260.000.000	1.074.620.000	260.000.000	31,92
Total Budget de Fonctionnement	2.520.043.780	2.555.349.220	287.500.000	2.842.849.220	322.805.440	12,81
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 45 Investissements executés par l'état	200.000.000	1.005.000.000	0	1.005.000.000	805.000.000	402,50
Titre 6 - 45 Transfert en capital	2.340.000.000	850.000.000	0	850.000.000	-1.490.000.000	-63,68
Total Budget d'Investissement	2.540.000.000	1.855.000.000	0	1.855.000.000	-685.000.000	-26,97
TOTAL BUDGET GENERAL	5.060.043.780	4.410.349.220	287.500.000	4.697.849.220	-362.194.560	-7,16
Total Général Section 45	5.060.043.780	4.410.349.220	287.500.000	4.697.849.220	-362.194.560	-7,16
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1.770.074.640	1.908.764.220	0	1.908.764.220	138.689.580	7,84
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	1.384.876.000	1.356.603.000	54.864.000	1.411.467.000	26.591.000	1,92
Titre 4 - 46 Transferts courants	300.000.000	355.000.000	0	355.000.000	55.000.000	18,33
Total Budget de Fonctionnement	3.454.950.640	3.620.367.220	54.864.000	3.675.231.220	220.280.580	6,38
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 46 Investissements executés par l'état	9.447.000.000	24.613.000.000	0	24.613.000.000	15.166.000.000	160,54
Titre 6 - 46 Transfert en capital	34.027.000.000	45.810.000.000	0	45.810.000.000	11.783.000.000	34,63
Total Budget d'Investissement	43.474.000.000	70.423.000.000	0	70.423.000.000	26.949.000.000	61,99
TOTAL BUDGET GENERAL	46.928.950.640	74.043.367.220	54.864.000	74.098.231.220	27.169.280.580	57,89
Total Général Section 46	46.928.950.640	74.043.367.220	54.864.000	74.098.231.220	27.169.280.580	57,89



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
47 Ministère de l'Energie						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	192.403.040	174.544.000	0	174.544.000	-17.859.040	-9,28
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	151.841.000	193.473.000	28.226.000	221.699.000	69.858.000	46,01
Titre 4 - 47 Transferts courants	20.000.000	20.000.000	30.000.000	50.000.000	30.000.000	150,0
Total Budget de Fonctionnement	364.244.040	388.017.000	58.226.000	446.243.000	81.998.960	22,51
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 47 Investissements executés par l'état	18.912.000.000	36.471.000.000	0	36.471.000.000	17.559.000.000	92,85
Titre 6 - 47 Transfert en capital	7.518.000.000	7.020.000.000	0	7.020.000.000	-498.000.000	-6,62
Total Budget d'Investissement	26.430.000.000	43.491.000.000	0	43.491.000.000	17.061.000.000	64,55
TOTAL BUDGET GENERAL	26.794.244.040	43.879.017.000	58.226.000	43.937.243.000	17.142.998.960	63,98
Total Général Section 47	26.794.244.040	43.879.017.000	58.226.000	43.937.243.000	17.142.998.960	63,98
48						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 48 Dépenses de personnel	405.075.120	0	0	0	-405.075.120	-100,0
Titre 3 - 48 Dépenses de fonctionnement	239.036.000	0	0	0	-239.036.000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	644.111.120	0	0	0	-644.111.120	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 48 Investissements executés par l'état	110.000.000	0	0	0	-110.000.000	-100,0
Total Budget d'Investissement	110.000.000	0	0	0	-110.000.000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	754.111.120	0	0	0	-754.111.120	-100,0
Total Général Section 48	754.111.120	0	0	0	-754.111.120	-100,0
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	0	607.583.100	30.476.000	638.059.100	638.059.100	
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	0	335.069.000	20.000.000	355.069.000	355.069.000	
Titre 4 - 49 Transferts courants	0	547.776.000	0	547.776.000	547.776.000	
Total Budget de Fonctionnement	0	1.490.428.100	50.476.000	1.540.904.100	1.540.904.100	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 49 Investissements executés par l'état	0	650.000.000	0	650.000.000	650.000.000	
Titre 6 - 49 Transfert en capital	0	300.000.000	0	300.000.000	300.000.000	
Total Budget d'Investissement	0	950.000.000	0	950.000.000	950.000.000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	2.440.428.100	50.476.000	2.490.904.100	2.490.904.100	
Total Général Section 49	0	2.440.428.100	50.476.000	2.490.904.100	2.490.904.100	



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
50 Ministère de l'Enseignement Précolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	97.399.999.280	132.842.301.640	0	132.842.301.640	35.442.302.360	36,39
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	58.654.846.712	72.752.881.000	15.115.642.000	87.868.523.000	29.213.676.288	49,81
Titre 4 - 50 Transferts courants	2.016.035.000	1.686.910.000	0	1.686.910.000	-329.125.000	-16,33
Total Budget de Fonctionnement	158.070.880.992	207.282.092.640	15.115.642.000	222.397.734.640	64.326.853.648	40,69
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 50 Investissements executés par l'état	50.479.000.000	41.341.000.000	0	41.341.000.000	-9.138.000.000	-18,10
Titre 6 - 50 Transfert en capital	4.050.000.000	4.229.700.000	0	4.229.700.000	179.700.000	4,44
Total Budget d'Investissement	54.529.000.000	45.570.700.000	0	45.570.700.000	-8.958.300.000	-16,43
TOTAL BUDGET GENERAL	212.599.880.992	252.852.792.640	15.115.642.000	267.968.434.640	55.368.553.648	26,04
Total Général Section 50	212.599.880.992	252.852.792.640	15.115.642.000	267.968.434.640	55.368.553.648	26,04
51 Ministère Recherche Scientifique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 51 Dépenses de personnel	242.607.740	0	0	0	-242.607.740	-100,0
Titre 3 - 51 Dépenses de fonctionnement	240.057.000	0	0	0	-240.057.000	-100,0
Titre 4 - 51 Transferts courants	1.385.055.000	0	0	0	-1.385.055.000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	1.867.719.740	0	0	0	-1.867.719.740	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 51 Investissements executés par l'état	871.000.000	0	0	0	-871.000.000	-100,0
Total Budget d'Investissement	871.000.000	0	0	0	-871.000.000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	2.738.719.740	0	0	0	-2.738.719.740	-100,0
Total Général Section 51	2.738.719.740	0	0	0	-2.738.719.740	-100,0
52						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1.190.258.480	0	0	0	-1.190.258.480	-100,0
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	2.081.691.000	0	0	0	-2.081.691.000	-100,0
Titre 4 - 52 Transferts courants	121.115.000	0	0	0	-121.115.000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	3.393.064.480	0	0	0	-3.393.064.480	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	2.400.000.000	0	0	0	-2.400.000.000	-100,0
Titre 6 - 52 Transfert en capital	300.000.000	0	0	0	-300.000.000	-100,0
Total Budget d'Investissement	2.700.000.000	0	0	0	-2.700.000.000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	6.093.064.480	0	0	0	-6.093.064.480	-100,0
Total Général Section 52	6.093.064.480	0	0	0	-6.093.064.480	-100,0



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
53 Ministère de la Culture, de la Francophonie						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	1.044.240.760	841.258.680	0	841.258.680	-202.982.080	-19,44
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	511.453.000	515.702.000	0	515.702.000	4.249.000	0,83
Titre 4 - 53 Transferts courants	2.912.010.000	2.767.010.000	500.000.000	3.267.010.000	355.000.000	12,19
Total Budget de Fonctionnement	4.467.703.760	4.123.970.680	500.000.000	4.623.970.680	156.266.920	3,50
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	2.632.000.000	1.298.000.000	0	1.298.000.000	-1.334.000.000	-50,68
Titre 6 - 53 Transfert en capital	10.460.000.000	18.300.000.000	0	18.300.000.000	7.840.000.000	74,95
Total Budget d'Investissement	13.092.000.000	19.598.000.000	0	19.598.000.000	6.506.000.000	49,69
TOTAL BUDGET GENERAL	17.559.703.760	23.721.970.680	500.000.000	24.221.970.680	6.662.266.920	37,94
Total Général Section 53	17.559.703.760	23.721.970.680	500.000.000	24.221.970.680	6.662.266.920	37,94
54 Ministère Santé et de la Prévention						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	29.191.061.580	28.948.995.900	2.437.732.000	31.386.727.900	2.195.666.320	7,52
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	13.787.110.000	13.872.902.000	796.000.000	14.668.902.000	881.792.000	6,40
Titre 4 - 54 Transferts courants	25.115.431.000	26.615.431.000	1.835.000.000	28.450.431.000	3.335.000.000	13,28
Total Budget de Fonctionnement	68.093.602.580	69.437.328.900	5.068.732.000	74.506.060.900	6.412.458.320	9,42
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	24.186.500.000	29.106.000.000	0	29.106.000.000	4.919.500.000	20,34
Titre 6 - 54 Transfert en capital	4.742.000.000	2.185.000.000	0	2.185.000.000	-2.557.000.000	-53,92
Total Budget d'Investissement	28.928.500.000	31.291.000.000	0	31.291.000.000	2.362.500.000	8,17
TOTAL BUDGET GENERAL	97.022.102.580	100.728.328.900	5.068.732.000	105.797.060.900	8.774.958.320	9,04
Total Général Section 54	97.022.102.580	100.728.328.900	5.068.732.000	105.797.060.900	8.774.958.320	9,04
55 Ministère de la Jeunesse des sports et des loisirs						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1.138.435.860	2.459.459.480	0	2.459.459.480	1.321.023.620	116,04
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	1.057.717.000	2.707.792.000	57.700.000	2.765.492.000	1.707.775.000	161,46
Titre 4 - 55 Transferts courants	257.000.000	1.447.633.000	0	1.447.633.000	1.190.633.000	463,28
Total Budget de Fonctionnement	2.453.152.860	6.614.884.480	57.700.000	6.672.584.480	4.219.431.620	172,00
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	5.212.000.000	5.482.000.000	0	5.482.000.000	270.000.000	5,18
Titre 6 - 55 Transfert en capital	500.000.000	500.000.000	0	500.000.000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	5.712.000.000	5.982.000.000	0	5.982.000.000	270.000.000	4,73
TOTAL BUDGET GENERAL	8.165.152.860	12.596.884.480	57.700.000	12.654.584.480	4.489.431.620	54,98
Total Général Section 55	8.165.152.860	12.596.884.480	57.700.000	12.654.584.480	4.489.431.620	54,98



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3.998.670.960	3.929.143.300	0	3.929.143.300	-69.527.660	-1,74
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	4.148.168.926	4.138.837.000	80.000.000	4.218.837.000	70.668.074	1,70
Titre 4 - 56 Transferts courants	361.620.000	361.620.000	500.000.000	861.620.000	500.000.000	138,27
Total Budget de Fonctionnement	8.508.459.886	8.429.600.300	580.000.000	9.009.600.300	501.140.414	5,89
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	20.183.000.000	19.777.000.000	0	19.777.000.000	-406.000.000	-2,01
Titre 6 - 56 Transfert en capital	1.855.000.000	2.694.000.000	0	2.694.000.000	839.000.000	45,23
Total Budget d'Investissement	22.038.000.000	22.471.000.000	0	22.471.000.000	433.000.000	1,96
TOTAL BUDGET GENERAL	30.546.459.886	30.900.600.300	580.000.000	31.480.600.300	934.140.414	3,06
Total Général Section 56	30.546.459.886	30.900.600.300	580.000.000	31.480.600.300	934.140.414	3,06
58 Ministère de la Famille, de la solidarité nationale, de l'Entreprenariat Féminin, de la Microfinance et de la petite enfance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	2.127.879.680	1.666.274.120	0	1.666.274.120	-461.605.560	-21,69
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1.510.193.000	1.661.725.000	187.250.000	1.848.975.000	338.782.000	22,43
Titre 4 - 58 Transferts courants	1.009.353.000	1.486.869.000	240.000.000	1.726.869.000	717.516.000	71,09
Total Budget de Fonctionnement	4.647.425.680	4.814.868.120	427.250.000	5.242.118.120	594.692.440	12,80
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	8.716.000.000	6.671.500.000	0	6.671.500.000	-2.044.500.000	-23,46
Titre 6 - 58 Transfert en capital	3.088.000.000	6.844.500.000	0	6.844.500.000	3.756.500.000	121,65
Total Budget d'Investissement	11.804.000.000	13.516.000.000	0	13.516.000.000	1.712.000.000	14,50
TOTAL BUDGET GENERAL	16.451.425.680	18.330.868.120	427.250.000	18.758.118.120	2.306.692.440	14,02
Total Général Section 58	16.451.425.680	18.330.868.120	427.250.000	18.758.118.120	2.306.692.440	14,02
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	10.005.076.600	10.156.997.660	0	10.156.997.660	151.921.060	1,52
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	4.370.819.500	4.370.819.000	1.110.000.000	5.480.819.000	1.109.999.500	25,40
Titre 4 - 59 Transferts courants	885.384.000	880.384.000	0	880.384.000	-5.000.000	-0,56
Total Budget de Fonctionnement	15.261.280.100	15.408.200.660	1.110.000.000	16.518.200.660	1.256.920.560	8,24
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 59 Investissements executés par l'état	10.840.000.000	8.245.000.000	0	8.245.000.000	-2.595.000.000	-23,94
Titre 6 - 59 Transfert en capital	330.000.000	1.477.000.000	0	1.477.000.000	1.147.000.000	347,58
Total Budget d'Investissement	11.170.000.000	9.722.000.000	0	9.722.000.000	-1.448.000.000	-12,96
TOTAL BUDGET GENERAL	26.431.280.100	25.130.200.660	1.110.000.000	26.240.200.660	-191.079.440	-0,72
Total Général Section 59	26.431.280.100	25.130.200.660	1.110.000.000	26.240.200.660	-191.079.440	-0,72



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
60 Charges non Réparties						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	34.764.126.960	38.592.768.820	2.398.300.000	40.991.068.820	6.226.941.860	17,91
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	88.189.858.764	62.370.180.000	14.126.149.000	76.496.329.000	-11.693.529.764	-13,26
Titre 4 - 60 Transferts courants	108.586.116.000	59.184.028.000	5.558.909.000	64.742.937.000	-43.843.179.000	-40,38
Total Budget de Fonctionnement	231.540.101.724	160.146.976.820	22.083.358.000	182.230.334.820	-49.309.766.904	-21,30
TOTAL BUDGET GENERAL	231.540.101.724	160.146.976.820	22.083.358.000	182.230.334.820	-49.309.766.904	-21,30
Total Général Section 60	231.540.101.724	160.146.976.820	22.083.358.000	182.230.334.820	-49.309.766.904	-21,30
62 Min Elevage						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1.468.561.240	1.461.604.300	0	1.461.604.300	-6.956.940	-0,47
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	767.205.000	767.205.000	46.500.000	813.705.000	46.500.000	6,06
Titre 4 - 62 Transferts courants	29.142.000	29.142.000	0	29.142.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2.264.908.240	2.257.951.300	46.500.000	2.304.451.300	39.543.060	1,75
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 62 Investissements executés par l'état	7.987.000.000	7.833.000.000	0	7.833.000.000	-154.000.000	-1,93
Titre 6 - 62 Transfert en capital	1.065.000.000	874.000.000	0	874.000.000	-191.000.000	-17,93
Total Budget d'Investissement	9.052.000.000	8.707.000.000	0	8.707.000.000	-345.000.000	-3,81
TOTAL BUDGET GENERAL	11.316.908.240	10.964.951.300	46.500.000	11.011.451.300	-305.456.940	-2,70
Total Général Section 62	11.316.908.240	10.964.951.300	46.500.000	11.011.451.300	-305.456.940	-2,70
63 Ministère de la communication et Porte Parole du Gouvernement						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	356.739.320	301.102.460	0	301.102.460	-55.636.860	-15,60
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	1.236.106.000	962.216.000	72.155.000	1.034.371.000	-201.735.000	-16,32
Titre 4 - 63 Transferts courants	721.370.000	721.370.000	0	721.370.000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2.314.215.320	1.984.688.460	72.155.000	2.056.843.460	-257.371.860	-11,12
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 63 Investissements executés par l'état	3.125.000.000	0	0	0	-3.125.000.000	-100,0
Titre 6 - 63 Transfert en capital	2.900.000.000	5.409.000.000	0	5.409.000.000	2.509.000.000	86,52
Total Budget d'Investissement	6.025.000.000	5.409.000.000	0	5.409.000.000	-616.000.000	-10,22
TOTAL BUDGET GENERAL	8.339.215.320	7.393.688.460	72.155.000	7.465.843.460	-873.371.860	-10,47
Total Général Section 63	8.339.215.320	7.393.688.460	72.155.000	7.465.843.460	-873.371.860	-10,47



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1.450.083.840	1.401.718.400	0	1.401.718.400	-48.365.440	-3,34
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	484.283.000	402.773.000	85.000.000	487.773.000	3.490.000	0,72
Titre 4 - 65 Transferts courants	17.326.676.000	17.326.676.000	1.300.000.000	18.626.676.000	1.300.000.000	7,50
Total Budget de Fonctionnement	19.261.042.840	19.131.167.400	1.385.000.000	20.516.167.400	1.255.124.560	6,52
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	14.988.000.000	18.376.000.000	0	18.376.000.000	3.388.000.000	22,60
Titre 6 - 65 Transfert en capital	15.121.000.000	12.800.000.000	0	12.800.000.000	-2.321.000.000	-15,35
Total Budget d'Investissement	30.109.000.000	31.176.000.000	0	31.176.000.000	1.067.000.000	3,54
TOTAL BUDGET GENERAL	49.370.042.840	50.307.167.400	1.385.000.000	51.692.167.400	2.322.124.560	4,70
Total Général Section 65	49.370.042.840	50.307.167.400	1.385.000.000	51.692.167.400	2.322.124.560	4,70
66 Ministère des Télécommunications, des TIC, des transports terrestre et des Transports Ferrovières						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	0	461.806.120	0	461.806.120	461.806.120	
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	0	271.836.000	9.000.000	280.836.000	280.836.000	
Total Budget de Fonctionnement	0	733.642.120	9.000.000	742.642.120	742.642.120	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 66 Investissements executés par l'état	0	4.055.000.000	0	4.055.000.000	4.055.000.000	
Titre 6 - 66 Transfert en capital	0	5.120.000.000	0	5.120.000.000	5.120.000.000	
Total Budget d'Investissement	0	9.175.000.000	0	9.175.000.000	9.175.000.000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	9.908.642.120	9.000.000	9.917.642.120	9.917.642.120	
Total Général Section 66	0	9.908.642.120	9.000.000	9.917.642.120	9.917.642.120	
68						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	162.268.420	0	162.268.420	162.268.420	
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	119.743.000	123.800.000	243.543.000	243.543.000	
Total Budget de Fonctionnement	0	282.011.420	123.800.000	405.811.420	405.811.420	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 68 Investissements executés par l'état	0	7.745.000.000	0	7.745.000.000	7.745.000.000	
Titre 6 - 68 Transfert en capital	0	7.108.000.000	0	7.108.000.000	7.108.000.000	
Total Budget d'Investissement	0	14.853.000.000	0	14.853.000.000	14.853.000.000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	15.135.011.420	123.800.000	15.258.811.420	15.258.811.420	
Total Général Section 68	0	15.135.011.420	123.800.000	15.258.811.420	15.258.811.420	



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
72						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	577.275.900	0	0	0	-577.275.900	-100,0
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	242.709.000	0	0	0	-242.709.000	-100,0
Titre 4 - 72 Transferts courants	55.000.000	0	0	0	-55.000.000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	874.984.900	0	0	0	-874.984.900	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 72 Investissements exécutés par l'état	21.106.000.000	0	0	0	-21.106.000.000	-100,0
Total Budget d'Investissement	21.106.000.000	0	0	0	-21.106.000.000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	21.980.984.900	0	0	0	-21.980.984.900	-100,0
Total Général Section 72	21.980.984.900	0	0	0	-21.980.984.900	-100,0
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	42.900.015.220	2.253.797.080	0	2.253.797.080	-40.646.218.140	-94,75
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2.458.566.700	2.121.731.000	824.000.000	2.945.731.000	487.164.300	19,81
Titre 4 - 75 Transferts courants	69.906.692.000	71.625.872.000	7.800.000.000	79.425.872.000	9.519.180.000	13,62
Total Budget de Fonctionnement	115.265.273.920	76.001.400.080	8.624.000.000	84.625.400.080	-30.639.873.840	-26,58
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 75 Investissements exécutés par l'état	8.211.000.000	4.806.000.000	0	4.806.000.000	-3.405.000.000	-41,47
Total Budget d'Investissement	8.211.000.000	4.806.000.000	0	4.806.000.000	-3.405.000.000	-41,47
TOTAL BUDGET GENERAL	123.476.273.920	80.807.400.080	8.624.000.000	89.431.400.080	-34.044.873.840	-27,57
Total Général Section 75	123.476.273.920	80.807.400.080	8.624.000.000	89.431.400.080	-34.044.873.840	-27,57
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1.834.910.000.000	1.825.181.858.000	63.278.142.000	1.888.460.000.000	53.550.000.000	2,92



**SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE
PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

- **Gestion 2008 au 31 décembre 2008**
- **Gestion 2009 au 30 juin 2009**



SITUATION DE LA GESTION 2008 au 31 décembre 2008



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
21 - Présidence de la République	43.668.561.000	19.368.894.911	10.665.797.343	10.466.295.300	84.169.548.554	79.702.443.297	4.467.105.257	79.540.207.724	94	79.994.408.351	79.994.408.351	95	79.993.053.351	79.993.053.351	0
Dépenses de fonctionnement	9.011.045.000	26.986.476.028	3.420.402.689	0	39.417.923.717	35.560.541.392	3.857.382.325	35.423.015.819	90	35.381.902.749	35.381.902.749	90	35.381.902.749	35.381.902.749	0
Transferts courants	5.047.516.000	1.000.000.000	8.912.894.654	0	14.960.410.654	14.910.410.654	50.000.000	14.910.410.654	100	14.910.410.654	14.910.410.654	100	14.910.410.654	14.910.410.654	0
Investissements exécutés par l'état	3.340.000.000	-3.015.087.117	237.500.000	10.045.300	572.458.183	556.535.377	15.922.806	534.825.377	93	1.034.683.844	1.034.683.844	181	1.034.683.844	1.034.683.844	0
Transfert en capital	26.060.000.000	-5.602.494.000	-1.905.000.000	10.456.250.000	29.008.756.000	28.508.518.825	500.237.175	28.508.518.825	98	28.508.518.825	28.508.518.825	98	28.508.518.825	28.508.518.825	0
Comptes Spéciaux du Trésor	210.000.000	0	0	0	210.000.000	166.437.049	43.562.951	163.437.049	78	158.892.279	158.892.279	76	157.537.279	157.537.279	0
22 - Assemblée Nationale	7.204.647.000	758.613.490	0	500.000.000	8.463.260.490	7.963.260.490	500.000.000	7.963.260.490	94	7.963.260.490	7.963.260.490	94	7.963.260.490	7.963.260.490	0
Dépenses de fonctionnement	6.107.847.000	1.419.902.490	0	0	7.527.749.490	7.527.749.490	0	7.527.749.490	100	7.527.749.490	7.527.749.490	100	7.527.749.490	7.527.749.490	0
Transferts courants	96.800.000	0	0	0	96.800.000	96.800.000	0	96.800.000	100	96.800.000	96.800.000	100	96.800.000	96.800.000	0
Transfert en capital	1.000.000.000	-661.289.000	0	500.000.000	838.711.000	338.711.000	500.000.000	338.711.000	40	338.711.000	338.711.000	40	338.711.000	338.711.000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	1.600.000.000	-5.260.000	205.260.000	0	1.800.000.000	1.800.000.000	0	1.800.000.000	100	1.800.000.000	1.800.000.000	100	1.800.000.000	1.800.000.000	0
Transferts courants	1.600.000.000	-5.260.000	205.260.000	0	1.800.000.000	1.800.000.000	0	1.800.000.000	100	1.800.000.000	1.800.000.000	100	1.800.000.000	1.800.000.000	0
25 - Conseil Constitutionnel	73.761.000	0	0	0	73.761.000	63.093.900	10.667.100	63.093.900	86	63.093.900	63.093.900	86	63.093.900	63.093.900	0
Dépenses de fonctionnement	73.761.000	0	0	0	73.761.000	63.093.900	10.667.100	63.093.900	86	63.093.900	63.093.900	86	63.093.900	63.093.900	0
26 - Conseil d'état	50.000.000	-38.423.774	-11.576.226	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	50.000.000	-38.423.774	-11.576.226	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27 - Cour Suprême	581.461.000	-326.889.525	36.391.525	0	290.963.000	215.598.167	75.364.833	211.822.682	73	284.982.385	284.982.385	98	284.982.385	284.982.385	0
Dépenses de fonctionnement	404.361.000	-165.498.000	50.000.000	0	288.863.000	215.598.167	73.264.833	211.822.682	73	191.784.384	191.784.384	66	191.784.384	191.784.384	0
Transferts courants	2.100.000	0	0	0	2.100.000	0	2.100.000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	175.000.000	-161.391.525	-13.608.475	0	0	0	0	0	0	93.198.001	93.198.001	*****	93.198.001	93.198.001	0

Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
28 - Cour des Comptes	1.439.250.000	-606.730.990	0	0	832.519.010	738.815.604	93.703.406	731.428.489	88	255.293.202	255.293.202	31	255.293.202	255.293.202	0
Dépenses de fonctionnement	314.250.000	0	0	0	314.250.000	220.546.594	93.703.406	215.583.379	69	195.051.005	195.051.005	62	195.051.005	195.051.005	0
Investissements executés par l'état	1.125.000.000	-606.730.990	0	0	518.269.010	518.269.010	0	515.845.110	100	60.242.197	60.242.197	12	60.242.197	60.242.197	0
29 - SENAT	3.000.000.000	-373.835.475	-601.524.525	0	2.024.640.000	1.830.000.000	194.640.000	1.830.000.000	90	1.830.000.000	1.830.000.000	90	1.830.000.000	1.830.000.000	0
Dépenses de fonctionnement	2.000.000.000	-5.360.000	30.000.000	0	2.024.640.000	1.830.000.000	194.640.000	1.830.000.000	90	1.830.000.000	1.830.000.000	90	1.830.000.000	1.830.000.000	0
Transfert en capital	1.000.000.000	-368.475.475	-631.524.525	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	10.587.552.000	23.708.339	4.281.090.000	165.269.200	15.057.619.539	12.847.561.382	2.210.058.157	12.983.376.809	86	13.767.378.285	13.767.378.285	91	13.767.378.285	13.757.016.189	10.362.096
Dépenses de fonctionnement	3.453.573.000	-14.360.000	609.090.000	0	4.048.303.000	3.613.117.310	435.185.690	3.548.932.737	88	3.524.573.667	3.524.573.667	87	3.524.573.667	3.514.211.571	10.362.096
Transferts courants	2.616.979.000	937.302.427	522.000.000	0	4.076.281.427	2.972.515.000	1.103.766.427	3.172.515.000	78	3.172.515.000	3.172.515.000	78	3.172.515.000	3.172.515.000	0
Investissements executés par l'état	1.270.000.000	-899.234.088	150.000.000	15.269.200	536.035.112	450.929.072	85.106.040	450.929.072	84	1.259.289.618	1.259.289.618	235	1.259.289.618	1.259.289.618	0
Transfert en capital	3.247.000.000	0	3.000.000.000	150.000.000	6.397.000.000	5.811.000.000	586.000.000	5.811.000.000	91	5.811.000.000	5.811.000.000	91	5.811.000.000	5.811.000.000	0
31 - Ministère des Affaires Étrangères	26.735.058.131	-10.332.068.122	1.547.311.210	4.756.010.000	22.706.311.219	11.767.800.002	10.938.511.217	11.767.800.002	52	6.444.130.878	6.444.130.878	28	6.444.130.878	6.444.130.878	0
Dépenses de fonctionnement	12.274.722.131	0	1.752.311.210	0	14.027.033.341	8.201.277.365	5.825.755.976	8.201.277.365	20	2.857.107.450	2.857.107.450	20	2.857.107.450	2.857.107.450	0
Transferts courants	4.529.336.000	1.000.000.000	0	0	5.529.336.000	2.784.704.380	2.744.631.620	2.784.704.380	50	2.784.704.380	2.784.704.380	50	2.784.704.380	2.784.704.380	0
Investissements executés par l'état	9.781.000.000	-11.332.068.122	-205.000.000	4.756.010.000	2.999.941.878	631.818.257	2.368.123.621	631.818.257	21	652.319.048	652.319.048	22	652.319.048	652.319.048	0
Transfert en capital	150.000.000	0	0	0	150.000.000	150.000.000	0	150.000.000	100	150.000.000	150.000.000	100	150.000.000	150.000.000	0
32 - Ministère des Forces Armées	39.609.107.000	-5.197.097.229	541.080.950	200.000.000	35.153.090.721	33.663.527.620	1.489.563.101	33.649.051.257	96	30.536.545.687	30.648.281.869	87	30.648.281.869	30.351.320.818	296.961.051
Dépenses de fonctionnement	19.851.228.000	-24.717.000	918.680.950	0	20.745.191.950	20.272.248.349	472.943.601	20.257.771.986	92	18.664.969.573	18.776.705.755	91	18.776.705.755	18.479.744.704	296.961.051
Transferts courants	2.482.879.000	-1.400.000	-477.600.000	0	2.003.879.000	2.003.879.000	0	2.003.879.000	100	2.003.879.000	2.003.879.000	100	2.003.879.000	2.003.879.000	0
Investissements executés par l'état	15.425.000.000	-4.945.980.229	-125.000.000	200.000.000	10.554.019.771	9.687.400.271	866.619.500	9.687.400.271	92	8.167.697.114	8.167.697.114	77	8.167.697.114	8.167.697.114	0
Transfert en capital	1.700.000.000	-225.000.000	225.000.000	0	1.700.000.000	1.700.000.000	0	1.700.000.000	100	1.700.000.000	1.700.000.000	100	1.700.000.000	1.700.000.000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Comptes Spéciaux du Trésor	150.000.000	0	0	0	150.000.000	0	150.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
	15.507.412.700	1.182.120.961	3.214.557.107	0	19.904.090.768	16.055.543.533	3.848.547.235	16.001.043.533	80	13.823.906.073	13.951.202.023	70	13.775.197.811	12.900.411.202	874.786.609
Dépenses de fonctionnement	10.542.412.700	-291.751.000	1.412.867.472	0	11.663.529.172	9.935.387.245	1.728.141.927	9.880.887.245	78	7.085.867.178	7.213.163.128	62	7.037.158.916	6.304.252.307	732.906.609
Investissements executés par l'état	4.665.000.000	-2.131.928.039	1.765.689.635	0	4.298.761.596	2.309.291.510	1.989.470.086	2.309.291.510	54	2.927.174.117	2.927.174.117	68	2.927.174.117	2.927.174.117	0
Transfert en capital	0	3.605.800.000	36.000.000	0	3.641.800.000	3.641.800.000	0	3.641.800.000	100	3.641.800.000	3.641.800.000	100	3.641.800.000	3.641.800.000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	300.000.000	0	0	0	300.000.000	169.064.778	130.935.222	169.064.778	56	169.064.778	169.064.778	56	169.064.778	27.184.778	141.880.000
33 - Ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de la	12.533.549.000	-4.631.388.985	-300.000.000	101.440.600	7.703.600.615	7.269.057.171	434.543.444	7.093.107.171	92	7.467.951.932	7.475.551.931	97	7.051.922.712	6.224.359.432	827.563.280
Dépenses de fonctionnement	5.632.849.000	-246.737.000	0	0	5.386.112.000	4.999.273.838	386.838.162	4.823.323.838	73	3.825.790.384	3.833.390.383	71	3.409.761.164	2.582.197.884	827.563.280
Transferts courants	885.700.000	-7.260.000	0	0	878.440.000	845.734.718	32.705.282	845.734.718	96	845.734.718	845.734.718	96	845.734.718	845.734.718	0
Investissements executés par l'état	2.500.000.000	-2.027.391.985	-550.000.000	101.440.600	24.048.615	24.048.615	0	24.048.615	100	1.396.426.830	1.396.426.830	5,807	1.396.426.830	1.396.426.830	0
Transfert en capital	3.500.000.000	-2.350.000.000	250.000.000	0	1.400.000.000	1.400.000.000	0	1.400.000.000	100	1.400.000.000	1.400.000.000	100	1.400.000.000	1.400.000.000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	15.000.000	0	0	0	15.000.000	0	15.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
	2.522.650.000	-1.864.400.918	31.709.226	203.014.400	892.972.708	696.363.439	196.609.269	696.363.439	78	904.293.398	904.293.398	101	898.425.021	891.842.492	6.582.529
Dépenses de fonctionnement	591.650.000	-214.359.000	50.000.000	0	427.291.000	333.692.620	93.598.380	333.692.620	74	312.500.494	312.500.494	73	306.632.117	300.049.588	6.582.529
Transferts courants	178.000.000	-2.000.000	0	0	176.000.000	176.000.000	0	176.000.000	100	176.000.000	176.000.000	100	176.000.000	176.000.000	0
Investissements executés par l'état	1.334.000.000	-1.229.041.918	-18.290.774	203.014.400	289.681.708	186.670.819	103.010.889	186.670.819	64	415.792.904	415.792.904	144	415.792.904	415.792.904	0
Transfert en capital	419.000.000	-419.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35 - Ministère de la Fonction Publique de l'Emploi et des	176.739.000	0	-176.739.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	176.739.000	0	-176.739.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	4.258.214.731	-1.151.537.533	-100.500.000	36.553.900	3.042.731.098	2.746.798.572	295.932.526	2.706.798.572	89	2.818.689.714	2.818.689.714	93	2.815.589.314	2.793.995.789	21.593.525
Dépenses de fonctionnement	510.964.731	-145.469.520	130.000.000	0	495.495.211	390.738.333	104.756.878	390.738.333	75	352.790.045	352.790.045	71	349.689.645	328.096.120	21.593.525
Transferts courants	609.250.000	96.000.000	0	0	705.250.000	555.152.000	150.098.000	555.152.000	79	555.152.000	555.152.000	79	555.152.000	555.152.000	0
Investissements executés par l'état	1.138.000.000	-747.068.013	107.000.000	36.553.900	534.485.887	493.408.239	41.077.648	453.408.239	85	603.247.669	603.247.669	113	603.247.669	603.247.669	0
Transfert en capital	2.000.000.000	-355.000.000	-337.500.000	0	1.307.500.000	1.307.500.000	0	1.307.500.000	100	1.307.500.000	1.307.500.000	100	1.307.500.000	1.307.500.000	0
	7.921.509.000	-965.831.440	630.018.442	138.428.600	7.724.124.602	9.018.839.576	-1.294.714.974	9.018.839.576	117	9.489.338.738	9.489.338.738	123	9.475.288.523	9.423.093.946	52.194.577
Dépenses de fonctionnement	728.909.000	-255.226.000	48.825.264	0	522.508.264	399.706.893	122.801.371	399.706.893	61	301.942.663	301.942.663	58	287.892.448	235.697.871	52.194.577
Transferts courants	21.600.000	0	0	0	21.600.000	11.301.250	10.298.750	11.301.250	52	11.301.250	11.301.250	52	11.301.250	11.301.250	0
Investissements executés par l'état	6.071.000.000	-4.062.412.440	-880.000.000	138.428.600	1.267.016.160	1.265.134.598	1.881.562	1.265.134.598	100	1.837.809.685	1.837.809.685	145	1.837.809.685	1.837.809.685	0
Transfert en capital	200.000.000	3.351.807.000	1.461.193.178	0	5.013.000.178	6.694.055.678	-1.681.055.500	6.694.055.678	134	6.694.055.678	6.694.055.678	134	6.694.055.678	6.694.055.678	0
Comptes Spéciaux du Trésor	900.000.000	0	0	0	900.000.000	648.641.157	251.358.843	648.641.157	72	644.229.462	644.229.462	72	644.229.462	644.229.462	0
	70.050.012.000	-46.602.304.142	-376.000.000	27.031.000.000	50.102.707.858	50.060.751.647	41.956.211	50.023.377.284	100	50.016.464.584	50.016.464.584	100	50.005.953.088	49.990.586.411	15.366.677
Dépenses de fonctionnement	794.912.000	-323.271.407	144.000.000	0	615.640.593	581.621.329	34.019.264	544.246.966	82	504.982.566	504.982.566	82	494.471.070	479.104.393	15.366.677
Transferts courants	100.000.000	-50.000.000	0	0	50.000.000	50.000.000	0	50.000.000	100	50.000.000	50.000.000	100	50.000.000	50.000.000	0
Investissements executés par l'état	3.077.100.000	-1.332.388.140	-1.655.000.000	0	89.711.860	81.775.689	7.936.171	81.775.689	91	114.127.389	114.127.389	127	114.127.389	114.127.389	0
Transfert en capital	66.078.000.000	-44.896.644.595	1.135.000.000	27.031.000.000	49.347.355.405	49.347.354.629	776	49.347.354.629	100	49.347.354.629	49.347.354.629	100	49.347.354.629	49.347.354.629	0
40 - Ministère de l'Economie Maritime de la Pêche et des	44.202.813.000	-18.396.163.433	11.924.795.553	6.799.636.065	44.531.081.185	40.485.972.759	4.045.108.426	40.462.500.759	91	41.180.520.551	41.180.520.551	92	41.107.204.009	40.964.261.364	142.942.645
Dépenses de fonctionnement	1.597.496.000	-483.818.500	90.900.000	0	1.204.577.500	1.105.907.953	98.669.547	1.092.435.953	70	836.930.648	836.930.648	69	763.614.106	620.671.461	142.942.645
Transferts courants	4.971.317.000	0	0	0	4.971.317.000	4.736.317.000	235.000.000	4.736.317.000	95	4.736.317.000	4.736.317.000	95	4.736.317.000	4.736.317.000	0
Investissements executés par l'état	4.491.000.000	-2.804.599.035	0	120.172.715	1.806.573.680	1.255.903.909	550.669.771	1.245.903.909	69	2.219.429.006	2.219.429.006	123	2.219.429.006	2.219.429.006	0
Transfert en capital	33.143.000.000	-15.107.745.898	11.833.895.553	6.679.463.350	36.548.613.005	33.387.843.897	3.160.769.108	33.387.843.897	91	33.387.843.897	33.387.843.897	91	33.387.843.897	33.387.843.897	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	116.620.445.680	-20.194.049.935	-2.755.588.418	4.462.751.150	98.133.558.477	81.123.884.600	17.009.673.877	46 - Ministère de l'Urbanisme, de	83	81.841.501.077	81.841.483.477	83	81.740.855.584	79.138.696.221	2.602.159.363
Dépenses de fonctionnement	6.722.165.680	-370.910.000	457.224.590	0	6.808.480.270	5.050.415.943	1.758.064.327	5.022.393.364	70	4.350.802.983	4.350.785.383	64	4.250.157.490	4.093.498.127	156.659.363
Transferts courants	3.240.480.000	0	200.000.000	0	3.440.480.000	3.146.042.714	294.437.286	3.293.261.357	96	3.293.261.357	3.293.261.357	96	3.293.261.357	3.293.261.357	0
Investissements executés par l'état	33.920.300.000	-19.172.333.822	-216.624.258	4.231.751.150	18.763.093.070	16.523.399.262	2.239.693.808	16.445.595.738	88	17.793.410.056	17.793.410.056	95	17.793.410.056	17.793.410.056	0
Transfert en capital	13.027.500.000	-650.806.113	-3.196.188.750	231.000.000	9.411.505.137	8.015.254.215	1.396.250.922	8.015.254.215	85	8.015.254.215	8.015.254.215	85	8.015.254.215	8.015.254.215	0
Comptes Spéciaux du Trésor	59.710.000.000	0	0	0	59.710.000.000	48.388.772.466	11.321.227.534	48.388.772.466	81	48.388.772.466	48.388.772.466	81	48.388.772.466	45.943.272.466	2.445.500.000
	4.858.104.000	-2.062.703.595	1.850.000.000	410.840.600	5.056.241.005	4.893.297.429	162.943.576	4.792.797.429	95	5.009.039.341	5.009.039.341	99	5.003.115.905	4.993.716.579	9.399.326
Dépenses de fonctionnement	473.967.000	-197.915.000	0	0	276.052.000	146.527.773	129.524.227	146.527.773	46	126.489.773	126.489.773	46	120.566.337	111.167.011	9.399.326
Transferts courants	1.532.137.000	0	0	0	1.532.137.000	1.532.137.000	0	1.532.137.000	100	1.532.137.000	1.532.137.000	100	1.532.137.000	1.532.137.000	0
Investissements executés par l'état	1.678.000.000	-1.282.788.595	-354.801.600	410.840.600	451.250.405	417.831.056	33.419.349	317.331.056	70	553.610.968	553.610.968	123	553.610.968	553.610.968	0
Transfert en capital	1.174.000.000	-582.000.000	2.204.801.600	0	2.796.801.600	2.796.801.600	0	2.796.801.600	100	2.796.801.600	2.796.801.600	100	2.796.801.600	2.796.801.600	0
44 - Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation	1.890.430.000	-333.503.360	64.000.000	2.100.000.000	3.720.926.640	3.690.346.841	30.579.799	3.621.169.793	97	3.589.113.889	3.589.113.889	96	3.570.980.151	3.545.184.900	25.795.251
Dépenses de fonctionnement	335.810.000	0	64.000.000	0	399.810.000	369.230.201	30.579.799	300.053.153	62	237.033.734	237.033.734	59	218.899.996	193.104.745	25.795.251
Transferts courants	814.620.000	0	0	0	814.620.000	814.620.000	0	814.620.000	100	814.620.000	814.620.000	100	814.620.000	814.620.000	0
Investissements executés par l'état	200.000.000	-46.003.360	0	0	153.996.640	153.996.640	0	153.996.640	100	184.960.155	184.960.155	120	184.960.155	184.960.155	0
Transfert en capital	540.000.000	-287.500.000	0	2.100.000.000	2.352.500.000	2.352.500.000	0	2.352.500.000	100	2.352.500.000	2.352.500.000	100	2.352.500.000	2.352.500.000	0
	59.631.018.000	-28.472.814.418	-10.309.345.573	22.511.891.100	43.360.749.109	37.510.495.322	5.850.253.787	39.620.124.857	91	38.417.132.274	38.417.132.274	89	38.403.594.149	38.395.327.478	8.266.671
Dépenses de fonctionnement	1.901.318.000	-562.350.400	279.976.408	0	1.618.944.008	1.222.521.590	396.422.418	1.217.821.590	71	1.116.682.715	1.116.682.715	69	1.103.144.590	1.094.877.919	8.266.671
Transferts courants	300.000.000	0	100.740.000	0	400.740.000	350.000.000	50.740.000	350.000.000	87	350.000.000	350.000.000	87	350.000.000	350.000.000	0
Investissements executés par l'état	17.037.500.000	7.934.702.771	-11.740.061.981	1.011.891.100	14.244.031.890	8.850.940.521	5.393.091.369	11.015.270.056	77	9.913.416.348	9.913.416.348	70	9.913.416.348	9.913.416.348	0
Transfert en capital	40.392.200.000	-35.845.166.789	1.050.000.000	21.500.000.000	27.097.033.211	27.087.033.211	10.000.000	27.037.033.211	100	27.037.033.211	27.037.033.211	100	27.037.033.211	27.037.033.211	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
47 - Ministère de l'Energie	10.526.201.000	-3.192.005.148	0	2.089.244.700	9.423.440.552	9.386.241.464	37.199.088	9.386.241.464	100	9.406.512.820	9.406.512.820	100	9.406.512.820	9.406.512.820	0
Dépenses de fonctionnement	232.201.000	-104.227.000	0	0	127.974.000	98.987.057	28.986.943	98.987.057	77	94.757.057	94.757.057	74	94.757.057	94.757.057	0
Transferts courants	20.000.000	0	0	0	20.000.000	20.000.000	0	20.000.000	100	20.000.000	20.000.000	100	20.000.000	20.000.000	0
Investissements executés par l'état	3.240.000.000	-1.587.778.148	0	589.244.700	2.241.466.552	2.233.254.407	8.212.145	2.233.254.407	100	2.257.755.763	2.257.755.763	101	2.257.755.763	2.257.755.763	0
Transfert en capital	7.034.000.000	-1.500.000.000	0	1.500.000.000	7.034.000.000	7.034.000.000	0	7.034.000.000	100	7.034.000.000	7.034.000.000	100	7.034.000.000	7.034.000.000	0
48 -	531.491.000	-227.506.200	-5.455.000	0	298.529.800	255.084.563	43.445.237	251.123.163	84	228.633.659	228.633.659	77	225.894.438	221.727.682	4.166.756
Dépenses de fonctionnement	211.491.000	0	-5.455.000	0	206.036.000	162.590.763	43.445.237	162.590.763	74	140.101.259	140.101.259	68	137.362.038	133.195.282	4.166.756
Investissements executés par l'état	260.000.000	-167.506.200	0	0	92.493.800	92.493.800	0	88.532.400	96	88.532.400	88.532.400	96	88.532.400	88.532.400	0
Transfert en capital	60.000.000	-60.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	129.143.707	-59.925.000	0	0	69.218.707	35.716.027	33.502.680	35.716.027	52	386.202.280	386.202.280	558	386.202.280	386.202.280	0
Dépenses de fonctionnement	129.143.707	-59.925.000	0	0	69.218.707	35.716.027	33.502.680	35.716.027	52	28.802.350	28.802.350	42	28.802.350	28.802.350	0
Investissements executés par l'état	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357.399.930	357.399.930	*****	357.399.930	357.399.930	0
	85.337.052.680	25.757.155.559	5.299.769.517	0	116.393.977.756	104.980.019.085	11.413.958.671	104.807.566.143	90	44.679.336.106	71.115.440.171	61	61.931.872.287	42.525.155.899	19.406.716.388
Dépenses de fonctionnement	58.283.017.680	33.398.034.000	1.003.559.326	0	92.684.611.006	83.723.941.364	8.960.669.642	83.551.488.422	24	22.504.591.256	48.940.695.321	53	39.757.127.437	20.350.411.049	19.406.716.388
Transferts courants	2.016.035.000	0	0	0	2.016.035.000	1.725.660.000	290.375.000	1.725.660.000	86	1.725.660.000	1.725.660.000	86	1.725.660.000	1.725.660.000	0
Investissements executés par l'état	21.460.000.000	-7.520.128.457	4.296.210.191	0	18.236.081.734	16.073.167.705	2.162.914.029	16.073.167.705	88	16.991.834.834	16.991.834.834	93	16.991.834.834	16.991.834.834	0
Transfert en capital	3.578.000.000	-120.749.984	0	0	3.457.250.016	3.457.250.016	0	3.457.250.016	100	3.457.250.016	3.457.250.016	100	3.457.250.016	3.457.250.016	0
49 - Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le	2.501.893.000	-490.888.084	0	0	2.011.004.916	1.984.623.446	26.381.470	1.984.623.446	99	2.100.332.276	2.100.332.276	104	2.100.332.276	2.100.332.276	0
Dépenses de fonctionnement	244.838.000	94.130.000	0	0	338.968.000	312.586.530	26.381.470	312.586.530	92	303.373.566	303.373.566	89	303.373.566	303.373.566	0
Transferts courants	1.386.055.000	0	0	0	1.386.055.000	1.386.055.000	0	1.386.055.000	100	1.386.055.000	1.386.055.000	100	1.386.055.000	1.386.055.000	0
Investissements executés par l'état	871.000.000	-585.018.084	0	0	285.981.916	285.981.916	0	285.981.916	100	410.903.710	410.903.710	144	410.903.710	410.903.710	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
52 -	6.309.376.000	-2.544.620.494	477.000.000	0	4.241.755.506	3.423.310.719	818.444.787	3.009.551.693	71	3.257.741.123	3.265.236.521	77	3.258.785.448	3.216.778.985	42.006.463
Dépenses de fonctionnement	4.161.261.000	-1.447.636.000	320.115.000	0	3.033.740.000	2.794.950.459	238.789.541	2.381.191.433	78	2.353.410.503	2.360.905.901	78	2.354.454.828	2.312.448.365	42.006.463
Transferts courants	121.115.000	-1.400.000	156.885.000	0	276.600.000	250.000.000	26.600.000	250.000.000	90	250.000.000	250.000.000	90	250.000.000	250.000.000	0
Investissements executés par l'état	2.027.000.000	-1.095.584.494	-300.000.000	0	631.415.506	78.360.260	553.055.246	78.360.260	12	354.330.620	354.330.620	56	354.330.620	354.330.620	0
Transfert en capital	0	0	300.000.000	0	300.000.000	300.000.000	0	300.000.000	100	300.000.000	300.000.000	100	300.000.000	300.000.000	0
53 - Ministère de la Culture, de la Francophonie	12.823.182.000	-4.932.292.752	186.866.134	0	8.077.755.382	6.646.137.681	1.431.617.701	6.646.137.681	82	6.997.717.863	6.997.717.863	87	6.989.217.028	6.973.143.520	16.073.508
Dépenses de fonctionnement	602.172.000	-233.824.000	0	0	368.348.000	323.452.383	44.895.617	323.452.383	81	290.284.276	290.284.276	79	281.783.441	265.709.933	16.073.508
Transferts courants	2.912.010.000	0	0	0	2.912.010.000	2.581.986.999	330.023.001	2.581.986.999	89	2.581.986.999	2.581.986.999	89	2.581.986.999	2.581.986.999	0
Investissements executés par l'état	3.849.000.000	-2.827.940.000	186.866.134	0	1.207.926.134	151.227.051	1.056.699.083	151.227.051	13	535.975.340	535.975.340	44	535.975.340	535.975.340	0
Transfert en capital	5.460.000.000	-1.870.528.752	0	0	3.589.471.248	3.589.471.248	0	3.589.471.248	100	3.589.471.248	3.589.471.248	100	3.589.471.248	3.589.471.248	0
54 - Ministère Santé, de la Prévention et de l'hygiène publique	52.582.541.000	-11.774.620.538	-663.773.935	1.350.000.000	41.494.146.527	39.975.357.206	1.518.789.321	39.585.342.763	95	38.206.911.441	38.213.295.441	92	37.742.445.209	37.045.826.253	696.618.956
Dépenses de fonctionnement	13.136.910.000	0	25.115.700	0	13.162.025.700	12.684.138.051	477.887.649	12.294.123.608	85	10.676.181.265	10.676.181.265	81	10.205.331.033	9.515.096.077	690.234.956
Transferts courants	20.640.631.000	0	307.800.000	0	20.948.431.000	20.093.929.641	854.501.359	20.093.929.641	96	20.058.318.141	20.064.702.141	96	20.064.702.141	20.058.318.141	6.384.000
Investissements executés par l'état	11.794.000.000	-7.977.620.538	-846.689.635	1.000.000.000	3.969.689.827	3.783.289.514	186.400.313	3.783.289.514	95	4.058.412.035	4.058.412.035	102	4.058.412.035	4.058.412.035	0
Transfert en capital	7.011.000.000	-3.797.000.000	-150.000.000	350.000.000	3.414.000.000	3.414.000.000	0	3.414.000.000	100	3.414.000.000	3.414.000.000	100	3.414.000.000	3.414.000.000	0
55 - Ministère de la Jeunesse des sports et des loisirs	3.551.760.000	-1.519.628.535	12.918.000	6.661.000	2.051.710.465	2.002.916.613	48.793.852	1.994.673.301	97	1.917.116.924	1.949.116.889	95	1.919.451.858	1.890.450.287	29.001.571
Dépenses de fonctionnement	1.128.760.000	-108.455.000	-25.868.000	0	994.437.000	956.186.704	38.250.296	956.186.704	88	859.070.327	891.070.292	90	861.405.261	832.403.690	29.001.571
Transferts courants	231.000.000	0	38.786.000	0	269.786.000	264.017.000	5.769.000	264.017.000	98	264.017.000	264.017.000	98	264.017.000	264.017.000	0
Investissements executés par l'état	1.392.000.000	-1.111.173.535	0	6.661.000	287.487.465	282.712.909	4.774.556	274.469.597	95	294.029.597	294.029.597	102	294.029.597	294.029.597	0
Transfert en capital	800.000.000	-300.000.000	0	0	500.000.000	500.000.000	0	500.000.000	100	500.000.000	500.000.000	100	500.000.000	500.000.000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
	12.257.915.926	-5.330.957.590	250.000.000	1.631.731.365	8.808.689.701	8.586.815.494	221.874.207	8.494.815.494	96	7.927.510.344	7.927.510.344	90	7.815.058.112	7.526.242.467	288.815.645
Dépenses de fonctionnement	3.512.295.926	0	0	0	3.512.295.926	3.354.447.348	157.848.578	3.354.447.348	77	2.325.264.520	2.325.264.520	66	2.212.812.288	1.923.996.643	288.815.645
Transferts courants	203.620.000	0	0	0	203.620.000	203.620.000	0	203.620.000	90	183.620.000	183.620.000	90	183.620.000	183.620.000	0
Investissements executés par l'état	6.757.000.000	-4.044.507.590	-559.883.300	544.781.365	2.697.390.475	2.633.364.846	64.025.629	2.541.364.846	94	3.023.242.524	3.023.242.524	112	3.023.242.524	3.023.242.524	0
Transfert en capital	1.785.000.000	-1.286.450.000	809.883.300	1.086.950.000	2.395.383.300	2.395.383.300	0	2.395.383.300	100	2.395.383.300	2.395.383.300	100	2.395.383.300	2.395.383.300	0
56 - Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des	175.059.000	0	-175.059.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	175.059.000	0	-175.059.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10.903.137.000	-2.481.055.755	6.027.073.100	282.292.000	14.731.446.345	13.915.539.668	815.906.677	14.105.539.668	96	14.487.546.841	14.487.389.591	98	14.403.589.516	14.280.316.664	123.272.852
Dépenses de fonctionnement	2.044.784.000	-659.780.000	30.785.600	0	1.415.789.600	1.167.710.202	248.079.398	1.167.710.202	64	873.953.514	873.796.264	62	789.996.189	666.723.337	123.272.852
Transferts courants	1.013.353.000	-2.400.000	146.000.000	0	1.156.953.000	1.098.776.900	58.176.100	1.076.776.900	93	1.076.776.900	1.076.776.900	93	1.076.776.900	1.076.776.900	0
Investissements executés par l'état	4.448.000.000	-1.325.040.755	-1.000.000.000	19.292.000	2.142.251.245	2.132.600.066	9.651.179	2.094.600.066	98	2.770.363.927	2.770.363.927	129	2.770.363.927	2.770.363.927	0
Transfert en capital	3.397.000.000	-493.835.000	6.850.287.500	263.000.000	10.016.452.500	9.516.452.500	500.000.000	9.766.452.500	98	9.766.452.500	9.766.452.500	98	9.766.452.500	9.766.452.500	0
	12.863.204.000	-3.448.807.477	-298.242.735	0	9.116.153.788	8.247.779.668	868.374.120	8.238.779.668	90	3.972.222.965	4.551.654.502	50	4.301.801.625	3.777.709.366	524.092.259
Dépenses de fonctionnement	3.845.820.000	0	0	0	3.845.820.000	3.530.453.184	315.366.816	3.521.453.184	41	1.575.382.511	2.154.814.048	56	1.904.961.171	1.386.863.312	518.097.859
Transferts courants	760.384.000	0	75.000.000	0	835.384.000	629.293.000	206.091.000	629.293.000	75	629.293.000	629.293.000	75	629.293.000	629.293.000	0
Investissements executés par l'état	7.927.000.000	-3.448.807.477	-373.242.735	0	4.104.949.788	3.758.033.484	346.916.304	3.758.033.484	92	1.437.547.454	1.437.547.454	35	1.437.547.454	1.431.553.054	5.994.400
Transfert en capital	330.000.000	0	0	0	330.000.000	330.000.000	0	330.000.000	100	330.000.000	330.000.000	100	330.000.000	330.000.000	0
58 - Ministère de la Famille, de la solidarité nationale, de	152.723.678.665	72.894.340.782	-19.138.531.692	0	206.479.487.755	195.737.624.036	10.741.863.719	195.261.665.644	95	193.649.541.554	194.063.553.158	94	193.925.761.556	193.649.541.554	276.220.002
Dépenses de fonctionnement	68.152.951.665	-1.655.362.218	-17.750.055.943	0	48.747.533.504	49.004.247.430	-256.713.926	48.827.286.430	99	47.215.162.340	47.629.173.944	98	47.491.382.342	47.215.162.340	276.220.002
Transferts courants	84.570.727.000	74.549.703.000	-1.388.475.749	0	157.731.954.251	146.733.376.606	10.998.577.645	146.434.379.214	93	146.434.379.214	146.434.379.214	93	146.434.379.214	146.434.379.214	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
62 - Min Elevage	5.705.955.000	-3.229.560.014	16.505.000	236.201.960	2.729.101.946	2.166.260.276	562.841.670	2.166.260.276	79	3.294.986.612	3.294.986.612	121	3.229.505.119	3.183.106.038	46.399.081
Dépenses de fonctionnement	618.313.000	-69.508.000	16.505.000	0	565.310.000	501.888.311	63.421.689	501.888.311	64	354.997.495	354.997.495	63	289.516.002	243.116.921	46.399.081
Transferts courants	23.142.000	0	0	0	23.142.000	23.142.000	0	23.142.000	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	3.689.500.000	-2.360.052.014	0	236.201.960	1.565.649.946	1.066.229.965	499.419.981	1.066.229.965	68	2.364.989.117	2.364.989.117	151	2.364.989.117	2.364.989.117	0
Transfert en capital	1.375.000.000	-800.000.000	0	0	575.000.000	575.000.000	0	575.000.000	100	575.000.000	575.000.000	100	575.000.000	575.000.000	0
63 - Ministère de la communication et Porte Parole du Gouvernement	7.392.604.000	1.911.967.960	1.063.991.749	600.000.000	10.968.563.709	8.893.218.174	2.075.345.535	8.893.218.174	81	8.948.735.399	8.948.735.399	82	8.948.735.399	8.948.735.399	0
Dépenses de fonctionnement	1.211.234.000	32.187.100	250.000.000	0	1.493.421.100	1.469.082.717	24.338.383	1.469.082.717	98	1.460.167.357	1.460.167.357	98	1.460.167.357	1.460.167.357	0
Transferts courants	831.370.000	700.000.000	58.991.749	0	1.590.361.749	1.589.361.749	1.000.000	1.589.361.749	100	1.589.361.749	1.589.361.749	100	1.589.361.749	1.589.361.749	0
Investissements executés par l'état	1.650.000.000	-169.691.000	-2.000.000.000	600.000.000	80.309.000	30.303.260	50.005.740	30.303.260	38	94.735.845	94.735.845	118	94.735.845	94.735.845	0
Transfert en capital	3.700.000.000	1.349.471.860	2.755.000.000	0	7.804.471.860	5.804.470.448	2.000.001.412	5.804.470.448	74	5.804.470.448	5.804.470.448	74	5.804.470.448	5.804.470.448	0
65 -	33.494.152.000	-2.255.048.690	0	1.612.748.660	32.851.851.970	31.764.846.701	1.087.005.269	31.764.846.701	97	32.064.132.309	32.064.132.309	98	32.052.153.510	32.032.856.575	19.296.935
Dépenses de fonctionnement	431.584.000	-110.159.000	0	0	321.425.000	291.757.567	29.667.433	291.757.567	80	255.559.247	255.559.247	80	243.580.448	224.283.513	19.296.935
Transferts courants	18.943.568.000	0	0	0	18.943.568.000	18.943.568.000	0	18.943.568.000	100	18.943.568.000	18.943.568.000	100	18.943.568.000	18.943.568.000	0
Investissements executés par l'état	1.510.000.000	-1.514.189.690	0	335.002.200	330.812.510	92.521.134	238.291.376	92.521.134	28	428.005.062	428.005.062	129	428.005.062	428.005.062	0
Transfert en capital	12.609.000.000	-630.700.000	0	1.277.746.460	13.256.046.460	12.437.000.000	819.046.460	12.437.000.000	94	12.437.000.000	12.437.000.000	94	12.437.000.000	12.437.000.000	0
	145.541.000	0	-145.541.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	145.541.000	0	-145.541.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66 - Ministère des Télécommunications, des TIC, des	176.665.000	0	-176.665.000	0	0	0	0	0	0	17.695.459	17.695.459*****		17.695.459	17.695.459	0
Dépenses de fonctionnement	171.665.000	0	-171.665.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	5.000.000	0	-5.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17.695.459	17.695.459*****		17.695.459	17.695.459	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8=9/5)*100	(10)	(11)	(12=(11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
68 -	0	0	0	0	0	0	0	0	75 - Ministère de	8.845.650	18.845.650	*****	18.845.650	18.845.650	0
Investissements executés par l'état	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18.845.650	18.845.650	*****	18.845.650	18.845.650	0
69 -	120.408.000	0	-120.408.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	120.408.000	0	-120.408.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70 -	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115.748.459	115.748.459	*****	115.748.459	115.748.459	0
Investissements executés par l'état	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115.748.459	115.748.459	*****	115.748.459	115.748.459	0
71 -	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114.705.473	114.705.473	*****	114.705.473	114.705.473	0
Investissements executés par l'état	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114.705.473	114.705.473	*****	114.705.473	114.705.473	0
72 -	7.470.134.000	-6.576.961.409	1.302.624.258	1.603.799.750	3.799.596.599	3.061.392.288	738.204.311	2.976.557.868	78	3.135.099.893	3.135.099.893	83	3.121.555.469	3.103.480.554	18.074.915
Dépenses de fonctionnement	304.234.000	-86.926.000	0	0	217.308.000	230.338.189	-13.030.189	210.338.189	80	158.517.586	158.517.586	73	144.973.162	126.898.247	18.074.915
Transferts courants	55.000.000	0	0	0	55.000.000	55.000.000	0	55.000.000	100	55.000.000	55.000.000	100	55.000.000	55.000.000	0
Investissements executés par l'état	7.110.900.000	-6.490.035.409	712.624.258	1.603.799.750	2.937.288.599	2.370.854.099	566.434.500	2.306.019.679	79	2.516.382.307	2.516.382.307	86	2.516.382.307	2.516.382.307	0
Transfert en capital	0	0	590.000.000	0	590.000.000	405.200.000	184.800.000	405.200.000	69	405.200.000	405.200.000	69	405.200.000	405.200.000	0
73 -	148.400.000	0	-148.400.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	148.400.000	0	-148.400.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74 -	148.800.000	0	-148.800.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	148.800.000	0	-148.800.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64.344.411.780	1.629.071.706	10.524.703.710	0	76.498.187.196	76.384.068.321	114.118.875	76.254.556.839	100	74.437.311.218	74.560.721.628	97	74.341.677.587	73.929.182.385	412.495.202
Dépenses de fonctionnement	1.970.719.780	0	441.659.710	0	2.412.379.490	2.346.507.693	65.871.797	2.216.996.211	57	1.373.509.401	1.496.919.811	62	1.277.875.770	865.380.568	412.495.202
Transferts courants	59.406.692.000	2.893.530.000	10.083.044.000	0	72.383.266.000	72.379.452.600	3.813.400	72.379.452.600	100	72.379.452.600	72.379.452.600	100	72.379.452.600	72.379.452.600	0
Investissements executés par l'état	2.967.000.000	-1.264.458.294	0	0	1.702.541.706	1.658.108.028	44.433.678	1.658.108.028	97	684.349.217	684.349.217	40	684.349.217	684.349.217	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2008

MOIS :

12-2008

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8= (9/5)* 100	(10)	(11)	(12= (11/5)*1 00	(13)	(14)	(14=12-15)
Totaux (1)	957.085.000.000	-66.093.006.852	24.501.312.720	89.295.810.350	1.004.789.116.218	921.590.402.781	83.198.713.437	921.598.656.919	92	846.861.631.417	874.706.925.677	87	863.265.147.205	836.467.923.072	26.797.224.133

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION DE LA GESTION 2009 au 30 juin 2009



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
21 - Présidence de la République	49.601.129.000	0	18.200.000.000	758.210.494	68.559.339.494	50.333.749.046	18.225.590.448	45.622.709.403	67	42.222.810.775	40.558.865.775	59	40.504.615.088	38.547.988.468	1.956.626.620
Dépenses de fonctionnement	9.235.171.000	0	7.000.000.000	0	16.235.171.000	13.675.720.035	2.559.450.965	9.047.680.392	56	6.369.929.390	6.369.929.390	39	6.315.880.103	5.403.223.383	912.656.720
Transferts courants	13.075.958.000	0	2.500.000.000	0	15.575.958.000	12.549.479.000	3.026.479.000	12.496.479.000	80	12.496.479.000	12.496.479.000	80	12.496.479.000	11.811.239.500	685.239.500
Investissements exécutés par l'état	405.000.000	0	700.000.000	8.815.494	1.113.815.494	826.118.266	287.697.228	796.118.266	71	73.970.640	60.025.640	5	59.849.240	51.118.840	8.730.400
Transfert en capital	26.675.000.000	0	8.000.000.000	749.395.000	35.424.395.000	23.252.000.000	12.172.395.000	23.252.000.000	66	23.252.000.000	21.602.000.000	61	21.602.000.000	21.252.000.000	350.000.000
Comptes Spéciaux du Trésor	210.000.000	0	0	0	210.000.000	30.431.745	179.568.255	30.431.745	14	30.431.745	30.431.745	14	30.406.745	30.406.745	0
22 - Assemblée Nationale	8.125.550.000	0	0	500.000.000	8.625.550.000	2.602.000.000	6.023.550.000	2.289.000.000	27	2.289.000.000	2.289.000.000	27	2.289.000.000	2.289.000.000	0
Dépenses de fonctionnement	7.528.750.000	0	0	0	7.528.750.000	2.578.000.000	4.950.750.000	2.265.000.000	30	2.265.000.000	2.265.000.000	30	2.265.000.000	2.265.000.000	0
Transferts courants	96.800.000	0	0	0	96.800.000	24.000.000	72.800.000	24.000.000	25	24.000.000	24.000.000	25	24.000.000	24.000.000	0
Transfert en capital	500.000.000	0	0	500.000.000	1.000.000.000	0	1.000.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	1.400.000.000	0	1.497.000.000	0	2.897.000.000	2.547.000.000	350.000.000	2.547.000.000	88	2.547.000.000	2.547.000.000	88	2.547.000.000	2.547.000.000	0
Transferts courants	1.400.000.000	0	1.497.000.000	0	2.897.000.000	2.547.000.000	350.000.000	2.547.000.000	88	2.547.000.000	2.547.000.000	88	2.547.000.000	2.547.000.000	0
25 - Conseil Constitutionnel	73.761.000	0	0	0	73.761.000	29.380.500	44.380.500	29.380.500	40	29.380.500	29.380.500	40	29.380.500	29.380.500	0
Dépenses de fonctionnement	73.761.000	0	0	0	73.761.000	29.380.500	44.380.500	29.380.500	40	29.380.500	29.380.500	40	29.380.500	29.380.500	0
27 - Cour Suprême	226.248.000	0	0	0	226.248.000	8.700.000	217.548.000	8.700.000	4	8.700.000	8.700.000	4	8.700.000	8.700.000	0
Dépenses de fonctionnement	224.148.000	0	0	0	224.148.000	8.700.000	215.448.000	8.700.000	4	8.700.000	8.700.000	4	8.700.000	8.700.000	0
Transferts courants	2.100.000	0	0	0	2.100.000	0	2.100.000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	2.439.250.000	0	0	0	2.439.250.000	105.827.314	2.333.422.686	86.350.214	4	5.815.599	5.815.599	0	5.815.599	0	5.815.599
Dépenses de fonctionnement	314.250.000	0	0	0	314.250.000	95.827.314	218.422.686	86.350.214	27	5.815.599	5.815.599	2	5.815.599	0	5.815.599
Investissements exécutés par l'état	2.125.000.000	0	0	0	2.125.000.000	10.000.000	2.115.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0



Exposé des motifs par article

GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
29 - SENAT	4.745.805.000	0	0	0	4.745.805.000	750.000.000	3.995.805.000	33 - Ministère de l'Intérieur, des		750.000.000	750.000.000	16	750.000.000	550.000.000	200.000.000
Dépenses de fonctionnement	2.445.805.000	0	0	0	2.445.805.000	750.000.000	1.695.805.000	750.000.000	31	750.000.000	750.000.000	31	750.000.000	550.000.000	200.000.000
Transfert en capital	2.300.000.000	0	0	0	2.300.000.000	0	2.300.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	15.804.338.000	0	2.000.000.000	671.000.000	18.475.338.000	9.301.729.499	9.173.608.501	8.296.007.589	45	7.242.946.456	7.235.946.602	39	6.994.766.252	5.452.230.722	1.542.535.530
Dépenses de fonctionnement	3.985.359.000	0	0	0	3.985.359.000	1.659.475.155	2.325.883.845	1.012.438.755	25	696.660.227	689.660.373	17	678.399.343	628.930.722	49.468.621
Transferts courants	4.334.979.000	0	0	0	4.334.979.000	1.755.300.000	2.579.679.000	1.435.300.000	33	1.435.300.000	1.435.300.000	33	1.385.300.000	948.300.000	437.000.000
Investissements executés par l'état	2.225.000.000	0	0	85.000.000	2.310.000.000	1.190.954.344	1.119.045.656	1.152.268.834	50	414.986.229	414.986.229	18	235.066.909	0	235.066.909
Transfert en capital	5.259.000.000	0	2.000.000.000	586.000.000	7.845.000.000	4.696.000.000	3.149.000.000	4.696.000.000	60	4.696.000.000	4.696.000.000	60	4.696.000.000	3.875.000.000	821.000.000
31 - Ministère des Affaires Etrangères	29.142.949.558	0	266.873.271	2.368.123.621	31.777.946.450	4.673.940.149	27.104.006.301	4.377.940.149	14	4.116.859.090	4.091.325.476	13	4.086.354.136	1.675.874.602	2.410.479.534
Dépenses de fonctionnement	13.718.313.558	0	266.873.271	0	13.985.186.829	1.007.927.932	12.977.258.897	796.927.932	6	557.141.153	531.607.539	4	526.636.199	462.632.281	64.003.918
Transferts courants	4.958.636.000	0	0	0	4.958.636.000	3.377.670.595	1.580.965.405	3.377.670.595	68	3.377.670.595	3.377.670.595	68	3.377.670.595	1.141.194.889	2.236.475.706
Investissements executés par l'état	10.231.000.000	0	0	2.368.123.621	12.599.123.621	53.341.622	12.545.781.999	53.341.622	0	32.047.342	32.047.342	0	32.047.342	22.047.432	9.999.910
Transfert en capital	235.000.000	0	0	0	235.000.000	235.000.000	0	150.000.000	64	150.000.000	150.000.000	64	150.000.000	50.000.000	100.000.000
32 - Ministère des Forces Armées	40.327.205.000	0	-977.000.000	866.619.500	40.216.824.500	19.024.317.662	21.192.506.838	16.605.794.362	41	15.192.798.238	15.172.845.225	38	14.985.356.813	13.195.216.907	1.790.139.906
Dépenses de fonctionnement	20.760.926.000	0	0	0	20.760.926.000	10.588.162.460	10.172.763.540	8.190.304.160	36	6.807.258.156	6.787.305.143	33	6.599.816.731	5.855.335.025	744.481.706
Transferts courants	2.307.279.000	0	0	0	2.307.279.000	1.299.634.600	1.007.644.400	1.278.969.600	55	1.278.969.600	1.278.969.600	55	1.278.969.600	1.233.311.400	45.658.200
Investissements executés par l'état	16.202.000.000	0	-977.000.000	866.619.500	16.091.619.500	6.429.520.602	9.662.098.898	6.429.520.602	40	6.399.570.482	6.399.570.482	40	6.399.570.482	5.399.570.482	1.000.000.000
Transfert en capital	907.000.000	0	0	0	907.000.000	707.000.000	200.000.000	707.000.000	78	707.000.000	707.000.000	78	707.000.000	707.000.000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	150.000.000	0	0	0	150.000.000	0	150.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
	54.626.387.800	0	175.000.000	1.947.617.836	56.749.005.636	34.718.040.413	22.030.965.223	25.523.371.176	45	23.816.851.218	23.231.692.211	41	22.158.955.704	20.578.628.102	1.580.327.602
Dépenses de fonctionnement	11.999.081.800	0	0	0	11.999.081.800	7.203.501.661	4.795.580.139	6.607.522.744	50	5.030.347.686	4.985.188.679	42	4.412.452.172	3.462.076.926	950.375.246



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Transferts courants	17.326.676.000	0	0	0	17.326.676.000	16.104.892.000	1.221.784.000	16.104.892.000	93	16.104.892.000	16.104.892.000	93	16.104.892.000	15.484.892.000	620.000.000
Investissements executés par l'état	7.879.630.000	0	175.000.000	1.428.571.376	9.483.201.376	2.336.646.752	7.146.554.624	2.270.956.432	24	2.141.611.532	2.141.611.532	23	1.641.611.532	1.631.659.176	9.952.356
Transfert en capital	17.121.000.000	0	0	519.046.460	17.640.046.460	9.073.000.000	8.567.046.460	540.000.000	3	540.000.000	0	0	0	0	0
Comptes Spéciaux du Trésor	300.000.000	0	0	0	300.000.000	0	300.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	11.669.509.000	0	450.000.000	0	12.119.509.000	2.510.517.218	9.608.991.782	2.144.365.188	18	959.185.974	955.483.883	8	698.784.087	267.215.170	431.568.917
Dépenses de fonctionnement	6.372.809.000	0	450.000.000	0	6.822.809.000	2.382.472.418	4.440.336.582	2.017.832.388	30	927.544.974	923.842.883	14	667.143.087	235.574.170	431.568.917
Transferts courants	885.700.000	0	0	0	885.700.000	33.153.000	852.547.000	31.641.000	4	31.641.000	31.641.000	4	31.641.000	31.641.000	0
Investissements executés par l'état	4.411.000.000	0	0	0	4.411.000.000	94.891.800	4.316.108.200	94.891.800	2	0	0	0	0	0	0
	2.686.859.000	0	60.000.000	29.348.243	2.776.207.243	1.571.621.549	1.204.585.694	509.356.959	18	454.658.214	441.150.498	16	438.220.376	127.531.019	310.689.357
Dépenses de fonctionnement	424.230.000	0	60.000.000	0	484.230.000	124.851.764	359.378.236	95.561.764	20	54.612.314	41.104.598	8	38.319.673	27.647.429	10.672.244
Transferts courants	1.218.629.000	0	0	0	1.218.629.000	1.078.628.039	140.000.961	50.000.000	4	50.000.000	50.000.000	4	50.000.000	0	50.000.000
Investissements executés par l'état	809.000.000	0	0	29.348.243	838.348.243	133.141.746	705.206.497	128.795.195	15	115.045.900	115.045.900	14	114.900.703	99.883.590	15.017.113
Transfert en capital	235.000.000	0	0	0	235.000.000	235.000.000	0	235.000.000	100	235.000.000	235.000.000	100	235.000.000	0	235.000.000
35 - Ministère de la Fonction Publique de l'Emploi et des	639.330.000	0	0	0	639.330.000	36.074.819	603.255.181	36.074.819	6	24.420.000	24.420.000	4	20.113.000	20.113.000	0
Dépenses de fonctionnement	64.330.000	0	0	0	64.330.000	4.307.000	60.023.000	4.307.000	7	4.307.000	4.307.000	7	0	0	0
Investissements executés par l'état	249.000.000	0	0	0	249.000.000	31.767.819	217.232.181	31.767.819	13	20.113.000	20.113.000	8	20.113.000	20.113.000	0
Transfert en capital	326.000.000	0	0	0	326.000.000	0	326.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	667.814.000	0	0	0	667.814.000	313.758.040	354.055.960	289.701.542	43	224.029.446	223.492.074	33	209.520.081	199.628.317	9.891.764
Dépenses de fonctionnement	206.340.000	0	0	0	206.340.000	76.854.580	129.485.420	52.798.082	26	40.129.446	39.592.074	19	39.520.081	29.628.317	9.891.764
Transferts courants	61.474.000	0	0	0	61.474.000	20.000.000	41.474.000	20.000.000	33	20.000.000	20.000.000	33	20.000.000	20.000.000	0



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8=(9/5)*100)	(10)	(11)	(12=(11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements executés par l'état	150.000.000	0	0	0	150.000.000	66.903.460	83.096.540	66.903.460	45	13.900.000	13.900.000	9	0	0	0
Transfert en capital	250.000.000	0	0	0	250.000.000	150.000.000	100.000.000	150.000.000	60	150.000.000	150.000.000	60	150.000.000	150.000.000	0
	10.864.024.000	0	-3.500.000.000	1.873.587	7.365.897.587	3.489.953.123	3.875.944.464	3.420.534.959	46	482.985.392	444.574.279	6	411.572.653	341.876.155	69.696.498
Dépenses de fonctionnement	750.424.000	0	0	0	750.424.000	244.271.176	506.152.824	186.852.819	25	69.315.716	65.323.503	9	52.319.877	10.885.028	41.434.849
Transferts courants	71.600.000	0	0	0	71.600.000	5.988.500	65.611.500	5.988.500	8	5.988.500	5.988.500	8	5.988.500	5.988.500	0
Investissements executés par l'état	5.420.000.000	0	-500.000.000	1.873.587	4.921.873.587	3.062.155.635	1.859.717.952	3.050.155.828	62	230.143.364	195.724.464	4	175.726.464	155.070.064	20.656.400
Transfert en capital	3.722.000.000	0	-3.000.000.000	0	722.000.000	0	722.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes Spéciaux du Trésor	900.000.000	0	0	0	900.000.000	177.537.812	722.462.188	177.537.812	20	177.537.812	177.537.812	20	177.537.812	169.932.563	7.605.249
	73.436.205.000	0	-6.836.846.600	7.036.171	66.606.394.571	40.616.320.896	25.990.073.675	40.521.958.396	61	40.439.172.262	40.426.836.363	61	40.411.123.308	40.251.855.471	159.267.837
Dépenses de fonctionnement	641.205.000	0	0	0	641.205.000	228.139.387	413.065.613	163.776.887	26	121.982.419	118.646.852	19	103.332.517	56.564.680	46.767.837
Transferts courants	200.000.000	0	83.153.400	0	283.153.400	283.153.400	0	283.153.400	100	283.153.400	283.153.400	100	283.153.400	220.653.400	62.500.000
Investissements executés par l'état	271.000.000	0	0	7.036.171	278.036.171	101.028.109	177.008.062	71.028.109	26	30.036.443	21.036.111	8	20.637.391	20.637.391	0
Transfert en capital	72.324.000.000	0	-6.920.000.000	0	65.404.000.000	40.004.000.000	25.400.000.000	40.004.000.000	61	40.004.000.000	40.004.000.000	61	40.004.000.000	39.954.000.000	50.000.000
40 - Ministère de l'Economie Maritime de la Pêche et des	48.078.156.000	0	27.500.000.000	1.385.751.578	76.963.907.578	46.123.668.540	30.840.239.038	45.959.821.015	60	45.448.037.622	45.447.009.622	59	45.163.221.026	38.529.593.135	6.633.627.891
Dépenses de fonctionnement	1.471.839.000	0	0	0	1.471.839.000	559.123.305	912.715.695	432.275.780	29	265.914.900	264.886.900	18	222.397.297	102.974.636	119.422.661
Transferts courants	5.121.317.000	0	0	0	5.121.317.000	2.565.975.000	2.555.342.000	2.565.975.000	50	2.565.975.000	2.565.975.000	50	2.330.975.000	2.210.975.000	120.000.000
Investissements executés par l'état	5.120.000.000	0	443.800.000	416.123.023	5.979.923.023	573.182.992	5.406.740.031	536.182.992	9	190.760.479	190.760.479	3	184.461.486	176.822.181	7.639.305
Transfert en capital	36.365.000.000	0	27.056.200.000	969.628.555	64.390.828.555	42.425.387.243	21.965.441.312	42.425.387.243	66	42.425.387.243	42.425.387.243	66	42.425.387.243	36.038.821.318	6.386.565.925
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	119.230.649.280	0	-14.969.574.400	5.537.135.485	109.798.210.365	39.012.366.392	70.785.843.973	38.225.788.904	35	36.575.950.106	36.114.673.221	33	30.748.891.032	28.698.988.267	2.049.902.765
Dépenses de fonctionnement	7.141.299.280	0	251.425.600	0	7.392.724.880	2.075.691.195	5.317.033.685	1.782.583.966	24	816.687.886	788.657.124	11	678.251.350	563.177.085	115.074.265



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	3.240.480.000	0	0	0	3.240.480.000	1.682.740.000	1.557.740.000	1.682.740.000	52	1.682.740.000	1.682.740.000	52	1.682.740.000	367.500.000	1.315.240.000
Investissements executés par l'état	29.482.970.000	0	-5.221.000.000	4.155.903.698	28.417.873.698	3.687.541.047	24.730.332.651	3.434.070.788	12	2.750.128.070	2.703.263.315	10	2.681.886.900	2.652.748.400	29.138.500
Transfert en capital	22.765.900.000	0	-10.000.000.000	1.381.231.787	14.147.131.787	1.625.450.000	12.521.681.787	1.385.450.000	10	1.385.450.000	1.285.450.000	9	1.285.450.000	695.000.000	590.450.000
Comptes Spéciaux du Trésor	56.600.000.000	0	0	0	56.600.000.000	29.940.944.150	26.659.055.850	29.940.944.150	53	29.940.944.150	29.654.562.782	52	24.420.562.782	24.420.562.782	0
	6.988.449.000	0	-100.000.000	25.992.931	6.914.441.931	3.957.469.664	2.956.972.267	46 - Ministère de l'Urbanisme, de		3.769.277.920	3.769.277.920	55	3.764.023.963	3.371.463.915	392.560.048
Dépenses de fonctionnement	307.312.000	0	0	0	307.312.000	36.952.597	270.359.403	30.600.997	10	12.608.334	12.608.334	4	9.726.654	885.000	8.841.654
Transferts courants	1.532.137.000	0	0	0	1.532.137.000	758.318.500	773.818.500	758.318.500	49	758.318.500	758.318.500	49	758.318.500	487.482.000	270.836.500
Investissements executés par l'état	1.582.000.000	0	-450.000.000	25.992.931	1.157.992.931	394.698.567	763.294.364	358.460.887	31	230.851.086	230.851.086	20	228.478.809	203.096.915	25.381.894
Transfert en capital	3.567.000.000	0	350.000.000	0	3.917.000.000	2.767.500.000	1.149.500.000	2.767.500.000	71	2.767.500.000	2.767.500.000	71	2.767.500.000	2.680.000.000	87.500.000
44 - Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation	3.779.430.000	0	0	0	3.779.430.000	345.162.053	3.434.267.947	102.346.972	3	97.027.878	97.027.878	3	89.388.073	78.805.918	10.582.155
Dépenses de fonctionnement	424.810.000	0	0	0	424.810.000	141.507.053	283.302.947	52.021.972	12	46.702.878	46.702.878	11	39.063.073	28.480.918	10.582.155
Transferts courants	814.620.000	0	0	0	814.620.000	203.655.000	610.965.000	50.325.000	6	50.325.000	50.325.000	6	50.325.000	50.325.000	0
Investissements executés par l'état	200.000.000	0	0	0	200.000.000	0	200.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	2.340.000.000	0	0	0	2.340.000.000	0	2.340.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
	45.341.179.000	0	-9.204.000.000	2.861.857.555	38.999.036.555	18.234.947.621	20.764.088.934	9.638.631.327	25	7.984.785.732	7.627.459.152	20	7.599.968.669	2.333.649.074	5.266.319.595
Dépenses de fonctionnement	1.516.179.000	0	0	0	1.516.179.000	445.761.952	1.070.417.048	307.577.817	20	214.276.510	207.889.930	14	192.906.419	162.029.399	30.877.020
Transferts courants	355.000.000	0	0	0	355.000.000	150.000.000	205.000.000	150.000.000	42	150.000.000	150.000.000	42	150.000.000	150.000.000	0
Investissements executés par l'état	9.443.000.000	0	-954.000.000	2.851.857.555	11.340.857.555	2.012.185.669	9.328.671.886	1.786.053.510	16	225.509.222	224.569.222	2	212.062.250	83.619.675	128.442.575
Transfert en capital	34.027.000.000	0	-8.250.000.000	10.000.000	25.787.000.000	15.627.000.000	10.160.000.000	7.395.000.000	29	7.395.000.000	7.045.000.000	27	7.045.000.000	1.938.000.000	5.107.000.000



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
47 - Ministère de l'Energie	12.256.801.000	0	-1.000.000.000	8.212.145	11.265.013.145	9.868.542.870	1.396.470.275	3.749.188.771	33	3.684.205.851	3.353.844.950	30	3.353.844.950	2.799.387.873	554.457.077
Dépenses de fonctionnement	205.801.000	0	0	0	205.801.000	7.096.523	198.704.477	5.881.523	3	5.343.123	5.343.123	3	5.343.123	2.941.823	2.401.300
Transferts courants	20.000.000	0	0	0	20.000.000	20.000.000	0	20.000.000	100	20.000.000	20.000.000	100	20.000.000	0	20.000.000
Investissements executés par l'état	3.700.000.000	0	0	8.212.145	3.708.212.145	2.953.446.347	754.765.798	2.953.307.248	80	2.888.862.728	2.808.501.827	76	2.808.501.827	2.796.446.050	12.055.777
Transfert en capital	8.331.000.000	0	-1.000.000.000	0	7.331.000.000	6.888.000.000	443.000.000	770.000.000	11	770.000.000	520.000.000	7	520.000.000	0	520.000.000
	1.634.690.760	0	0	28.373.487	1.663.064.247	520.020.853	1.143.043.394	449.915.200	27	406.690.764	403.692.473	24	392.440.681	371.149.936	21.290.745
Dépenses de fonctionnement	173.914.760	0	0	0	173.914.760	54.032.569	119.882.191	33.926.916	20	29.585.067	29.585.067	17	24.414.675	10.203.930	14.210.745
Transferts courants	547.776.000	0	0	0	547.776.000	284.005.000	263.771.000	284.005.000	52	284.005.000	284.005.000	52	284.005.000	284.005.000	0
Investissements executés par l'état	513.000.000	0	0	28.373.487	541.373.487	131.983.284	409.390.203	131.983.284	24	93.100.697	90.102.406	17	84.021.006	76.941.006	7.080.000
Transfert en capital	400.000.000	0	0	0	400.000.000	50.000.000	350.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
	90.369.907.412	0	0	2.804.911.932	93.174.819.344	42.108.861.925	51.065.957.419	40.658.204.391	44	5.000.184.708	22.658.997.443	24	18.904.984.442	3.646.041.476	15.258.942.966
Dépenses de fonctionnement	60.164.622.412	0	0	0	60.164.622.412	41.730.921.842	18.433.700.570	40.280.376.308	8	4.697.813.725	22.356.626.460	37	18.602.653.459	3.353.917.493	15.248.735.966
Transferts courants	2.027.285.000	0	0	0	2.027.285.000	161.750.000	1.865.535.000	161.750.000	8	161.750.000	161.750.000	8	161.750.000	161.750.000	0
Investissements executés par l'état	24.128.000.000	0	0	2.804.911.932	26.932.911.932	216.190.083	26.716.721.849	216.078.083	1	140.620.983	140.620.983	1	140.580.983	130.373.983	10.207.000
Transfert en capital	4.050.000.000	0	0	0	4.050.000.000	0	4.050.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
49 - Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le	1.942.152.000	0	0	0	1.942.152.000	870.457.121	1.071.694.879	870.457.121	45	815.385.094	814.311.294	42	814.311.294	562.561.996	251.749.298
Dépenses de fonctionnement	186.097.000	0	0	0	186.097.000	46.413.513	139.683.487	46.413.513	25	42.228.734	41.154.934	22	41.154.934	17.405.636	23.749.298
Transferts courants	1.385.055.000	0	0	0	1.385.055.000	758.168.000	626.887.000	758.168.000	55	758.168.000	758.168.000	55	758.168.000	530.168.000	228.000.000
Investissements executés par l'état	371.000.000	0	0	0	371.000.000	65.875.608	305.124.392	65.875.608	18	14.988.360	14.988.360	4	14.988.360	14.988.360	0
52 -	359.166.000	0	0	0	359.166.000	236.604.006	122.561.994	45.304.920	13	38.066.800	38.066.800	11	23.071.950	179.950	22.892.000
Dépenses de fonctionnement	359.166.000	0	0	0	359.166.000	236.604.006	122.561.994	45.304.920	13	38.066.800	38.066.800	11	23.071.950	179.950	22.892.000



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
53 - Ministère de la Culture, de la Francophonie	15.472.463.000	0	-200.000.000	0	15.272.463.000	12.735.290.289	2.537.172.711	56 - Ministère de l'Environnement,	0	4.481.915.212	4.194.338.684	27	4.180.578.713	2.537.337.562	1.643.241.151
Dépenses de fonctionnement	511.453.000	0	0	0	511.453.000	123.921.923	387.531.077	97.229.432	19	62.624.196	55.047.668	11	41.287.697	26.822.896	14.464.801
Transferts courants	2.912.010.000	0	0	0	2.912.010.000	2.076.634.666	835.375.334	1.909.434.666	66	1.909.434.666	1.909.434.666	66	1.909.434.666	1.305.535.666	603.899.000
Investissements executés par l'état	1.589.000.000	0	-200.000.000	0	1.389.000.000	74.733.700	1.314.266.300	49.856.350	4	49.856.350	49.856.350	4	49.856.350	24.979.000	24.877.350
Transfert en capital	10.460.000.000	0	0	0	10.460.000.000	10.460.000.000	0	2.460.000.000	24	2.460.000.000	2.180.000.000	21	2.180.000.000	1.180.000.000	1.000.000.000
54 - Ministère Santé, de la Prévention et de l'hygiene publique	53.130.658.000	0	0	2.987.686	53.133.645.686	16.918.206.228	36.215.439.458	16.264.053.539	31	14.624.561.303	14.603.177.317	27	14.375.550.375	13.672.110.825	703.439.550
Dépenses de fonctionnement	13.830.727.000	0	0	0	13.830.727.000	4.543.322.155	9.287.404.845	3.891.169.356	28	2.348.027.752	2.326.643.766	17	2.099.520.184	1.553.897.562	545.622.622
Transferts courants	25.115.431.000	0	0	0	25.115.431.000	11.567.088.124	13.548.342.876	11.567.088.124	46	11.567.088.124	11.567.088.124	46	11.567.088.124	11.447.088.124	120.000.000
Investissements executés par l'état	9.442.500.000	0	0	2.987.686	9.445.487.686	577.795.949	8.867.691.737	575.796.059	6	479.445.427	479.445.427	5	478.942.067	441.125.139	37.816.928
Transfert en capital	4.742.000.000	0	0	0	4.742.000.000	230.000.000	4.512.000.000	230.000.000	5	230.000.000	230.000.000	5	230.000.000	230.000.000	0
55 - Ministère de la Jeunesse des sports et des loisirs	5.878.357.000	0	1.069.518.200	376.826.280	7.324.701.480	2.820.638.364	4.504.063.116	2.503.512.599	34	2.276.556.649	2.194.089.404	30	2.055.479.219	1.558.941.130	496.538.089
Dépenses de fonctionnement	2.780.242.000	0	0	0	2.780.242.000	969.912.225	1.810.329.775	762.579.575	27	568.567.689	486.100.444	17	347.490.259	220.952.170	126.538.089
Transferts courants	378.115.000	0	1.069.518.200	0	1.447.633.200	1.199.518.200	248.115.000	1.199.518.200	83	1.199.518.200	1.199.518.200	83	1.199.518.200	1.154.518.200	45.000.000
Investissements executés par l'état	1.920.000.000	0	0	376.826.280	2.296.826.280	151.207.939	2.145.618.341	41.414.824	2	8.470.760	8.470.760	0	8.470.760	8.470.760	0
Transfert en capital	800.000.000	0	0	0	800.000.000	500.000.000	300.000.000	500.000.000	63	500.000.000	500.000.000	63	500.000.000	175.000.000	325.000.000
	11.099.788.926	0	150.000.000	48.607.702	11.298.396.628	3.933.887.804	7.364.508.824	3.180.294.209	28	2.420.580.915	2.366.219.316	21	2.189.451.525	1.964.071.299	225.380.226
Dépenses de fonctionnement	4.148.168.926	0	150.000.000	0	4.298.168.926	1.915.932.379	2.382.236.547	1.374.844.164	32	777.083.116	722.721.517	17	548.645.094	348.623.271	200.021.823
Transferts courants	361.620.000	0	0	0	361.620.000	127.620.000	234.000.000	114.000.000	28	100.000.000	100.000.000	28	100.000.000	100.000.000	0
Investissements executés par l'état	5.235.000.000	0	-1.186.000.000	48.607.702	4.097.607.702	775.835.425	3.321.772.277	676.950.045	17	528.997.799	528.997.799	13	526.306.431	500.948.028	25.358.403
Transfert en capital	1.355.000.000	0	1.186.000.000	0	2.541.000.000	1.114.500.000	1.426.500.000	1.014.500.000	40	1.014.500.000	1.014.500.000	40	1.014.500.000	1.014.500.000	0



ESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
	9.890.732.000	0	0	0	9.890.732.000	4.112.206.347	5.778.525.653	3.715.300.133	38	3.591.585.094	2.606.317.348	26	2.547.453.596	2.482.061.608	65.391.988
Dépenses de fonctionnement	1.511.863.000	0	0	0	1.511.863.000	375.956.383	1.135.906.617	299.491.169	20	209.665.100	206.397.354	14	147.533.602	91.614.529	55.919.073
Transferts courants	1.591.869.000	0	0	0	1.591.869.000	389.622.000	1.202.247.000	80.126.000	5	80.126.000	80.126.000	5	80.126.000	80.126.000	0
Investissements executés par l'état	3.795.000.000	0	-1.000.000.000	0	2.795.000.000	1.214.627.964	1.580.372.036	1.203.682.964	43	1.169.793.994	1.169.793.994	42	1.169.793.994	1.160.321.079	9.472.915
Transfert en capital	2.992.000.000	0	1.000.000.000	0	3.992.000.000	2.132.000.000	1.860.000.000	2.132.000.000	53	2.132.000.000	1.150.000.000	29	1.150.000.000	1.150.000.000	0
	14.418.203.500	0	0	346.325.694	14.764.529.194	3.616.577.776	11.147.951.418	3.283.776.881	22	1.312.089.069	1.736.281.217	12	1.461.747.901	1.076.591.070	385.156.831
Dépenses de fonctionnement	4.370.819.500	0	0	0	4.370.819.500	1.865.351.871	2.505.467.629	1.681.342.877	17	591.793.615	1.015.985.763	23	766.450.747	406.274.280	360.176.467
Transferts courants	880.384.000	0	0	0	880.384.000	267.334.500	613.049.500	256.695.500	29	256.695.500	256.695.500	29	256.695.500	256.695.500	0
Investissements executés par l'état	8.837.000.000	0	0	346.325.694	9.183.325.694	1.153.891.405	8.029.434.289	1.015.738.504	11	133.599.954	133.599.954	1	108.601.654	83.621.290	24.980.364
Transfert en capital	330.000.000	0	0	0	330.000.000	330.000.000	0	330.000.000	100	330.000.000	330.000.000	100	330.000.000	330.000.000	0
58 - Ministère de la Famille, de la solidarité nationale, de	196.095.974.764	0	-13.327.970.471	0	182.768.004.293	91.337.327.857	91.430.676.436	88.082.796.866	48	85.092.123.269	85.195.792.115	47	84.963.163.665	79.711.566.892	5.251.596.773
Dépenses de fonctionnement	88.109.858.764	0	-12.175.298.871	0	75.934.559.893	29.383.150.015	46.551.409.878	26.128.619.024	34	23.137.945.427	23.241.614.273	31	23.008.985.823	20.531.224.615	2.477.761.208
Transferts courants	107.986.116.000	0	-1.152.671.600	0	106.833.444.400	61.954.177.842	44.879.266.558	61.954.177.842	58	61.954.177.842	61.954.177.842	58	61.954.177.842	59.180.342.277	2.773.835.565
62 - Min Elevage	6.795.347.000	0	0	472.000.000	7.267.347.000	3.407.603.626	3.859.743.374	3.340.730.276	46	1.604.558.601	1.163.193.660	16	1.057.190.780	108.267.566	948.923.214
Dépenses de fonctionnement	767.205.000	0	0	0	767.205.000	399.371.197	367.833.803	357.432.197	47	172.367.022	154.993.889	20	121.053.290	6.896.850	114.156.440
Transferts courants	29.142.000	0	0	0	29.142.000	14.571.000	14.571.000	14.571.000	0	0	9.700.000	33	0	0	0
Investissements executés par l'état	4.934.000.000	0	0	472.000.000	5.406.000.000	1.928.661.429	3.477.338.571	1.903.727.079	35	367.191.579	283.499.771	5	221.137.490	101.370.716	119.766.774
Transfert en capital	1.065.000.000	0	0	0	1.065.000.000	1.065.000.000	0	1.065.000.000	100	1.065.000.000	715.000.000	67	715.000.000	0	715.000.000
63 - Ministère de la communication et Porte Parole du Gouvernement	7.842.373.000	0	0	2.015.000.000	9.857.373.000	4.018.903.562	5.838.469.438	1.673.417.432	17	1.539.931.229	872.903.947	9	853.150.881	787.150.881	66.000.000
Dépenses de fonctionnement	1.121.003.000	0	0	0	1.121.003.000	976.081.562	144.921.438	935.525.432	83	802.039.229	735.011.947	66	715.258.881	654.328.881	60.930.000
Transferts courants	721.370.000	0	0	0	721.370.000	132.822.000	588.548.000	132.822.000	18	132.822.000	132.822.000	18	132.822.000	132.822.000	0



GESTION :

2009

MOIS :

06-2009

à la date du 30/06/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements executés par l'état	3.100.000.000	0	0	15.000.000	3.115.000.000	10.000.000	3.105.000.000	5.070.000	0	5.070.000	5.070.000	0	5.070.000	0	5.070.000
Transfert en capital	2.900.000.000	0	0	2.000.000.000	4.900.000.000	2.900.000.000	2.000.000.000	600.000.000	12	600.000.000	0	0	0	0	0
65 -	25.000.000	0	0	0	25.000.000	5.992.040	19.007.960	75 - Ministère de		5.992.040	5.992.040	24	5.992.040	5.992.040	0
Dépenses de fonctionnement	25.000.000	0	0	0	25.000.000	5.992.040	19.007.960	5.992.040	24	5.992.040	5.992.040	24	5.992.040	5.992.040	0
	2.350.836.000	0	0	0	2.350.836.000	1.773.890.704	576.945.296	1.758.091.944	75	1.738.727.217	1.738.727.217	74	1.730.788.361	1.703.887.041	26.901.320
Dépenses de fonctionnement	250.836.000	0	0	0	250.836.000	98.890.704	151.945.296	83.091.944	33	63.727.217	63.727.217	25	55.788.361	28.887.041	26.901.320
Investissements executés par l'état	50.000.000	0	0	0	50.000.000	0	50.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	2.050.000.000	0	0	0	2.050.000.000	1.675.000.000	375.000.000	1.675.000.000	82	1.675.000.000	1.675.000.000	82	1.675.000.000	1.675.000.000	0
66 - Ministère des Télécommunications, des TIC, des	67.789.000	0	0	0	67.789.000	9.773.859	58.015.141	9.773.859	14	3.480.882	3.480.882	5	3.480.882	0	3.480.882
Dépenses de fonctionnement	67.789.000	0	0	0	67.789.000	9.773.859	58.015.141	9.773.859	14	3.480.882	3.480.882	5	3.480.882	0	3.480.882
	76.385.233.000	0	-1.253.000.000	44.424.458	75.176.657.458	57.886.557.419	17.290.100.039	43.639.664.627	58	43.530.560.788	43.540.329.010	58	43.525.207.898	43.497.472.172	27.735.726
Dépenses de fonctionnement	948.791.000	0	0	0	948.791.000	310.020.915	638.770.085	243.984.875	23	134.881.036	144.649.258	15	129.548.306	101.812.580	27.735.726
Transferts courants	69.900.442.000	0	0	0	69.900.442.000	57.568.809.400	12.331.632.600	43.387.952.648	62	43.387.952.648	43.387.952.648	62	43.387.952.648	43.387.952.648	0
Investissements executés par l'état	5.536.000.000	0	-1.253.000.000	44.424.458	4.327.424.458	7.727.104	4.319.697.354	7.727.104	0	7.727.104	7.727.104	0	7.706.944	7.706.944	0
Totaux (1)	1.035.909.700.000	0	0	23.108.236.385	1.059.017.936.385	536.487.887.148	522.530.049.237	468.646.709.114	44	406.848.887.907	418.981.731.395	40	406.352.659.513	355.579.510.059	50.773.149.454



**III. COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET
DES CREDITS DE PAIEMENT , DES FINANCEMENTS ACQUIS
ET DES PREVISIONS DE TIRAGE OUVERTS DANS LES LOIS
DE FINANCES DE 2003 A 2010.**

**TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS****1- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources intérieures.**

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT		
	Montants	Ecart / gestion précédente	% Ecart / gestion précédente	Montants	Ecart / gestion précédente	% Ecart / gestion précédente
LFR 2003	917 292			211 800		
LF 2004	1 033 690	116 398	12,69%	202 250	-9 550	-4,51%
LFR 2004	1 071 045	37 355	3,61%	236 114	33 864	16,74%
LF 2005	1 333 626	262 581	24,52%	309 043	72 929	30,89%
LF 2006	1 673 223	339 597	25,46%	320 265	11 222	3,63%
LF 2007	2 214 143	540 920	32,33%	390 020	69 755	21,78%
LF 2008	2 674 323	460 180	20,78%	429 000	38 980	9,99%
LF 2009	2 958 063	283 740	16,96%	407 750	-21 250	-6,64%
LFR 2009	2 988 063	30 000	1,35%	437 750	30 000	7,69%
LF 2010	3 437 695	449 632	16,81%	439 500	1 750	0,41%

2- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (emprunt).

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecart / gestion précédente	% Ecart / gestion précédente	Montants	Ecart / gestion précédente	% Ecart / gestion précédente
LFR 2003	874 299			158 078		
LF 2004	871 131	-3 168	-0,36%	168 825	10 747	6,80%
LFR 2004	871 131	0	0,00%	168 825	0	0,00%
LF 2005	828 288	-42 843	-4,92%	155 556	-13 269	-7,86%
LF 2006	1 056 966	228 678	26,25%	191 895	36 339	21,52%
LF 2007	1 166 614	109 648	12,59%	170 249	-21 646	-12,82%
LF 2008	1 172 715	6 101	0,74%	166 004	-4 245	-2,73%
LF 2009	1 242 390	69 675	8,00%	130 844	-35 160	-20,83%
LFR 2009	1 253 390	11 000	1,33%	132 297	1 453	0,93%
LF 2010	1 525 121	271 731	25,71%	156 331	24 034	12,52%



3- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (subvention).

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LFR 2003	462 179			91 135		
LF 2004	560 429	98 250	21,26%	90 325	-810	-0,89%
LFR 2004	560 429	0	0,00%	90 325	0	0,00%
LF 2005	662 461	102 032	18,21%	111 363	21 038	23,29%
LF 2006	472 268	-190 193	-33,94%	101 077	-10 286	-11,39%
LF 2007	569 088	96 820	17,28%	91 363	-9 714	-10,75%
LF 2008	558 843	-10 245	-1,55%	109 059	17 696	15,89%
LF 2009	721 706	162 863	29,06%	116 156	7 097	7,86%
LFR 2009	723 706	2 000	0,30%	127 703	11 547	10,37%
LF 2010	989 036	265 330	56,18%	16 969	-110 734	-109,55%

4- Récapitulation générale.

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATION DE PROGRAMME ET FINANCEMENTS ACQUIS (AP+FA)			CREDITS DE PAIEMENT ET PREVISIONS DE TIRAGE (CP+PT)		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LFR 2003	2 253 770			461 013		
LF 2004	2 462 250	208 480	9,25%	461 400	387	0,08%
LFR 2004	2 502 605	40 355	1,64%	495 264	33 864	7,34%
LF 2005	2 824 375	321 770	13,07%	575 962	80 698	17,49%
LF 2006	3 202 457	378 082	15,11%	613 237	37 275	7,53%
LF 2007	3 949 846	747 389	29,86%	651 632	38 395	7,75%
LF 2008	4 405 881	456 035	16,15%	704 063	52 431	9,10%
LF 2009	4 922 159	516 278	20,63%	654 750	-49 313	-9,96%
LFR 2009	4 965 159	43 000	1,52%	697 750	43 000	7,47%
LF 2010	5 951 852	986 693	30,81%	712 800	15 050	2,45%



IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES



TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

En millions de francs

LIBELLES	LF 2008	LF 2009	LOI DE FINANCES 2010			ECART	
			SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LF09/LF10	Val. Relat. %
DEPENSES ORDINAIRES							
TITRE 1 dette publique	88 250	150 000	174 100	0	174 100	24 100	16,07%
TITRE 2 personnel	347 000	389 000	391 359	5 441	396 800	7 800	2,01%
TITRE 3 achat biens et services	244 631	269 141	252 972	36 228	289 200	20 059	7,45%
TITRE 4 Transfert	222 169	270 861	228 303	21 597	249 900	-20 961	-7,74%
TOTAL							
DEP. ORDINAIRES	902 050	1 079 002	1 046 734	63 266	1 110 000	30 998	2,87%
dont Titre 3,4 =	813 000	540 002	481 275	57 825	539 100	-902	-0,17%
TITRE 5 Investissements	704 063	697 750	712 800	0	712 800	15 050	2,16%
INTERIEURES	429 000	437 750	439 500	0	439 500	1 750	0,40%
EXTERIEUR	275 063	260 000	273 300	0	273 300	13 300	5,12%
TOTAL							
DEP ORD. + DEP CAP	1 606 113	1 776 752	1 759 534	63 266	1 822 800	46 048	2,59%
INVESTISSEMENTS							
Aut de Prog et Financem. Acquis	4 405 881	4 965 159	5 951 852	0	5 951 852	986 693	19,87%



V .- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR



TABLEAU V RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2009				LOI DE FINANCES 2010			
	RECETTES	DEPENSES			RECETTES	DEPENSES		
		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES
COMPTE D'AFFECT. SPECIALE dont:	44 410	42 410	2 000	44 410	53 410	42 410	11 000	53 410
- FONDS NATIONAL RETRAITE	43 000	41 000	2 000	43 000	52 000	41 000	11 000	52 000
- AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE	1 410	1 410	0	1 410	1 410	1 410	0	1 410
COMPTE DE COMMERCE	150	175	-25	150	150	175	-25	150
COMPTES DE PRETS	12 800	13 200	-400	12 800	11 300	13 200	-1 900	11 300
COMPTES D'AVANCES	800	1200	-400	800	800	1200	-400	800
TOTAL GENERAL	58 160	56 985	1 175	58 160	65 660	56 985	8 675	65 660



VI .- DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL



TABLEAU VI DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD

1- Total recettes et dons	1420,9		
1-1 Recettes ordinaires hors dons	1269,0		
recettes fiscales		1226,3	
impôts directs			336,8
impôts indirects			889,5
recettes non fiscales		42,7	
produits financiers			35,0
revenu du domaine et de l'entreprise			5,4
autres recettes non fiscales			2,3
1-2 Dons	151,9		
Dons budgétaires		44,8	
Pays Bas			14,6
Canada			12,0
EU			13,1
Allemagne			3,1
Autres			2,0
En Capital		107,1	
2- Dépenses totales et prêts nets	1698,8		
2-1 Dépenses courantes	983,9		
Dépenses de personnel	396,8		
soldes et accessoires			218,5
indemnités			95,1
cotisations sociales			38,1
Autres dépenses de personnel			26,7
hospitalisation et transport			13,3
Allocations			5,1
Intérêts sur la Dette publique	48,0		
Intérieure		18,0	
Extérieure		30,0	
Autres dépenses courantes	539,1		
Fournitures Entretien et Autres		276,9	
prestations de services			87,6
Autres achats de biens et services			52,2
fournitures			35,8
Imprévus (crédits globaux)			27,0
entretien			17,1
loyers et charges locatives			14,8
Mobilier et matériel			12,9
transport et missions			11,2
dépenses permanentes			11,1
dépenses de communication			7,2
Transferts et subventions		249,9	
subventions			95,8
Transferts			154,1
PPTE ET IADM		12,3	
prestations de services			12,3
2-2 Dépenses en capital	712,9		
financement intérieur	439,6		
Sur ressources non PPTE et IADM		390,5	
PPTE ET IADM		49,1	
<i>Investissements exécutés par l'Etat</i>			
Terrains et bâtiments			43,6
Ouvrages et infrastructures			11,1
Mobilier et matériel			24,8
Stock stratégique ou d'urgence			2,1
dépenses d'accompagnement des invest.			47,9
<i>Transfert en capital</i>			
Transfert en capital à d'autres administrations publiques			275,9
Transfert au secteur productif privé			16,9
Transfert aux entreprises public à but non lucratif			5,1
Transfert aux institutions financières			7,1
Transfert aux institutions à but non lucratif			2,7
Transfert aux ménages			0,7
Autres transferts			1,7
financement extérieur	273,3		
2-3 Prêts nets	2,0		
Prêts rétrocédés		10,0	
remboursements Prêts rétrocédés		-8,0	
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-277,9		



.D - PROJET DE LOI

**PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE**

TITRE PREMIER : dispositions relatives aux ressources et aux charges

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER *I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2010 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2010, à la somme de 1.549.500.000. 000 de francs CFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2010, à la somme de 273.300.000.000 000 de francs CFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2010, à la somme de 1.822.800.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi.*

TITRE II : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

A- EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET

ARTICLE 3 : *I - Pour l'année 2010, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*



En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
A 1 - Recettes internes		A1 Dépenses financées sur recettes internes		
<i>A 1 - 1 Recettes hors emprunt</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 226 300	<i>Dettes publiques</i>	174 100	
<i>Recettes non fiscales</i>	42 700	<i>Dépenses de personnel</i>	396 800	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	61 900	<i>Autres dépenses courantes</i>	539 100	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	8 000	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	439 500	
<i>Dons budgétaires</i>	42 800			
<i>Total recettes internes hors emprunt</i>	1 381 700	<i>Total dépenses sur recettes internes</i>	1 549 500	167 800
<i>A 1 - 2 Emprunt</i>				
<i>Emprunts</i>	125 000			
<i>Total emprunt</i>	125 000			
Total A = (A-1-1 + A-1-2)	1 506 700	Total A = (A-1-1)	1 549 500	-42 800
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
B - Recettes externes				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	273 300	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	273 300	
Total B	273 300	Total B	273 300	
TOTAL I = (A + B)	1 780 000	TOTAL I = (A + B)	1 822 800	-42 800
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
<i>Recettes</i>	65 660	<i>Titre 7 Dépenses</i>	65 660	0
TOTAL C = (1 + 2)	1 845 660	TOTAL C = (1 + 2)	1 888 460	-42 800

II. – Pour l'année 2010, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 441.100. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à court et moyen terme, à des emprunts à long terme et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

DEUXIEME PARTIE :**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES****TITRE I : moyens des services****A- DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES**

ARTICLE 4 : « *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2010, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 1.046.721.858.000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	174 100 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	391 358 908 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	252 960 120 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	228 302 830 000 francs CFA

ARTICLE 5 : *Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2010, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 63.278.142.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	5 441 092 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	36 239 880 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	21 597 170 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.

ARTICLE 6 : *I – Il est ouvert pour l'année 2010, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 439.500.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	309 833 100 000 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	129 666 900 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2010, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 3.437.695.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :



<i>Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA)</i>	22 500 000 000 francs CFA
<i>Fond national de l'Hydraulique</i>	745 000 000 francs CFA
<i>Fond d'équipement des collectivités locales</i>	12.500.000.000 francs CFA
<i>Fond national de l'entrepreneuriat féminin</i>	300.000.000 francs CFA
<i>Fond de Solidarité Nationale</i>	250.000.000 francs CFA
<i>Fond national de développement agro-sylvo-pastoral</i>	500.000.000 francs CFA
<i>Fond d'Appui à la stratégie de croissance accélérée</i>	400 000 000 francs CFA
<i>Fond d'appui à la stabulation</i>	574 000 000 francs CFA
<i>Fond de Solidarité Nationale</i>	250 000 000 francs CFA
<i>Fonds Spécial de lutte contre les inondations</i>	2 000 000 000 francs CFA
<i>Fonds d'appui à l'artisanat</i>	20 000 000 francs CFA
<i>Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur</i>	250 000 000 francs CFA
<i>Fonds de Développement des Transports Urbains (FDIU)</i>	400.000.000 francs CFA
<i>Fonds d'Appui à la Mise à Niveau des Entreprises</i>	250.000.000 francs CFA
<i>Fonds redéploiement Pêche Industrielle</i>	150 000 000 francs CFA
<i>Fonds de Promotion des Exportations</i>	100 000 000 francs CFA

B- INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES

ARTICLE 7 : I Pour la loi de finances de l'année 2010, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 273.300.000.000 de francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt	156 331 000 000 francs CFA
- Subvention	116 969 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2.514.157.000.000 de francs CFA. ainsi répartis :

- Emprunt	1 525 121 000 000 francs CFA
- Subvention	989 036 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

C- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 8 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2010 sont évaluées à 53.410.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2010, s'élèvent à 53.410.000.000 francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

ARTICLE 9 : *les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2010, ne sont pas reportés à l'exception du solde du compte « Fonds national de Retraite.*

ARTICLE 10 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2010 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2010, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.

ARTICLE 11: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2010, sont évaluées à 11.300.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2010, s'élèvent à 11.300.000.000 francs CFA.

ARTICLE 12: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2010, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA.

ARTICLE 13: *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 65.660.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.*

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2010 sont évaluées à la somme de 65.660.000.000 francs CFA.

TITRE II : dispositions diverses

A- TAXES PARAFISCALES

ARTICLE 14 : *La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2010.*

B- CREDITS EVALUATIFS

ARTICLE 15 : *Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.*

C- RESPECT DES REGLES ORGANISANT LES DEPENSES PUBLIQUES

ARTICLE 16: *Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.*

Tout contrat conclu en violation de ces obligations, est nul et de nullité absolue.

De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances.

D- AUTORISATION DE REGULATION DES DEPENSES

ARTICLE 17: *Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.*



ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En francs

Article	Parag.	NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFR2009	Réalisations au 30/08/2009	TAUX réalisé.	PREVISIONS LF2010	ECARTS LF 2010/LFR 2009	TAUX PROG.
		RECETTES INTERNES						
		RECETTES FISCALES						
		IMPOTS DIRECTS						
71	1	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	120 200 000 000	92 400 000 000	76,87%	147 300 000 000	27 100 000 000	22,55%
71	2	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	171 100 000 000	125 800 000 000	73,52%	189 300 000 000	18 200 000 000	10,64%
71	3	Impôts sur le patrimoine	18 700 000 000	16 769 486 000	89,68%	15 000 000 000	-3 700 000 000	-19,79%
71	4	autres impôts directs CGU	2 700 000 000	198 324 000	7,35%	1 200 000 000	-1 500 000 000	-55,56%
		total impôts directs.....	312 700 000 000	235 167 810 000	75,21%	352 800 000 000	40 100 000 000	12,82%
							0	
		IMPOTS INDIRECTS					0	
71	5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	594 800 000 000	369 386 842 000	62,10%	632 200 000 000	37 400 000 000	6,29%
71	6	Droits de timbre et d'enregistrement	41 700 000 000	29 400 000 000	70,50%	35 200 000 000	-6 500 000 000	-15,59%
71	7	Droits et taxes à l'importation	170 600 000 000	102 951 853 000	60,35%	171 100 000 000	500 000 000	0,29%
71	9	Autres recettes fiscales	52 200 000 000	17 600 000 000	33,72%	35 000 000 000	-17 200 000 000	-32,95%
		total impôts indirects.....	859 300 000 000	519 338 695 000	60,44%	873 500 000 000	14 200 000 000	1,65%
							0	
71		TOTAL RECETTES FISCALES	1 172 000 000 000	754 506 505 000	64,38%	1 226 300 000 000	54 300 000 000	4,63%
		RECETTES NON FISCALES						
72	1	Revenu de l'entreprise et du domaine	5 700 000 000	3 950 674 000	69,31%	5 400 000 000	-300 000 000	-5,26%
72	2	Droits et frais administratifs	100 000 000	5 400 000	5,40%	100 000 000	0	0,00%
72	3	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	82 708 000	82,71%	100 000 000	0	0,00%
72	4	produits financiers	22 000 000 000	8 780 219 000	39,91%	35 000 000 000	13 000 000 000	59,09%
72	5	Autres recettes non fiscales	2 100 000 000	871 234 000	41,49%	2 100 000 000	0	0,00%
72		TOTAL RECETTES NON FISCALES	30 000 000 000	13 690 235 000	45,63%	42 700 000 000	12 700 000 000	42,33%
		TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72	1 202 000 000 000	768 196 740 000	63,91%	1 269 000 000 000	67 000 000 000	5,57%
74		Dons budgétaires	51 200 000 000	26 238 280 000	51,25%	42 800 000 000	-8 400 000 000	-16,41%
76		Recettes exceptionnelles (dont PTE/IADM)	70 080 000 000	183 875 000	0,26%	61 900 000 000	-8 180 000 000	-11,67%
17		Autres emprunts				87 800 000 000	87 800 000 000	
29		Remboursement Prêts rétrocédés	8 000 000 000	2 223 380 000	27,79%	8 000 000 000	0	0,00%
16		Emprunts Programme	111 900 000 000		0,00%	80 000 000 000	-31 900 000 000	-28,51%
		TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29	241 180 000 000	28 645 535 000	11,88%	280 500 000 000	39 320 000 000	16,30%
		TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29	1 443 180 000 000	796 842 275 000	55,21%	1 549 500 000 000	106 320 000 000	7,37%
		RECETTES EXTERNES						
12		Dons Projet et leg	130 844 000 000	23 765 240 000	18,16%	116 969 000 000	-13 875 000 000	-10,60%
15		Tirage sur Dons et emprunt projets	116 156 000 000	60 259 781 000	51,88%	156 331 000 000	40 175 000 000	34,59%
		TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 74	247 000 000 000	84 025 021 000	34,02%	273 300 000 000	26 300 000 000	10,65%
		TOTAL GENERAL DES RECETTES	1 690 180 000 000	880 867 296 000	52,12%	1 822 800 000 000	132 620 000 000	7,85%



ANNEXE 2 Comptes spéciaux du Trésor

En francs

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	52 000 000 000	52 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	300 000 000	300 000 000
Caisse d'encourag. à la Pêche et Industries Annexes	900 000 000	900 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	210 000 000	210 000 000
s/total	53 410 000 000	53 410 000 000
COMPTES DE COMMERCE		
Opér. à caractère industriel et Commerc. des Armées	150 000 000	150 000 000
s/total	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	0	0
prêts à divers particuliers	10 500 000 000	10 500 000 000
s/total	11 300 000 000	11 300 000 000
COMPTES D'AVANCES		
Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
Avance à 1 an à divers organismes	0	0
Avance à 1 an à divers agents publics	0	0
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
s/total	800 000 000	800 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	53 410 000 000	53 410 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS	11 300 000 000	11 300 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
total	65 660 000 000	65 660 000 000



ANNEXE 3
REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	150.000.000.000	174.100.000.000
Total Dette Publique	150.000.000.000	174.100.000.000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	150.000.000.000	174.100.000.000
Total Général Section 10	150.000.000.000	174.100.000.000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	3.984.032.540	3.708.417.320
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9.235.171.000	12.406.086.000
Titre 4 - 21 Transferts courants	13.058.474.000	16.075.958.000
Total Budget de Fonctionnement	26.277.677.540	32.190.461.320
TOTAL BUDGET GENERAL	26.277.677.540	32.190.461.320
Total Général Section 21	26.277.677.540	32.190.461.320
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	6.294.381.860	6.294.320.660
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7.528.750.000	5.930.168.000
Titre 4 - 22 Transferts courants	96.800.000	96.800.000
Total Budget de Fonctionnement	13.919.931.860	12.321.288.660
TOTAL BUDGET GENERAL	13.919.931.860	12.321.288.660
Total Général Section 22	13.919.931.860	12.321.288.660
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4 - 23 Transferts courants	1.400.000.000	1.400.000.000
Total Budget de Fonctionnement	1.400.000.000	1.400.000.000
TOTAL BUDGET GENERAL	1.400.000.000	1.400.000.000
Total Général Section 23	1.400.000.000	1.400.000.000



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique et Social		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	0	1.782.000.000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	0	837.263.000
Titre 4 - 24 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	0	2.619.263.000
TOTAL BUDGET GENERAL	0	2.619.263.000
Total Général Section 24	0	2.619.263.000
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	127.704.800	145.858.980
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	73.761.000	72.016.000
Total Budget de Fonctionnement	201.465.800	217.874.980
TOTAL BUDGET GENERAL	201.465.800	217.874.980
Total Général Section 25	201.465.800	217.874.980
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	918.030.400	763.414.140
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	224.148.000	218.843.000
Titre 4 - 27 Transferts courants	2.100.000	2.100.000
Total Budget de Fonctionnement	1.144.278.400	984.357.140
TOTAL BUDGET GENERAL	1.144.278.400	984.357.140
Total Général Section 27	1.144.278.400	984.357.140
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	702.340.520	697.501.560
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	314.250.000	306.815.000
Total Budget de Fonctionnement	1.016.590.520	1.004.316.560
TOTAL BUDGET GENERAL	1.016.590.520	1.004.316.560
Total Général Section 28	1.016.590.520	1.004.316.560



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
29 SENAT		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3.062.777.000	3.062.777.000
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	2.445.805.000	1.009.101.000
Total Budget de Fonctionnement	5.508.582.000	4.071.878.000
TOTAL BUDGET GENERAL	5.508.582.000	4.071.878.000
Total Général Section 29	5.508.582.000	4.071.878.000
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1.453.340.180	1.449.712.340
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3.985.359.000	3.973.465.000
Titre 4 - 30 Transferts courants	4.334.979.000	4.334.979.000
Total Budget de Fonctionnement	9.773.678.180	9.758.156.340
TOTAL BUDGET GENERAL	9.773.678.180	9.758.156.340
Total Général Section 30	9.773.678.180	9.758.156.340
31 Ministère des Affaires Etrangères		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	16.457.535.680	16.969.480.020
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	13.718.313.558	14.021.307.000
Titre 4 - 31 Transferts courants	4.958.636.000	4.958.636.000
Total Budget de Fonctionnement	35.134.485.238	35.949.423.020
TOTAL BUDGET GENERAL	35.134.485.238	35.949.423.020
Total Général Section 31	35.134.485.238	35.949.423.020
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	61.259.778.220	62.315.716.000
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	20.760.926.000	20.089.042.000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2.307.279.000	2.307.279.000
Total Budget de Fonctionnement	84.327.983.220	84.712.037.000
TOTAL BUDGET GENERAL	84.327.983.220	84.712.037.000
Total Général Section 32	84.327.983.220	84.712.037.000



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
33 Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	22.909.667.320	23.173.660.280
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	11.540.098.800	6.738.023.000
Total Budget de Fonctionnement	34.449.766.120	29.911.683.280
TOTAL BUDGET GENERAL	34.449.766.120	29.911.683.280
Total Général Section 33	34.449.766.120	29.911.683.280
34 Ministère de la Justice et Garde des Sceaux		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	15.036.426.680	16.035.573.660
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	6.372.809.000	6.352.154.000
Titre 4 - 34 Transferts courants	885.700.000	885.700.000
Total Budget de Fonctionnement	22.294.935.680	23.273.427.660
TOTAL BUDGET GENERAL	22.294.935.680	23.273.427.660
Total Général Section 34	22.294.935.680	23.273.427.660
35 Ministère de la Fonction Publique de l'Emploi et des Organisations Professionnelles		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1.414.565.020	1.403.597.320
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	424.230.000	402.373.000
Titre 4 - 35 Transferts courants	1.218.629.000	1.218.629.000
Total Budget de Fonctionnement	3.057.424.020	3.024.599.320
TOTAL BUDGET GENERAL	3.057.424.020	3.024.599.320
Total Général Section 35	3.057.424.020	3.024.599.320
36 Ministère des affaires sociales et des relations avec les institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	0	573.480.520
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	0	293.072.000
Titre 4 - 36 Transferts courants	0	255.000.000
Total Budget de Fonctionnement	0	1.121.552.520
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1.121.552.520
Total Général Section 36	0	1.121.552.520



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	785.851.000	246.366.980
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	380.254.760	199.925.000
Titre 4 - 39 Transferts courants	609.250.000	61.474.000
Total Budget de Fonctionnement	1.775.355.760	507.765.980
TOTAL BUDGET GENERAL	1.775.355.760	507.765.980
Total Général Section 39	1.775.355.760	507.765.980
40 Ministère de l'Economie Maritime de la Pêche et des Transports Maritimes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1.481.152.720	1.294.788.140
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	750.424.000	741.345.000
Titre 4 - 40 Transferts courants	71.600.000	171.600.000
Total Budget de Fonctionnement	2.303.176.720	2.207.733.140
TOTAL BUDGET GENERAL	2.303.176.720	2.207.733.140
Total Général Section 40	2.303.176.720	2.207.733.140
41 Ministère de la Coopération Internationale de l'Aménagement du Territoire des Transports Aériens et des Infrastructures		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	1.091.774.560	982.634.380
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	602.232.000	721.250.000
Titre 4 - 41 Transferts courants	200.000.000	200.000.000
Total Budget de Fonctionnement	1.894.006.560	1.903.884.380
TOTAL BUDGET GENERAL	1.894.006.560	1.903.884.380
Total Général Section 41	1.894.006.560	1.903.884.380
42 Ministère de l'Agriculture et de la pisciculture et des Biocarburants		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	3.053.332.760	2.920.488.360
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1.471.839.000	1.468.964.000
Titre 4 - 42 Transferts courants	5.121.317.000	5.121.317.000
Total Budget de Fonctionnement	9.646.488.760	9.510.769.360
TOTAL BUDGET GENERAL	9.646.488.760	9.510.769.360
Total Général Section 42	9.646.488.760	9.510.769.360



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
43 Ministère de l'Economie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	16.972.776.860	17.521.243.420
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7.062.969.280	7.566.078.000
Titre 4 - 43 Transferts courants	3.240.480.000	3.690.480.000
Total Budget de Fonctionnement	27.276.226.140	28.777.801.420
TOTAL BUDGET GENERAL	27.276.226.140	28.777.801.420
Total Général Section 43	27.276.226.140	28.777.801.420
44 Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation Alimentaire des Produits agricoles et des PME		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	491.331.880	519.951.000
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	307.312.000	278.152.000
Titre 4 - 44 Transferts courants	1.532.137.000	1.652.537.000
Total Budget de Fonctionnement	2.330.780.880	2.450.640.000
TOTAL BUDGET GENERAL	2.330.780.880	2.450.640.000
Total Général Section 44	2.330.780.880	2.450.640.000
45 Ministère du Commerce		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1.280.613.780	1.327.538.220
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	424.810.000	413.191.000
Titre 4 - 45 Transferts courants	814.620.000	814.620.000
Total Budget de Fonctionnement	2.520.043.780	2.555.349.220
TOTAL BUDGET GENERAL	2.520.043.780	2.555.349.220
Total Général Section 45	2.520.043.780	2.555.349.220
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1.770.074.640	1.908.764.220
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	1.384.876.000	1.356.603.000
Titre 4 - 46 Transferts courants	300.000.000	355.000.000
Total Budget de Fonctionnement	3.454.950.640	3.620.367.220
TOTAL BUDGET GENERAL	3.454.950.640	3.620.367.220
Total Général Section 46	3.454.950.640	3.620.367.220



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
47 Ministère de l'Energie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	192.403.040	174.544.000
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	151.841.000	193.473.000
Titre 4 - 47 Transferts courants	20.000.000	20.000.000
Total Budget de Fonctionnement	364.244.040	388.017.000
TOTAL BUDGET GENERAL	364.244.040	388.017.000
Total Général Section 47	364.244.040	388.017.000
48		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 48 Dépenses de personnel	405.075.120	0
Titre 3 - 48 Dépenses de fonctionnement	239.036.000	0
Total Budget de Fonctionnement	644.111.120	0
TOTAL BUDGET GENERAL	644.111.120	0
Total Général Section 48	644.111.120	0
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	0	607.583.100
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	0	335.069.000
Titre 4 - 49 Transferts courants	0	547.776.000
Total Budget de Fonctionnement	0	1.490.428.100
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1.490.428.100
Total Général Section 49	0	1.490.428.100
50 Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	97.399.999.280	132.842.301.640
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	58.654.846.712	72.752.881.000
Titre 4 - 50 Transferts courants	2.016.035.000	1.686.910.000
Total Budget de Fonctionnement	158.070.880.992	207.282.092.640
TOTAL BUDGET GENERAL	158.070.880.992	207.282.092.640
Total Général Section 50	158.070.880.992	207.282.092.640



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
51 Ministère Recherche Scientifique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 51 Dépenses de personnel	242.607.740	0
Titre 3 - 51 Dépenses de fonctionnement	240.057.000	0
Titre 4 - 51 Transferts courants	1.385.055.000	0
Total Budget de Fonctionnement	1.867.719.740	0
TOTAL BUDGET GENERAL	1.867.719.740	0
Total Général Section 51	1.867.719.740	0
52		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1.190.258.480	0
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	2.081.691.000	0
Titre 4 - 52 Transferts courants	121.115.000	0
Total Budget de Fonctionnement	3.393.064.480	0
TOTAL BUDGET GENERAL	3.393.064.480	0
Total Général Section 52	3.393.064.480	0
53 Ministère de la Culture, de la Francophonie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	1.044.240.760	841.258.680
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	511.453.000	515.702.000
Titre 4 - 53 Transferts courants	2.912.010.000	2.767.010.000
Total Budget de Fonctionnement	4.467.703.760	4.123.970.680
TOTAL BUDGET GENERAL	4.467.703.760	4.123.970.680
Total Général Section 53	4.467.703.760	4.123.970.680
54 Ministère Santé et de la Prévention		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	29.191.061.580	28.948.995.900
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	13.787.110.000	13.872.902.000
Titre 4 - 54 Transferts courants	25.115.431.000	26.615.431.000
Total Budget de Fonctionnement	68.093.602.580	69.437.328.900
TOTAL BUDGET GENERAL	68.093.602.580	69.437.328.900
Total Général Section 54	68.093.602.580	69.437.328.900



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
55 Ministère de la Jeunesse des sports et des loisirs		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1.138.435.860	2.459.459.480
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	1.057.717.000	2.707.792.000
Titre 4 - 55 Transferts courants	257.000.000	1.447.633.000
Total Budget de Fonctionnement	2.453.152.860	6.614.884.480
TOTAL BUDGET GENERAL	2.453.152.860	6.614.884.480
Total Général Section 55	2.453.152.860	6.614.884.480
56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3.998.670.960	3.929.143.300
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	4.148.168.926	4.138.837.000
Titre 4 - 56 Transferts courants	361.620.000	361.620.000
Total Budget de Fonctionnement	8.508.459.886	8.429.600.300
TOTAL BUDGET GENERAL	8.508.459.886	8.429.600.300
Total Général Section 56	8.508.459.886	8.429.600.300
58 Ministère de la Famille, de la solidarité nationale, de l'Entrepreneuriat Féminin, de la Microfinance et de la petite enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	2.127.879.680	1.666.274.120
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1.510.193.000	1.661.725.000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1.009.353.000	1.486.869.000
Total Budget de Fonctionnement	4.647.425.680	4.814.868.120
TOTAL BUDGET GENERAL	4.647.425.680	4.814.868.120
Total Général Section 58	4.647.425.680	4.814.868.120
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	10.005.076.600	10.156.997.660
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	4.370.819.500	4.370.819.000
Titre 4 - 59 Transferts courants	885.384.000	880.384.000
Total Budget de Fonctionnement	15.261.280.100	15.408.200.660
TOTAL BUDGET GENERAL	15.261.280.100	15.408.200.660
Total Général Section 59	15.261.280.100	15.408.200.660



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	34.764.126.960	38.592.768.820
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	88.189.858.764	62.370.180.000
Titre 4 - 60 Transferts courants	108.586.116.000	59.184.028.000
Total Budget de Fonctionnement	231.540.101.724	160.146.976.820
TOTAL BUDGET GENERAL	231.540.101.724	160.146.976.820
Total Général Section 60	231.540.101.724	160.146.976.820
62 Min Elevage		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1.468.561.240	1.461.604.300
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	767.205.000	767.205.000
Titre 4 - 62 Transferts courants	29.142.000	29.142.000
Total Budget de Fonctionnement	2.264.908.240	2.257.951.300
TOTAL BUDGET GENERAL	2.264.908.240	2.257.951.300
Total Général Section 62	2.264.908.240	2.257.951.300
63 Ministère de la communication et Porte Parole du Gouvernement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	356.739.320	301.102.460
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	1.236.106.000	962.216.000
Titre 4 - 63 Transferts courants	721.370.000	721.370.000
Total Budget de Fonctionnement	2.314.215.320	1.984.688.460
TOTAL BUDGET GENERAL	2.314.215.320	1.984.688.460
Total Général Section 63	2.314.215.320	1.984.688.460
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1.450.083.840	1.401.718.400
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	484.283.000	402.773.000
Titre 4 - 65 Transferts courants	17.326.676.000	17.326.676.000
Total Budget de Fonctionnement	19.261.042.840	19.131.167.400
TOTAL BUDGET GENERAL	19.261.042.840	19.131.167.400
Total Général Section 65	19.261.042.840	19.131.167.400



REEVALUATION DES SERVICES VOTES
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2009	Loi de Finances pour l'année 2010
		Réévaluation Services Votés
66 Ministère des Télécommunications, des TIC, des transports terrestre et des Transports Ferrovières		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	0	461.806.120
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	0	271.836.000
Total Budget de Fonctionnement	0	733.642.120
TOTAL BUDGET GENERAL	0	733.642.120
Total Général Section 66	0	733.642.120
68 Ministère de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	162.268.420
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	119.743.000
Total Budget de Fonctionnement	0	282.011.420
TOTAL BUDGET GENERAL	0	282.011.420
Total Général Section 68	0	282.011.420
72		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	577.275.900	0
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	242.709.000	0
Titre 4 - 72 Transferts courants	55.000.000	0
Total Budget de Fonctionnement	874.984.900	0
TOTAL BUDGET GENERAL	874.984.900	0
Total Général Section 72	874.984.900	0
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	42.900.015.220	2.253.797.080
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2.458.566.700	2.121.731.000
Titre 4 - 75 Transferts courants	69.906.692.000	71.625.872.000
Total Budget de Fonctionnement	115.265.273.920	76.001.400.080
TOTAL BUDGET GENERAL	115.265.273.920	76.001.400.080
Total Général Section 75	115.265.273.920	76.001.400.080
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1.079.000.000.000	1.046.721.858.000



ANNEXE 4 :
Répartition des mesures nouvelles
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

En Francs CFA

Section POUV. PUBL. ET MINISTRES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
POUVOIRS PUBLICS				
21 PRESIDENCE REPUBLIQUE			2 319 912 000	2 319 912 000
22 ASSEMBLEE NATIONALE		350 000 000		350 000 000
23 COMMIS. ELECTORALE NAT. AUTONOME			300 000 000	300 000 000
24 CONS. ECONOM. SOCIAL		554 737 000	50 000 000	604 737 000
25 C. CONSTITUTIONNEL				-
27 COUR SUPREME		500 000 000		500 000 000
28 C. COMPTES				-
29 SENAT		100 000 000		100 000 000
30 PRIMATURE		80 000 000	600 000 000	680 000 000
S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS	-	1 584 737 000	3 269 912 000	4 854 649 000
31 M. AFF. ETRANG.		300 000 000		300 000 000
32 M. FORCES ARMEES		281 800 000	55 000 000	336 800 000
33 M. INTERIEUR COL LOC DECENTRALISAT.		180 564 000		180 564 000
34 M. JUSTICE GARDE DES SCEAUX		60 000 000		60 000 000
35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMP. ORG. PROF		144 959 000		144 959 000
36 M. AFFAIRES SOCIALES REL. AV INSTITUT		49 831 000		49 831 000
39 M SENEG. DE L'EXTERIEUR		186 303 000		186 303 000
40 M. ECO. TRANSP MARIT. PECHE PISCICULT		18 000 000		18 000 000
41 M. COP INTERN AMENAG TERRIT T AER.INFRAS	574 584 000	41 600 000		616 184 000
42 M. AGRICULTURE PISCICULT BIOCARB		34 250 000		34 250 000
43 M. ECONOMIE ET FINANCES		559 350 000	147 949 000	707 299 000
44 M. INDUSTRIES MINES TRANSF ALIM PRO AGRIC PME		34 700 000	100 400 000	135 100 000
45 M. COMMERCE		27 500 000	260 000 000	287 500 000
46 M. URBAN.HABIAT ET CONSTRUCT HYDRAULIQUE		54 864 000		54 864 000
47 M. ENERGIE		28 226 000	30 000 000	58 226 000
49 M. ARTISANAT TOURISM SECT PRIV ET SECT P	30 476 000	20 000 000		50 476 000
50 M. ENS. PRESCOL. ELEM. MOYEN SECOND LN		15 115 642 000		15 115 642 000
53 M. CULTURE FRANCOPHONIE			500 000 000	500 000 000
54 M. SANTE ET PREVENTION	2 437 732 000	796 000 000	1 835 000 000	5 068 732 000
55 M. JEUNESSE SPORTS ET LOISIRS		57 700 000		57 700 000
56 M ENVIRO PROTECT. NAT. BASSIN RENT L.A.		80 000 000	500 000 000	580 000 000
58 M. FAMILLE SOLID NAT ENTREP FEM MICROFIN PET ENF		187 250 000	240 000 000	427 250 000
59 M. ENSEIGN. TECHN. FORMAT. PROF		1 110 000 000		1 110 000 000
62 M. ELEVAGE		46 500 000		46 500 000
63 M COMMUNICAT PORTE PAROLE GOUVERNEMENT		72 155 000		72 155 000
65 M DECENTRALISATION COLLECTI. LOCALES		85 000 000	1 300 000 000	1 385 000 000
66 M TELECOMM TIC TRANSP TERREST TRANSP FERR		9 000 000		9 000 000
68 M. ASSAINISSEMENT ET HYGIEN PUBLIQUE		123 800 000		123 800 000
75 M.RECH. SCIENT.CUR. UNIVERSITES		824 000 000	7 800 000 000	8 624 000 000
60 CHARGES NON REPARTIES	2 398 300 000	14 126 149 000	5 558 909 000	22 083 358 000
S/TOTAL MOYENS DES SERVICES	5 441 092 000	34 655 143 000	18 327 258 000	58 423 493 000
TOTAL GENERAL	5 441 092 000	36 239 880 000	21 597 170 000	63 278 142 000



ANNEXE 5
Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par
Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
21 Présidence de la République				
5 Investissements exécutés par l'état	318.000	7.774.000	2.000.000	10.092.000
6 Transfert en capital	29.371.000	0	0	29.371.000
Total Section:	29.689.000	7.774.000	2.000.000	39.463.000
22 Assemblée Nationale				
6 Transfert en capital	500.000	0	0	500.000
Total Section:	500.000	0	0	500.000
27 Cour Suprême				
5 Investissements exécutés par l'état	844.000	0	0	844.000
Total Section:	844.000	0	0	844.000
28 Cour des Comptes				
5 Investissements exécutés par l'état	1.125.000	0	0	1.125.000
Total Section:	1.125.000	0	0	1.125.000
29 SENAT				
6 Transfert en capital	2.300.000	0	0	2.300.000
Total Section:	2.300.000	0	0	2.300.000
30 Primature				
5 Investissements exécutés par l'état	795.000	3.435.000	4.303.000	8.533.000
6 Transfert en capital	4.825.000	0	0	4.825.000
Total Section:	5.620.000	3.435.000	4.303.000	13.358.000
31 Ministère des Affaires Etrangères				
5 Investissements exécutés par l'état	4.195.000	0	820.000	5.015.000
6 Transfert en capital	150.000	0	0	150.000
Total Section:	4.345.000	0	820.000	5.165.000
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements exécutés par l'état	11.419.000	0	0	11.419.000
6 Transfert en capital	474.000	0	0	474.000
Total Section:	11.893.000	0	0	11.893.000
33 Ministère de l'Intérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	7.800.000	0	0	7.800.000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	7.800.000	0	0	7.800.000
34 Ministère de la Justice et Garde des Sceaux				
5 Investissements exécutés par l'état	2.150.000	0	0	2.150.000
6 Transfert en capital	400.000	0	0	400.000
Total Section:	2.550.000	0	0	2.550.000
35 Ministère de la Fonction Publique de l'Emploi et des Organisations Professionnelles				
5 Investissements exécutés par l'état	827.000	0	0	827.000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	827.000	0	0	827.000
36 Ministère des affaires sociales et des relations avec les institutions				
5 Investissements exécutés par l'état	247.000	0	0	247.000
6 Transfert en capital	328.000	0	0	328.000



En milliers de francs

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
36 Ministère des affaires sociales et des relations avec les institutions				
Total Section:	575.000	0	0	575.000
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	95.000	0	0	95.000
6 Transfert en capital	250.000	0	0	250.000
Total Section:	345.000	0	0	345.000
40 Ministère de l'Economie Maritime de la Pêche et des Transports Maritimes				
5 Investissements exécutés par l'état	3.551.000	5.047.000	953.000	9.551.000
6 Transfert en capital	240.000	0	0	240.000
Total Section:	3.791.000	5.047.000	953.000	9.791.000
41 Ministère de la Coopération Internationale de l'Amenagement du Territoire des Transports Aériens et des Infrastructures				
5 Investissements exécutés par l'état	425.000	18.301.000	30.294.000	49.020.000
6 Transfert en capital	90.774.000	0	0	90.774.000
Total Section:	91.199.000	18.301.000	30.294.000	139.794.000
42 Ministère de l'Agriculture et de la pisciculture et des Biocarburants				
5 Investissements exécutés par l'état	4.616.100	31.209.000	5.607.000	41.432.100
6 Transfert en capital	38.132.200	0	0	38.132.200
Total Section:	42.748.300	31.209.000	5.607.000	79.564.300
43 Ministère de l'Economie et des Finances				
5 Investissements exécutés par l'état	23.514.300	0	2.972.000	26.486.300
6 Transfert en capital	19.780.700	0	0	19.780.700
Total Section:	43.295.000	0	2.972.000	46.267.000
44 Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation Alimentaire des Produits agricoles et des PME				
5 Investissements exécutés par l'état	1.796.000	5.000.000	3.840.000	10.636.000
6 Transfert en capital	1.007.000	0	0	1.007.000
Total Section:	2.803.000	5.000.000	3.840.000	11.643.000
45 Ministère du Commerce				
5 Investissements exécutés par l'état	225.000	0	780.000	1.005.000
6 Transfert en capital	850.000	0	0	850.000
Total Section:	1.075.000	0	780.000	1.855.000
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique				
5 Investissements exécutés par l'état	7.963.000	12.583.000	4.067.000	24.613.000
6 Transfert en capital	45.810.000	0	0	45.810.000
Total Section:	53.773.000	12.583.000	4.067.000	70.423.000
47 Ministère de l'Energie				
5 Investissements exécutés par l'état	4.182.000	27.856.000	4.433.000	36.471.000
6 Transfert en capital	7.020.000	0	0	7.020.000
Total Section:	11.202.000	27.856.000	4.433.000	43.491.000
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel				
5 Investissements exécutés par l'état	520.000	0	130.000	650.000
6 Transfert en capital	300.000	0	0	300.000



En milliers de francs

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel				
Total Section:	820.000	0	130.000	950.000
50 Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales				
5 Investissements executés par l'état	18.496.000	6.637.000	16.208.000	41.341.000
6 Transfert en capital	4.229.700	0	0	4.229.700
Total Section:	22.725.700	6.637.000	16.208.000	45.570.700
53 Ministère de la Culture, de la Francophonie				
5 Investissements executés par l'état	698.000	0	600.000	1.298.000
6 Transfert en capital	18.300.000	0	0	18.300.000
Total Section:	18.998.000	0	600.000	19.598.000
54 Ministère Santé et de la Prévention				
5 Investissements executés par l'état	9.937.000	9.509.000	9.660.000	29.106.000
6 Transfert en capital	2.185.000	0	0	2.185.000
Total Section:	12.122.000	9.509.000	9.660.000	31.291.000
55 Ministère de la Jeunesse des sports et des loisirs				
5 Investissements executés par l'état	2.062.000	0	3.420.000	5.482.000
6 Transfert en capital	500.000	0	0	500.000
Total Section:	2.562.000	0	3.420.000	5.982.000
56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels				
5 Investissements executés par l'état	3.602.000	6.800.000	9.375.000	19.777.000
6 Transfert en capital	2.694.000	0	0	2.694.000
Total Section:	6.296.000	6.800.000	9.375.000	22.471.000
58 Ministère de la Famille, de la solidarité nationale, de l'Entrepreneuriat Féminin, de la Microfinance et de la petite enfance				
5 Investissements executés par l'état	2.506.500	750.000	3.415.000	6.671.500
6 Transfert en capital	6.844.500	0	0	6.844.500
Total Section:	9.351.000	750.000	3.415.000	13.516.000
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle				
5 Investissements executés par l'état	4.736.000	0	3.509.000	8.245.000
6 Transfert en capital	1.477.000	0	0	1.477.000
Total Section:	6.213.000	0	3.509.000	9.722.000
62 Min Elevage				
5 Investissements executés par l'état	4.053.000	2.400.000	1.380.000	7.833.000
6 Transfert en capital	874.000	0	0	874.000
Total Section:	4.927.000	2.400.000	1.380.000	8.707.000
63 Ministère de la communication et Porte Parole du Gouvernement				
5 Investissements executés par l'état	0	0	0	0
6 Transfert en capital	5.409.000	0	0	5.409.000
Total Section:	5.409.000	0	0	5.409.000
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales				
5 Investissements executés par l'état	1.388.000	11.780.000	5.208.000	18.376.000



En milliers de francs

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales				
6 Transfert en capital	12.800.000	0	0	12.800.000
Total Section:	14.188.000	11.780.000	5.208.000	31.176.000
66 Ministère des Télécommunications, des TIC, des transports terrestre et des Transports Ferrovières				
5 Investissements exécutés par l'état	155.000	3.500.000	400.000	4.055.000
6 Transfert en capital	5.120.000	0	0	5.120.000
Total Section:	5.275.000	3.500.000	400.000	9.175.000
68 Ministère de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique				
5 Investissements exécutés par l'état	400.000	3.750.000	3.595.000	7.745.000
6 Transfert en capital	7.108.000	0	0	7.108.000
Total Section:	7.508.000	3.750.000	3.595.000	14.853.000
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique				
5 Investissements exécutés par l'état	4.806.000	0	0	4.806.000
Total Section:	4.806.000	0	0	4.806.000
Total Général:	439.500.000	156.331.000	116.969.000	712.800.000

ANNEXE 5 bis**Financement des dépenses d'investissement**

En millions de francs CFA

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
	Investissements	3 437 695	439 500	1 525 121	156 331	989 036	116 969	5 951 852	712 800

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère



ANNEXE 6

Tableau des taxes parafiscales

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 16 du projet de loi de finances)

NATURE DE LA TAXE	ORGANISME BENEFICIAIRE	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	PRODUIT POUR L'ANNEE 2009	EVALUATION POUR L'ANNEE 2010
Prélèvement	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)	0,2 à 0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation	loi 75-51 du 3 avril 1975	4.500.000.000	4.500.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret 94-006 du 9 juin 1994		
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)	- 3545 F CFA / hectolitre pour le super carburant -3195 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire -1595 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	16.500.000.000	22.500 000 000



ANNEXE 7

Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs

(Art 18 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
BUDGET GENERAL	
Section 10 Dette Publique	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
Toutes sections	TOUS LES SERVICES
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Dépenses de personnel
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
Section 31	AFFAIRES ETRANGERES
Titre 3 14012005010 6271	Location immeuble
Titre 3 14012005010 6272	Location bâtiment à usage logement
Section 60	ECONOMIE ET FINANCES (charges communes)
Titre 3 91322348010 6233	Couverture de débet
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et e contentieux
Titre 5 70095017999 6295	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs

ANNEXE 8**ENCOURS DE LA DETTE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	ENCOURS AU 31.12.2005	ENCOURS AU 31.12.2006	ENCOURS AU 31.12.2007	ENCOURS AU 31.12.2008
Crédits multilatéraux	1493,6	490,2	612,1	716,3
FMI		10,8	10,8	28,8
BIRD/IDA	1125,9	294,4	358,2	417,8
BEI/FED/FND	7,9	7,5	11,4	11,1
BAD/FAD	225,6	47,9	66,7	89,1
OPEP/DADEA/BID/FASA	73,8	71,1	99,8	100,4
AUTRES	60,4	58,5	65,2	69,2
Crédits Bilatéraux	334,4	369,5	353,4	453,5
Pays de l'OCDE	88,0	84,4	60,2	131,0
Pays arabes	228,1	229,6	235,0	248,6
Autres	18,3	55,5	58,2	73,9
Dettes Commerciales	43,8	4,6	2,9	1,7
DONT GARANTIE	43,8	4,6	2,9	1,7
Total	1871,8	864,3	968,5	1171,6



ANNEXE 8 bis

SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

en milliards de francs CFA

dette extérieure

Source lettre n° 04456MEF/DGF/DDI/DDP du 15 septembre 2008

	SERVICE PREVISIONNEL		
		INT + COM	principal
Crédits multilatéraux	71,91	20,61	51,30
dont BIRD/IDA/FIDA	37,38	10,66	26,72
BAD/FAD	13,06	3,44	9,62
OPEP/DADEA/BID	14,47	4,63	9,84
FMI			
Autres crédits	7,00	1,88	5,12
Crédits Bilatéraux	41,99	18,83	23,16
Pays de l'OCDE	27,77	14,06	13,71
Pays arabes	8,35	1,63	6,72
Autres	5,87	3,14	2,73
Autres crédits	5,98	0,25	5,73
Crédits d'Exportation	0,91	0,05	0,86
BCKOW	5,07	0,20	4,87
Crédits com. Non assurés			0,00
Dettes rééchelonnée			0,00
Total Brut (a)	119,88	39,69	80,19
Economies PPTTE (b)			
Economies IADM(c)			
Total Net (a-b-c)	119,88	39,69	80,19
dette intérieure			
Source lettre n° 000396 MEF/DGCPT du 16 septembre 2008			
Titres d'Etat	0,73	0,00	0,73
Chocs exogènes FMI	0,09	0,09	0,00
Titres P.B.E.			0,00
Dépôt KOWEITIEN	5,57	0,26	5,31
Remboursement découvert statutaire BCEAO	8,54	0,64	7,90
Obligations du Trésor par adjudication			0,00
Sénégal 5,5% 2007-2017	7,79		7,79
Sénégal 5,5% 2008-2018	3,56		3,56
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne			0,00
Sénégal 5,5% 2005-2010	11,87	0,62	11,25
Sénégal 5,5% 2007-2012	16,07	2,28	13,79
TOTAL	54,22	3,89	50,33
Total général	174,10	43,58	130,52



ANNEXE 9

Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources PPTE/IADM

En millions de francs CFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	9 900 000 000
Total PPTE	9 900 000 000
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	2 400 000 000
Total IADM	2 400 000 000
TOTAL EDUCATION	12 300 000 000
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12 300 000 000

**ANNEXE 9 bis**

LISTES DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		
45139	PARTENARIAT POUR LE RETRAIT DES ENFANTS DE LA RUE	200 000 000
TOTAL SECTION		200 000 000
30 PRIMATURE		
19006	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION	1 172 000 000
TOTAL SECTION		1 172 000 000
33 MINISTER DE L'INTERIEUR DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE LA DECENTRALISATION		
43015	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL	487 000 000
47049	PROGRAMME D'INSTALLATION ET D'ACQUISITION DE PARATONNERE	324 000 000
49102	PREVENTION MAITRISE CATASTROPHE	1 580 000 000
TOTAL SECTION		2 391 000 000
35 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES		
28002	PROJET SIDA EN MILIEU PROFESSIONNEL	33 000 000
TOTAL SECTION		33 000 000
36 MINISTERE AFFAIRES SOCIALES ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS		
46009	REHABILITATION VILLAGE RECLASSEMENT SOCIAL	142 000 000
46158	PRORJT READAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE HANDICAPES	300 000 000
TOTAL SECTION		442 000 000
39 MINISTERE DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR		
49038	FONDS D'APPUI A L'INVESTISSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	250 000 000
TOTAL SECTION		250 000 000
40 MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME, DE LA PECHE ET DES TRANSPORTS MARITIMES		
14161	PROG DEVELOPPEMENT PECHE CONTINENTALE	344 000 000
14133	OUVRAGE D'ACCOSTAGE ET GARE MARITIME KARABANE	1 400 000 000
TOTAL SECTION		1 744 000 000
41 MINISTERE DE LA COOPERATION INETRNLATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DES TRANSPORTS AERIENS ET DES INFRASTRUCTURES		
33014	PONT DE FANAYE	1 000 000 000
33050	PONT DE GOULOUMBOU	1 250 000 000
TOTAL SECTION		2 250 000 000
42 MINISTERE DU DEVELOPPPEMENT RURAL ET DE L'AGRICULTURE		
11001	PROGRAMME EQUIPEMENT MONDE RURAL	1 000 000 000
11003	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	5 000 000 000
11010	PROG AGRICOLE/VOLET PROG SPECIAUX	2 608 000 000
11017	PROGRAMME AUTOSUFFISANCE EN RIZ	500 000 000
11072	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE MATAM	1 000 000 000
11006	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET SEMENCES ARACHIDE	2 500 000 000
19503	FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRO-SYLVO-PASTORAL	500 000 000
11021	PROGRAMME FERTILITE DES SOLS	500 000 000
19026	APPUI AU PROCESSUS DE SYNDICALISATION DES PRODUCTEURS	500 000 000
TOTAL SECTION		14 108 000 000
43 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
19502	PROJET ASSURANCE AGRICOLE	250 000 000
TOTAL SECTION		250 000 000



CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
44 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES MINES, DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE DES PRODUITS AGRICOLES		
22834	PLATES -FORMES MULTIFONCTIONNELLES	300 000 000
29026	FONDS D'APPUI ALA MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES	250 000 000
TOTAL SECTION		550 000 000
45 MINISTERE DU COMMERCE		
31007	PROJET D'IMPLANTATION DES MAGASINS DE REFERENCE	500 000 000
TOTAL SECTION		500 000 000
46 MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		
15086	RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	250 000 000
15030	PEPAM SOUS-PROGRAMME BAD PHASE II	1 024 000 000
15520	PEPAM-FOURNITURE ET POSE DE 150 COMPTEURS DE PRODUCTION	300 000 000
15089	AEP NDIOSMONE PALMARIN	1 772 000 000
15023	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TOUBA	385 000 000
15522	PEPAM REALISATION 12 FORAGES MULTIVILLAGES	250 000 000
41009	PROJET SECTORIEL EAU LONG TERME	125 000 000
15003	OMVS-GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU ET DEVELOPPEMENT USAGE MULTIPLES	362 000 000
TOTAL SECTION		4 468 000 000
47 MINISTERE DE L'ENERGIE		
24089	PROGRAMME D'URGENCE ELECTRIFICATION RURALE	3 000 000 000
24012	PROGRAMME D'AIDE A L'ECONOMIE ET A LA MAITRISE DE L'ENERGIE	300 000 000
TOTAL SECTION		3 300 000 000
49 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DU TOURISME ET DES RELATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE ET LE SECTEUR INFORMEL		
23002	FONDS D'APPUI A L'ARTISANAT	200 000 000
TOTAL SECTION		200 000 000
50 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN SECONDAIRE ET DES LANGUES NATIONALES		
45027	PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITE	2 960 000 000
45029	PROJET DE CONSTRUCTION DE 5 DARAAS MODERNES	600 000 000
45014	MANUELS SCOLAIRES	2 000 000 000
TOTAL SECTION		5 560 000 000
54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION		
44084	APPUI AU PROGRAMME SIDA	
44085	COMPLEMENT HOPITAUX FATICK ET ZIGUINCHOR	1 500 000 000
44139	CONSTRUCTION HOPITAL DALAL JAM	2 056 000 000
44134	PROJET SANTE II BAD	1 125 000 000
44126	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	276 000 000
TOTAL SECTION		4 957 000 000
55 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS		
42522	SANTE DE LA REPRODUCTION DES JEUNES	50 000 000
TOTAL SECTION		50 000 000
56 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE, DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS		
15512	PROG.REAL.BASSINS DE RETENTION	850 000 000
13156	PROJET CONSOLIDATION DES ZONES COTIERES	300 000 000
15002	PROJET PETITE IRRIGATION LOCALE	150 000 000
TOTAL SECTION		1 300 000 000



CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
58 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ ET DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ		
46159	RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	1 000 000 000
46110	APPUI AUX GROUPEMENTS FEMININS	500 000 000
46155	PROG DE LUTTE CTRE LES PIRES FORMES DE TRAV/ ENFANTS	
29830	FONDS NATIONAL DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ	300 000 000
TOTAL SECTION		1 800 000 000
59 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
45060	PROJET REHABILITATION CETF DE PDEF	380 000 000
45048	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT LYCEE TECHNIQUE	650 000 000
TOTAL SECTION		1 030 000 000
62 MINISTERE DE L'ELEVAGE		
12018	PROGRAMME NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE	1 750 000 000
12065	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION ZOOSANITAIRE	695 000 000
		2 445 000 000
TOTAL GENERAL		49 000 000 000



ANNEXE 10

SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)		
		2008	2009	2010
1	AGENCE NATIONALE DE SECURITE	150	150	150
2	AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT	50	50	50
3	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTIS. GRANDS TRAVAUX (APIX)	800	2540,90	2540,8
4	AGENCE DE LA CASE DES TOUT PETITS	582,5	582,5	500,5
5	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	50	50	50
6	AGENCE NAT. RELANCE DES ACTIVITES ECON. SOC.EN CASAMANCE (ANRAC)	300	300	300
7	MCA AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLEN. DIAMNIADIO	262	262	262
8	AGENCE POUR LA PROPRETE DE DAKAR (APPROSEN)	300	300	300
9	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	2 583,10	2 630,40	2630,4
10	AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE	55	55	55
11	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME	100	150	100
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉ	201,3	201,3	211,3
13	AGENCE SENEG. PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	200	200	450
14	AGENCE POUR LA PROMOT. ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	210	210	210
15	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	290	290	290
16	AGENCE POUR LA PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)	185	185	185
17	AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION	49,6	49,6	100
18	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	441,9	441,9	441,9
19	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	125	125	125
20	AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE	400	400	500
21	AGENCE DE L'AVIATION CIVILE	100	100	100
22	AGENCE NATIONALE DE PEDOLOGIE	150	150	150
23	AGENCE POUR LA REINSERTION DES MILITAIRES	100	100	120
24	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	150	170	170
25	ANCAR	1 021,00	1 071,00	1071,2
26	AGENCE POUR LE PLAN REVA	50,0	50	50
27	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	234,2	1000,415	1000,4
28	AGENCE DES ECO VILLAGES		50	300
29	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE		50	150
30	AGENCE NAT. CADRE DE VIE ET DE LA QUALITE DE LA CONSOMMATION		50	50
31	AGENCE NATIONAL DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		50	50
32	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL		50	300
33	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL		50	50
34	AGENCE NATIONALE DES GRANDS PROJETS HOSPITALIERS		50	50
35	AGENCE NAT.REGULATION TELECOMMUNICATIONS DES POSTES		50	50
36	AGENCE NAT.DES AIRES COMMUNAUTAIRES		50	
37	AGENCE NATIONALE PROMOTION DES EXPORTATIONS		200	450
38	AGENCE NATIONALE HAUTE AUTORITE DU DESERT		50	50
39	AGENCE NATIONALE DEVELOPPEMENT LOCAL		50	50
40	AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES			150
40	OFFICE POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI DES JEUNES DE LA BANLIEUE			300
42	SENECLIC			241,2
	total	9 090,6	12 565,02	14 354,70

**ANNEXE 10 bis****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)		
		2008	2009	2010
1	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	15 500	6 760	25 570
2	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER (ANCF)			
3	AGENCE DE REINSERTION SOCIALE ARMEES (ARSA)	225	259	
4	AGENCE DE CONSTRUCTION ET REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT (ACRPE)	29 214		
5	AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AATR)	62 448	70 896	81 874
6	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)	662	2 310	7 700
7	AGENCE NATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CASAMANCE (ANRAC)	550	550	500
8	AGENCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN REVA (APLANREVA)	500	1 014	1 044
9	AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	6 784	6 268	4 168
10	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	331	127	127
11	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	400	175	90
12	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	200	100	100
13	AGENCE NATIONALE POUR L'OCI (ANOCI)	2 000	16 417	
14	AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)	300	1 300	300
15	AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	200	200	175
16	AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX)	250	100	100
18	AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	600	730	900
19	AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT	2 600	1600	2 800
20	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	1 000	500	400
21	AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	150		
22	AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE	3 035		
23	AGENCE DES ECO VILLAGES		70	309
24	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE		650	150
25	AGENCE POUR LA PROPRETE DU SENEGAL		650	550
26	AGENCE SENECLIC RESEAU NATIONAL DE SOLIDARITE NUMERIQUE		60	150
27	AGENCE NAT. CADRE DE VIE ET DE LA QUALITE DE LA CONSOMMATION		600	
28	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		500	500
29	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL		520	
30	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL		50	400
31	AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL		253	253
TOTAL		126 949	112 659	128 160

ANNEXE 11
OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS

Structures	Libelles	Prévisions 2008	Exécution 2008	Prévision 2009	Exécution au 31/07/2009
APIX	Transfert courant (Etat)	800 000 000	831 122 057	3 740 950 180	635 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	40 500 000 000	18 532 067 504	55 800 000 000	15 175 000 000
	Bailleurs de Fonds	2 860 028 898	2 860 028 898	3 452 872 900	2 246 340 356
	Total Recettes	44 160 028 898	22 223 218 459	62 993 823 080	18 056 340 356
	Fonctionnement	863 500 000	831 122 057	3 740 950 180	1 992 800 293
	Investissement	44 304 501 394	21 392 096 402	59 252 872 900	12 032 806 531
	Total Dépenses	45 168 001 394	22 223 218 459	62 993 823 080	14 025 606 824
AATR	Transfert courant (Etat)	2 055 000 000	2 055 000 000	2 209 000 000	1 000 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	23 628 000 000	23 178 000 000	73 496 000 000	38 896 000 000
	Bailleurs de Fonds	82 598 000 000	61 776 102 986	124 020 454 785	32 304 763 058
	Total Recettes	108 281 000 000	87 009 102 986	199 725 454 785	72 200 763 058
	Fonctionnement	2 055 000 000	1 850 154 739	2 209 000 000	966 935 964
	Investissement	106 226 000 000	87 006 102 986	197 516 454 785	51 272 791 386
	Total Dépenses	108 281 000 000	88 856 257 725	199 725 454 785	52 239 727 350
ASER	Transfert courant (Etat)	634 000 000	634 000 000	1 118 000 000	665 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	6 150 000 000	6 150 000 000	5 150 000 000	2 870 000 000
	Bailleurs de Fonds	973 000 000	973 000 000	2 200 000 000	-
	Total Recettes	7 757 000 000	7 757 000 000	8 468 000 000	3 535 000 000
	Fonctionnement	634 000 000	634 000 000	1 118 000 000	665 000 000
	Investissement	7 123 000 000	7 123 000 000	7 350 000 000	2 870 000 000
	Total Dépenses	7 757 000 000	7 757 000 000	8 468 000 000	3 535 000 000
UCAD	Transfert courant (Etat)	19 484 610 795	19 484 610 895	19 491 036 808	11 566 382 275
	Transfert en Capital (Etat)	343 473 205	-	343 473 205	54 382 221
	Bailleurs de Fonds	921 693 556	921 693 556	973 880 719	537 654 574
	Total Recettes	20 749 777 556	20 406 304 451	20 808 390 732	12 158 419 070
	Fonctionnement	20 406 304 351	20 406 304 351	20 464 917 527	11 368 053 708
	Investissement	343 473 205	-	343 473 205	54 382 221
	Total Dépenses	20 749 777 556	20 406 304 351	20 808 390 732	11 422 435 929
COUD	Transfert courant (Etat)	11 939 700 000	11 939 700 000	11 225 000 000	10 832 856 830
	Transfert en Capital (Etat)	1 133 300 000	1 132 141 764	1 148 000 000	817 143 170
	Bailleurs de Fonds	45 500 000	45 500 000	65 000 000	11 500 000
	Ressources propres	1 596 000 000	1 485 067 060	1 777 000 000	1 293 111 210
	Total Recettes	14 714 500 000	14 602 408 824	14 215 000 000	12 954 611 210
	Fonctionnement	13 581 200 000	13 471 425 296	13 067 000 000	12 240 968 040
	Investissement	1 133 300 000	1 132 141 764	1 148 000 000	817 143 170
	Total Dépenses	14 714 500 000	14 603 567 060	14 215 000 000	13 058 111 210

ANNEXE 12

SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

- **Cautions, garanties, autres (risques contingents)**

1- Cautions

Producteur Indépendant d'Electricité (GTI) : *risque de mise en jeu de caution faible*

Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) : *risque de mise en jeu de caution faible*

2- Capital social appelé non versé :

Néant

3- Actions en justice :

Montants risques susceptibles d'être réclamés en 2010, par défaut, au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux :

49,5 milliards

4- Autres obligations contingentes :

Néant